

land



N°30 · 26.07.2024 · 71. Jahrgang

Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

POLITIK

« Tout le monde veut toujours plus »

La ministre déléguée aux Médias, Elisabeth Margue, au sujet du projet de loi sur la presse déposé mercredi et de la gouvernance de l’Alia

S.3

„Keen Euro vum Staat“

Nachdem sie um 61 Millionen Euro betrogen wurde, ist die Zukunft der Caritas ungewiss. Auf die Hilfe der Regierung kann sie sich nicht mehr verlassen

S.7

Shitshow

Les Pirates inscrivent la transparence sur le menu. L’arrière-cuisine se révèle peu ragoûtante

S.8

Foto: Sven Becker

WIRTSCHAFT

4 000 chambres en ville

Plusieurs nouveaux hôtels ouvriront dans les mois à venir, augmentant la capacité hôtelière de la capitale de dix pour cent

S. 12

FEUILLETON

Nichts ernst nehmen und doch ernst sein

Seit knapp einem Jahrzehnt gehört Jonn Happi zum Luxemburger Humor-Inventar. Porträt von Marc Strasser

S.15



6,00 €

LEITARTIKEL

Angstbilder

IIII Stéphanie Majerus

Zwei Fragen hatte eine Frau aus dem Publikum während eines *Public-Forums* zu EU-Politik: Was unternehmen EU-Abgeordnete gegen den Sexualunterricht und weshalb setzen sie sich nicht für Impfgeschädigte ein. Der EU-Abgeordnete Marc Angel (LSAP) antwortete, didaktische Einheiten zum Sexual- und Beziehungsleben seien Teil der UN-Kinderrechtskonvention. „Natürlich müssen die Themen altersgerecht aufgegriffen werden.“ Es gehe darum, Kinder vor Pädophilie, Mobbing und sexuellen Übergriffen zu schützen. Ihm sei bewusst, dass „rechtsextreme Kanäle Fake News“ verbreiten würden, und behaupten, Kinder würden in der Schule lernen, „zu masturbieren“. Eine weitere Frau aus dem Publikum ergriff daraufhin das Mikrofon, sie wolle eine Petition gegen Unterrichtsthemen die emotionale und sexuelle Gesundheit betrefend lancieren – das sei „ganz, ganz schlimm, wat do geschitt“. Ihr seien massenhaft Fälle von Kindern bekannt, die durch diesen Unterricht traumatisiert worden sind.

Das war vor vier Monaten. Seit letztem Samstag kann eine Petition gegen „die Aufnahme von Inhalten zu LGBT-Themen in Lehrpläne für Minderjährige“ unterschrieben werden. Der Petent Helder Rui De Almeida Neves schreibt: „Jede Familie hat das Recht, diese Themen gemäß ihren eigenen Überzeugungen zu behandeln.“ In einer „modernen Gesellschaft“ sollte eine „verantwortungsvolle und aufmerksame Regierung“ den Unterricht von LGBT-Themen aus Programmen für Minderjährige ausschließen – oder lediglich optional anbieten. Am Dienstag hatte die Petition bereits das nötige Quorum von 4 500 Unterschriften erreicht. Kurz vor Redaktionsschluss lag sie bei 6930. Auf *Facebook* freute sich der ADR-Abgeordnete Tom Weidig über die „Rekordpetition“, sie würde „beweisen“, dass es richtig war, sich „gegen die radikale LGBT-Ideologie“ einzusetzen. Er rät Eltern: „Traut euch dem Léierpersonal an Schouldirekter eng rout Kaart ze ginn!“. ADR-Fraktionspräsident Fred Keup schreibt in den sozialen Medien, die Petition habe den „Nerv der Zeit getroffen“. Mit „die Botschaft sei klar: „Fasst unsere Kinder nicht an!“ ruft das Kollektiv Fräi Liewen, das mit impfkritischen Aktionen während der Pandemie bekannt wurde, zum Unterschreiben der Petition auf.

Vieso-Leher/innen sind schockiert über die Petition. Sie greifen die Themen sexuelle Ethik, sexuelle Orientierung und Identität punktuell auf. In dem zweiten Sekundarjahr wird beispielsweise „Liebe ist ...“ diskutiert, – dabei darf sie auch bunt sein. Man eruiere Stereotypen: Warum wird rosa mit Weiblichkeit assoziiert? Und muss das so sein? Die wöchentliche Vieso-Stunde sei allerdings kein Wertevermittlungsunterricht, die Anschuldigung der „Indoktrination“ sei völlig gegenstandslos – den Rahmen des Sagbaren setzt die Verfassung und Menschenrechtskonvention. Manchmal fallen trotzdem krude Aussagen von Jugendlichen, wie „Homosexuelle sind krank, und wäre mein Bruder schwul, würde ich nicht mehr mit ihm reden“.

Rechtspopulisten und Rechtsextremen kommt die Petition gelegen: Mit Angstbildern rund um den Bildungsbereich der emotionalen und sexuellen Gesundheit können sie in die Mitte der Gesellschaft vorstoßen, ohne große politische Analysen anbieten zu müssen. Im Umfeld der Petition werden sachliche Debatten durch „roude Karten“ ausgetauscht. DP-Bildungsminister Claude Meisch sagte am Donnerstagmorgen gegenüber *RTL*-Radio, er müsse wohl den Petenten in einer Chamberdebatte erklären, was in der Schule der Fall sei und was nicht – und zwar mit einer klaren Position: Er sehe nicht, weshalb Themen, die die Gesellschaft betreffen, in der Schule tabuisiert werden sollen. ●



« Tout le monde veut toujours plus »

Entretien : Pierre Sorlut

La ministre déléguée aux Médias, Elisabeth Margue, sur le projet de loi sur la presse déposé mercredi et sur la gouvernance de l’Alia

D’Lëtzebuurger Land : Madame Margue, vous vous êtes montrée plutôt discrète durant vos premiers mois au gouvernement. Vous vous êtes notamment tue lors de la polémique sur l’interdiction de la mendicité dans la capitale. Des magistrats se sont exprimés d’un côté et le ministre des Affaires intérieures de l’autre. Prise entre deux feux, vous ne vouliez pas vous brûler les doigts ?

Elisabeth Margue : Non. Ce n’est pas mon rôle dans ce genre de situation. Il y avait des divergences d’interprétation. À l’origine, il était question de trancher sur la légalité du règlement de police pris par la Ville de Luxembourg. C’était un faux débat. L’avis de la cellule scientifique de la Chambre le confirme. Les dispositions relatives à la mendicité contenues dans le règlement de police sont possiblement contraires à la Constitution. Le seul habilité à trancher est le juge. Un recours a été introduit. La politique ne se mêle pas des affaires juridiques.

Vous menez un raisonnement froid. Est-ce qu’on peut voir là un aspect de votre approche qui serait plus technique que politique ?

Quand on a exercé la profession d’avocat pendant plusieurs années, on garde peut-être ses réflexes et cela demande un peu de temps pour switcher purement vers la politique.

Vous avez quand même mené campagne en tant que co-tête de liste CSV pendant plusieurs semaines…

Oui, mais c’est ma façon aussi de voir les choses. Je n’alimente pas la polémique pour la polémique. J’essaie d’être concentrée sur les dossiers. C’est ce qui m’a toujours plu, tant dans le métier d’avocat qu’en politique.

Recentrons-nous sur vos fonctions de ministre déléguée aux Médias. Vous avez déposé ce mercredi à la Chambre un paquet législatif en la matière. L’un des volets est l’accès à l’information. Quelles sont ses modalités ?

C’était une demande du conseil de presse. Ses représentants nous avaient fait part de leur souhait de voir mentionné spécifiquement les journalistes professionnels dans la loi transparence. C’est ce qu’on a fait. On a ajouté un paragraphe pour préciser que tous les organismes soumis à la loi doivent aussi remettre aux journalistes professionnels les documents sollicités. Pourvu qu’ils rentrent dans le champ d’application. On précise qu’on tient compte des besoins particuliers des journalistes.

Qu’est-ce que vous entendez par « besoins particuliers » ?

Des contraintes de temps. On n’a pas fixé de délai spécifique, car cela dépend du dossier et du volume d’informations demandées. Un délai raisonnable est envisagé. On a aussi profité de ce projet de loi pour se mettre en conformité avec la convention de Tromsø du Conseil de l’Europe sur l’accès aux documents détenus par les organismes publics. On ne l’a pas encore signée, mais nous pouvons le faire. Ce texte définit notamment ce qu’on entend par document. Dans la pratique, si on n’arrivait pas à identifier un document particulier, alors la réponse de l’administration était négative. Elle pourra communiquer les informations demandées en tant que telles, éventuellement compiler si elles se trouvent dans plusieurs documents.

Dans un deuxième volet, vous revoyez le régime d’aide à la presse instauré en 2021…

Nous avons eu des échanges avec les éditeurs et avons procédé à quelques adaptations. Notamment pour ne plus faire la dis-

inction entre les publications hebdomadaires ou mensuelles au niveau des plafonds. Cela donne plus de flexibilité pour obtenir des subsides.

Le régime transitoire de la loi de 2021 permettait aux organes de presse qui le souhaitaient de conserver l’aide de l’ancien régime pendant cinq ans. La période arrive bientôt à échéance et il semblerait que la survie du *Quotidien* soit menacée. Le saviez-vous et avez-vous pris cela en compte ?

On nous en a informés très récemment. Et leur problème en tant que tel n’est pas réglé dans l’avant-projet de loi. Nous aviserons pendant la procédure législative et le passage devant les organes consultatifs.

Il s’agit du seul quotidien francophone. Est-ce que votre gouvernement est prêt à trouver une solution pour préserver le pluralisme linguistique ?

Il faut le préserver. C’est évident. Reste à voir comment.

Des éditeurs réclament aussi l’augmentation de l’aide versée par journaliste qui est aujourd’hui de 30 000 euros par an. Pensez-vous que l’État doit verser plus d’argent sur base de ce critère ?

Nous n’avons pas touché à ce montant. C’est une question difficile à trancher parce que le *Media Pluralism Monitor* dit quand même que l’aide à la presse est très généreuse. Il faut voir jusqu’où on peut aller. L’objectif doit être réalisé, à savoir que les médias puissent fonctionner dignement et que le pluralisme soit garanti de ce fait. Dans les premières moutures du texte, il était question d’un montant fixe de 50 000 euros. L’approche a un peu changé durant les discussions avec une part fixe et une part variable, selon le nombre de journalistes.

Dans le projet de loi, il est aussi question d’une redéfinition du statut de journaliste…

La demande émanait là-encore du conseil de presse. Il émet les cartes professionnelles et il voulait pouvoir se baser sur une définition claire. Il me semble que maintenant, ça lui donne plus d’assurance pour distribuer les cartes.

La distribution des cartes importe, car elle détermine le financement…

Exactement.

Est-ce que le critère de l’information généraliste est conservé ?

Oui. L’idée est que la publication ne s’adresse pas qu’à une seule catégorie de lecteurs.

Sera-t-il encore possible pour un groupe de presse de publier un article produit par un seul journaliste dans des langues et supports différents ? Par exemple un article produit par un journaliste lusophone de *Contacto*, publié en allemand dans le *Wort*, en français dans *Virgule* et en anglais chez *Luxembourg Times*, sachant que chaque titre bénéficie d’une aide forfaitaire. Ce qui donne un avantage économique aux grands groupes comme Mediahuis et ce qui menace les petits éditeurs par capillarité, car les grandes maisons d’édition concentrent le lectorat et engrangent les recettes publicitaires.

[...]

[Suite de la page 13]

Avec la traduction, il y a quand même aussi un certain travail journalistique encore à faire, même s'ils utilisent des logiciels. Puis ce serait dommage de priver des lecteurs de contenus. La réforme de 2021 a été menée par mon prédécesseur (Xavier Bettel, DP, ndlr). Une réforme ne va jamais satisfaire tout le monde. Après, si on se rend compte qu'il y a vraiment un déséquilibre, on peut encore améliorer les choses. Mais voilà, tout le monde veut toujours plus.

L'État finance dix pour cent de l'étude plurimédia, au côté des éditeurs. Ces derniers n'ont pas publié l'édition 2023 à cause de « problèmes méthodologiques ». Quand relira-t-on cette étude qui quantifie l'efficacité de l'aide à la presse ?

Les éditeurs ont trouvé un accord, mais je ne me suis pas impliquée. J'ignore quand elle sera publiée.

Au sujet de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (Alia) et la démission de son président Thierry Hoscheit. Vous avez parlé sur 100,7 d'une « divergence d'interprétation » de la loi. Mais selon ses termes, le conseil d'administration émet un avis sur les candidats au poste de directeur. Or, un seul nom aurait été soumis selon aux administrateurs. Est-ce qu'il y a eu un vice de procédure ?

La loi régissant l'Alia a un article *ad hoc* : son directeur est nommé sur proposition du gouvernement après avoir obtenu l'avis du conseil d'administration. Après, il y a toute une série de missions et parmi elles, effectivement, ledit conseil d'administration donne son avis sur les candidats. Faut-il lire ces deux phrases en conjonction ? Peut-être, mais la responsabilité de faire respecter les missions revient au conseil d'administration de l'Alia. Et là, la question se pose effectivement par rapport au respect de la procédure de sélection.

Le tribunal administratif peut être saisi...

Oui, la personne lésée par la décision peut le faire. Puisque l'Alia a remis un avis favorable sur la nomination, elle ne saurait se considérer lésée.

Mais un candidat déçu, oui...

Cela se pourrait théoriquement. Mais tout ce qu'il pourrait obtenir est l'annulation de la décision. Cela ne ferait pas de lui le directeur. Je reviens juste sur le comité de sélection externe. Il rassemble des représentants du ministère des Médias, du ministère de la Fonction publique, de l'ILR, de l'Autorité de la concurrence et du conseil de presse. On avait longuement réfléchi à comment le mettre en place.

C'est très gouvernemental quand même...

Oui, mais vous savez, le conseil d'administration est nommé intégralement par le gouvernement. Donc, je ne trouve pas que ce soit un argument par rapport à l'indépendance de l'institution. Ce comité est composé de membres d'institutions de régulation qui ont traversé des défis comparables à ce que l'Alia s'apprête à traverser avec la réforme de la loi de 1991 sur les médias électroniques qui la régit. Et cela fait longtemps que l'Alia réclame plus de missions. Nous sommes à un moment charnière. Or, nous sommes critiqués dans le *Media Pluralism Monitor* par rapport à la gouvernance de l'Alia, avec un lien trop étroit entre le directeur et le conseil d'administration. J'y suis sensible et j'ai trouvé qu'il était temps de professionnaliser la procédure de désignation.

Vous assumez pleinement donc...

Cela ajoute une garantie par rapport aux qualités du directeur. Le candidat va passer par le comité de sélection et, si short listé, par le conseil d'administration. Permettez-moi aussi de citer un communiqué, publié sur le site de l'Alia pendant la sélection, qui n'a pas trouvé son chemin jusque dans la presse. On y lit que le conseil d'administration a été étroitement associé à la procédure. Et lors d'une réunion entre deux membres du comité de sélection et l'ensemble du conseil d'administration de l'Alia, son président a choisi de ne pas étudier les trois candidatures que le comité de sélection avait écartées.

Donc, vous ne comprenez pas la démission de Thierry Hoscheit ?

C'est sa décision à lui. Je la regrette, évidemment. Mais quand je lis son courrier et quand je constate les divergences, je me dis que cela devait arriver tôt ou tard. Mais il a écrit en sa qualité d'administrateur, pas de magistrat.

Et pourquoi ne pas avoir laissé le conseil d'administration nommer le directeur comme cela s'était produit par le passé ?

J'ignore les raisons pour lesquelles il en allait ainsi. Mais je trouve que le directeur n'a que plus de légitimité s'il est interviewé par un comité de sélection. On l'a fait pour l'ACD, pour le juge au tribunal de l'UE...

Et concernant la question de l'indépendance ?

Ce processus de sélection la préserve. L'Alia a un certain nombre d'entités sous surveillance (autour de 450, ndlr). Le directeur mène l'instruction des dossiers. Le conseil prend les décisions. Pour toutes les entités surveillées, il est utile de savoir qu'il n'y a pas un directeur qui est sous la dépendance intégrale d'un conseil d'administration. C'est logique et ce sont les discussions que l'on mène pour toutes les autorités de régulation. C'est une question de séparation des pouvoirs. Il faut des équipes pour l'enquête. D'autres

« Entre 2020 et 2024, plus de la moitié du personnel de l'Alia a démissionné. C'est énorme »

prennent la décision. Je souhaite évidemment que le conseil d'administration s'entende avec le directeur général. Mais je pense que l'intervention du comité de sélection offre une dose supplémentaire d'indépendance.

Avec Cindy Bauwens, juriste au ministère de l'Économie puis à l'autorité de la concurrence, le choix s'est porté sur un profil technique, et non d'expert du secteur. Pourquoi ?

Le comité de sélection a mis l'accent sur les qualités de leadership. Car on a constaté qu'entre 2020 et 2024, plus de la moitié du personnel de l'Alia a démissionné, huit personnes sur treize. C'est énorme. Il fallait vraiment quelqu'un qui puisse fédérer.

N'est-ce pas lié à l'absence de moyens que Thierry Hoscheit pointe du doigt régulièrement ?

En 2020, mes prédécesseurs ont entendu les besoins. Cette année-là, le budget est passé de 830 000 à 1,4 million d'euros. Ce n'est pas rien. Dans le plan pluriannuel, nous avons retenu une augmentation constante. Mais entretemps, il n'y a pas vraiment eu de grandes nouvelles missions. Maintenant, la réforme sur les médias électroniques se profile et éventuellement de nouvelles compétences dans le futur. Mais je ne veux pas donner plus de moyens avant de savoir quelles missions lui sont octroyées, dans le cadre notamment des nouvelles réglementations européennes.

Xavier Bettel a qualifié la loi sur les médias électroniques de patchwork car amendé quatorze fois depuis 1991. Quelle la logique de la réforme ?

Il n'y a jamais eu de refonte globale. Sachant qu'on a des régimes différents en fonction des modes de transmission. Cela ne fait plus aucun sens. Tous les médias ont un site en ligne. Puis il y a les podcasts, les blogs, les vlogs... la diffusion de contenu a énormément changé au cours des trente dernières années. Il faut briser la logique des modes de transmission et se focaliser sur les valeurs que l'on souhaite protéger comme la dignité humaine, la protection des mineurs, la liberté d'expression... Le périmètre des missions de l'Alia va changer. Avant cela, à eux de s'organiser. C'est une gestion saine des finances publiques.

Un cycle de conférences évoque les problématiques que doit couvrir la nouvelle loi : la consommation des médias, les influenceurs, l'intelligence artificielle, la désinformation, etc. Quand la nouvelle loi sera-t-elle prête ?

Difficile de se prononcer sur un calendrier, car il s'agit d'une vaste réforme. Je dirais en 2025.

Comment organisez-vous la répartition des tâches avec le Premier ministre et ministre des Médias, Luc Frieden (CSV) ?

Je m'occupe presque intégralement des volets digital et connectivité. La partie médias lui tient très à cœur donc il en a gardé une partie, surtout l'échange avec les médias traditionnels. Je pense que c'est normal pour un chef de gouvernement.

Comment divisez-vous votre travail entre les différents ministères ?

Si on prend une base de cinq jours, je dirais un jour aux Médias, une demi-journée avec le Parlement, trois à la Justice, sachant qu'il y a toujours une demi-journée pour le Conseil de gouvernement. Après cela dépend des dossiers et de l'actualité. ●

Face à face
Elisabeth Margue et
Thierry Hoscheit,
le 16 janvier 2023





Josep Borrell, Xavier Bettel et Hadja Lahbib, respectivement chefs des diplomaties européenne, luxembourgeoise et belge, lundi à Bruxelles

A Blind Eye

III | Pierre Sorlut

Un avis historique de la CIJ sur l'occupation israélienne et la demi-mesure européenne face au drame humanitaire à Gaza

Les images insoutenables en provenance de Gaza circulent depuis dix mois. Cette semaine, des balles extraites de crânes d'enfants et ce témoignage d'un chirurgien américain sur *CBS* affirmant que ces jeunes victimes du conflit sont visées par les snipers de Tsahal. Puis ces corps mutilés par les bombes israéliennes. Ces soins imposés dans des conditions sanitaires déplorables. Ces images insoutenables ont-elles été suffisamment montrées aux dirigeants européens, comme l'ont été celles, tout autant insoutenables, des attaques commises par le Hamas le 7 octobre ?

Réunis lundi matin à Bruxelles, les ministres européens des Affaires étrangères devaient évoquer « l'agression russe en Ukraine » et « la situation au Moyen-Orient ». Devant les micros tendus, chacun a choisi l'actualité de politique internationale qui l'intéressait pour distiller ses éléments de langage. Le Luxembourgeois Xavier Bettel a fustigé le cavalier seul du Hongrois Viktor Orban, président du conseil de l'UE qui a approché les dirigeants américain, chinois et russe afin de stopper la guerre d'Ukraine : Une initiative « unilatérale et isolée qui n'a pas été faite au nom de l'UE ». « Toutes les tentatives de dialogue » avec Vladimir Poutine n'ont « pas été fructueuses », a rappelé Bettel. Lui-même aurait cessé de négocier la paix avec l'autocrate du Kremlin après la découverte des massacres de Boutcha, le 1^{er} avril 2022, soit à peine plus d'un mois après l'invasion russe. Voilà bientôt dix mois que l'armée israélienne martyrise indistinctement la population de la bande de Gaza, portant le décompte humain au-dessus des 39 000 morts et 90 000 blessés, cette semaine, sur 2,3 millions d'habitants. Xavier Bettel privilégie cependant le dialogue avec le gouvernement israélien. Le libéral a informé la semaine passée de son intention de se déplacer à Jérusalem (et Ramallah), une troisième fois depuis son intronisation dans l'ancien palais de justice, en novembre.

Lundi à son arrivée au conseil, la ministre belge Hadja Lahbib a insisté sur le respect du droit international et « sans double standard, en Ukraine

« Israël doit restituer les terres et l'ensemble des avoirs confisqués depuis le début de son occupation en 1967. »

Cour internationale de justice

et au Proche-Orient ». L'intéressée a surtout invité Israël à se « soumettre » à la décision rendue vendredi par la Cour internationale de justice (CIJ). La ministre allemande, Anna Baerbock, a également parlé de cet avis « disruptif » qui montrerait aussi que « nous avons une responsabilité en tant que communauté internationale ». Vendredi, la plus haute instance juridique de l'Onu a confirmé l'illégalité de l'occupation des Territoires palestiniens par Israël. Depuis 1967, l'État hébreu occupe illégalement Jérusalem-Est, la Cisjordanie et la bande de Gaza (par le contrôle de l'accès depuis 2007). Les juges de La Haye constatent depuis cette date une colonisation doublée d'un soutien étatique apporté à l'installation de plus de 700 000 colons. La CIJ relève l'adoption de lois « tendant à proclamer, expressément et implicitement, la souveraineté d'Israël sur la Cisjordanie », et la détermination de ses dirigeants « à conserver de manière permanente ce territoire occupé ».

« L'utilisation abusive persistante de sa position en tant que puissance occupante à laquelle Israël se livre en annexant le Territoire palestinien occupé et en imposant un contrôle permanent sur celui-ci, ainsi qu'en privant de manière continue le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination, viole des principes fondamentaux du droit international et rend illicite la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé », écrivent

les magistrats dans une quasi-unanimité. Pour la CIJ, Israël ne doit pas seulement cesser toute nouvelle colonisation, l'État hébreu doit « restituer les terres et autres biens immobiliers, ainsi que l'ensemble des avoirs confisqués à toute personne physique ou morale depuis le début de son occupation en 1967 ». Elle exige également que tous les colons soient évacués, que les parties du mur construit par Israël qui sont situées sur le Territoire palestinien occupé soient démantelées, et que tous les Palestiniens déplacés durant l'occupation retournent dans leur lieu de résidence initial. Une indemnisation des Palestiniens serait envisageable si telle ou telle restitution se révélerait matériellement impossible.

« Un grand chelem pour la diplomatie palestinienne », estime l'internationaliste Michel Erpelding, face au *Land*. Cet avis historique fait suite à la saisine de la CIJ par l'Afrique du Sud contre Israël pour une éventuelle commission d'un génocide dans la bande de Gaza. Mais aussi à la demande de mandats d'arrêt formulée par le procureur de la Cour pénale internationale contre le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et son ministre de la Défense, Yoav Gallant, pour des soupçons de crimes de guerre et contre l'humanité dans le cadre du conflit Israël-Hamas. Les trois principaux dirigeants du mouvement islamiste ayant autorité à Gaza sont visés pour les mêmes chefs d'accusation. La CPI devrait statuer incessamment. Le chef du gouvernement israélien était en déplacement cette semaine aux États-Unis.

L'avis juridique rendu la semaine dernière à la demande de l'Assemblée générale des Nations unies détaille également les conséquences juridiques de l'occupation des territoires palestiniens pour les États tiers. Ils ont pour « obligation de ne pas entretenir de relations économiques ou commerciales avec Israël qui seraient de nature à renforcer la présence illicite de ce dernier dans le territoire palestinien ». Michel Erpelding promet des « sueurs froides » à Bruxelles et s'attend à une

« guérilla juridique » visant à suspendre l'accord d'association avec l'État hébreu. Pour le juriste, le Luxembourg devra également « se poser la question quant à la légalité de sa coopération ».

« Concernant la situation à Gaza, Xavier Bettel exprime sa profonde frustration face au fait que la guerre n'ait toujours pas pris fin, malgré l'adoption par les Nations unies de plusieurs résolutions en ce sens, l'ordonnance de mesures conservatoires par la CIJ, ainsi que les nombreux efforts diplomatiques, dont le plan de cessez-le-feu proposé par le Président Biden », écrivent les services du ministre dans le communiqué consécutif à la réunion de lundi, après avoir évoqué l'agression russe en Ukraine. Le Luxembourg appelle à un cessez-le-feu à Gaza, à la libération des otages détenus par le Hamas depuis le 7 octobre, mais ne dit rien de l'avis rendu par la CIJ. Les Affaires étrangères luxembourgeoises continuent de jouer une partition à contre-temps par rapport aux anciens *like-minded states*. Contacté par le *Land*, le ministère des Affaires étrangères dit « prendre bonne note » de l'avis de la CIJ. « Le Luxembourg attache une importance primordiale au respect du droit international, indépendamment du pays en question », écrivent les services de Xavier Bettel. Ces derniers précisent qu'il revient maintenant à l'Assemblée générale des Nations unies, qui a demandé l'avis de la CIJ, d'analyser les mesures à prendre en conséquence.

Concernant la politique commerciale de l'UE, le ministère des Affaires étrangères juge que le conseil d'association avec Israël sera une « occasion-clé de discuter, de manière très franche et directe, des questions litigieuses liées à la guerre de Gaza et à la politique du gouvernement israélien ». Il rappelle en que les États européens sont déjà tenus de faire une distinction, dans leurs échanges commerciaux, entre le territoire de l'État d'Israël et les territoires palestiniens occupés pour l'étiquetage des produits importés. Quant à la conclusion en Chine d'un accord entre quatorze factions palestiniennes (dont le Hamas et le Fatah) pour constituer un gouvernement intérimaire de réconciliation nationale, le Luxembourg attend de voir les modalités dudit « accord » pour se prononcer sur la question de savoir s'il est envisageable de traiter avec ses parties prenantes. ●

B L O G



POLITIK

DP-Staat

Um von der CSV aus anderen Verwaltungen geschassten hohen DP-Beamten eine neue berufliche Zukunft zu geben, baut Yuriko Backes (DP) ihr Ministerium für Mobilität und öffentliche Bauten um. Der Chemiker Jean-Paul Lickes (Foto: Sven Becker), langjähriger Direktor des Wasserwirtschaftsamts und DP-Gemeinderat in Habscht, wird Leiter der neuen Generaldirektion für öffentlichen Transport und Infrastruktur. Gilio Fonck, seit 2020 Direktor für Verwaltung, Finanzen und Personal bei der Maison du Grand-Duc, wird neuer Direktor der Abteilung Allgemeine Angelegenheiten, Flugtransport, Strategie und Innovation. Der Sohn

des früheren RTL-Sportjournalisten Pilo Fonck und Weggefährte von Xavier Bettel war von 1992 bis 1994 Präsident der Jungdemokraten und arbeitete im Generalsekretariat der DP. Sylvie Siebenborn war von 2007 bis 2022 Redakteurin im Finanzministerium, bevor sie unter Yuriko Backes zur Attachée aufstieg. Sie wird der Generaldirektion für öffentliche Bauten und Urbanisierung vorstehen. Um die Kommunikationsstrategie des Ministerium soll sich künftig Loris Meyer kümmern, der erst im Januar zum Fraktionssekretär der DP befördert worden war. LL

PERSONALIEN

Isabelle Wiseler-Lima,

a bloqué mardi l’élection de Rima Hassan à la vice-présidence de la sous-commission droits de l’Homme du Parlement européen. En agissant au nom de son parti, le PPE, dont elle est coordinatrice, la Luxembourgeoise s’est attirée les foudres de l’égérie

LFI (La France Insoumise/ Groupe de gauche) de la cause palestinienne. Dans une dispute avec son opposant LR (Les Républicains / PPE) François-Xavier Bellamy sur X (ex-Twitter), Rima Hassan dénonce « des voyages (d’Isabelle Wiseler-Lima) financés par le lobby Elnet en Israël, et notamment dans les colonies israéliennes ». Contactée par le *Land*, l’eurodéputée luxembourgeoise conteste être passée par les implantations illégales de colons. Mais le voyage financé aux frais du lobby israélien a bel et bien existé, du 30 octobre au 3 novembre 2022. Le programme (publié sur Europarl) expose « la perspective israélienne », pour reprendre l’euphémisme de Wiseler-Lima, avec moult briefings sur l’Iran et le Hezbollah, y inclus un survol d’un tunnel à la frontière libanaise dans un hélicoptère de Tsahal.

L’élue luxembourgeoise est revenue au Proche-Orient en juin 2023 avec une délégation de la sous-commission droits de l’Homme et, cette fois-ci, une prise en compte des considérations palestiniennes. Face au *Land*, Isabelle Wiseler-Lima



désapprouve « les menaces » et la « radicalité » de certains élus dont Rima Hassan, et regrette cette « atmosphère hostile » importée dans les relations parlementaires par « les extrêmes ». Le fil Twitter de l’élue luxembourgeoise, très alimenté, dévoile ses nombreuses préoccupations humanitaires : l’Ukraine martyrisée par la Russie, les Iraniennes (et notamment les femmes bahaïes) brutalisées par le régime ou les prisonniers politiques en Belarus, mais rien sur les bombardements de Tsahal dans la bande de Gaza (un tweet rend hommage aux victimes des attaques du 7 octobre). « C’était tellement inhumain. Israël doit pouvoir se défendre, mais ce que son gouvernement est en train de faire est inacceptable », réagit Isabelle Wiseler-Lima. PSO

Benji Kontz,

concessionnaire en quatrième génération, a annoncé cette semaine la cession des activités automobiles au groupe belge Louyet. En 2015 déjà, le groupe Kontz avait vendu sa très lucrative concession BMW, pour se concentrer sur les marques anglaises, notamment les SUV de Land Rover. Benji Kontz, par ailleurs trésorier de

l’ONG Natur & Ëmwelt, veut désormais se concentrer sur le commerce de vélos « comme l’avait fait mon arrière-grand-père ». Il n’y aurait pas de lien de causalité entre la cession automobile et son engagement environnemental, assure-t-il au *Land*. La raison serait plus prosaïque : Lui et sa famille n’auraient pas eu la volonté de faire les investissements nécessaires pour atteindre la taille critique sur un marché de plus en plus concentré. Les très grands garages le long d’une route de Thionville en pleine reconfiguration urbanistique vont rester dans la propriété de la famille. Via des « baux à long terme », ces immeubles seront loués au repreneur, explique Benji Kontz qui estime qu’« avec des marques tellement exclusives, on veut être dans la Ville de Luxembourg ». BT

UMWELT

Schissi

Bis Mittwoch war es verboten im Stausee auf der Höhe des Burfelt und der Rommwiss zu schwimmen. Grund hierfür sind die hohen Werte an Cyanobakterien. Blaualgen können gesundheitliche Probleme auslösen können, wie Erbrechen, Durchfall und allergische Hautreaktionen. Laut dem Wasserwirtschaftsamt liegen die Blaualgen-Werte seit einigen Jahren bereits Ende Juli zu hoch, weil milde Winter ihre Ausbreitung begünstigen. Die Nitrat- und Phosphorbelastung, die das Wachstum von Cyanobakterien beschleunigen, sei vor allem auf die Landwirtschaft zurückzuführen und an

zweiter Stelle auf die an die Sauer angeschlossene Kläranlagen. Unter Landwirten aus der Region macht die Vermutung die Runde, die Belastung sei auf nicht instandgehaltene Kläranlagen hinter der Grenze zurückzuführen. Das Wasserwirtschaftsamt kann dies jedoch nicht bestätigen. Die Nitratwerte in Martelingen und am Stausee seien ähnlich hoch. SM

ENERGIE



68,1 Prozent

So hoch ist mittlerweile der Anteil an erneuerbaren Energien im hiesigen Strommix, wie Wirtschafts- und Energieminister Lex Delles (DP) auf eine parlamentarische Anfrage des ADR-Abgeordneten Jeff Engelen diese Woche erläuterte. Erstaunlich wenig Energie wird durch Biomasse, Kläranlagen und Biogas erzeugt – nur 3,9 Prozent. Grüne Energie wird hierzulande bis zur Hälfte aus Wasserkraft gewonnen, sowie von Wind- (8,6 Prozent) und Solarenergie (4,7 Prozent). Der Anteil erneuerbarer Energiequellen steige von Jahr zu Jahr. Im Vergleich zu 2021 sei er um knapp 20 Prozent gestiegen, so der DP-Energieminister, der rund um erneuerbare Energien seinen Wahlkampf aufbaute. SM



Aggressiv

IIII Luc Laboulle

Vergangene Woche hatte CSV-Justizministerin Elizabeth Margue dem zuständigen Kammerausschuss ihre Reform des Code pénal vorgestellt. Die mendicité simple wird nun endgültig aus dem Strafgesetz gestrichen. Schon 1987 hatte der damalige Justizminister Robert Krieps (LSAP) einen Gesetzentwurf vorgelegt, der vorsah, dass Vagabundentum und Bettelei nicht mehr als strafrechtliche Vergehen geahndet werden sollten. Zur Abstimmung kam der Entwurf

jedoch nicht. 2008 wurde der Paragraf über die mendicité simple dann mutmaßlich versehentlich gestrichen und seitdem nicht mehr angewandt. Erst vergangenes Jahr wurde er von CSV-Innenminister Léon Gloden wieder bemüht, um das Bettelverbot im Polizeireglement der Stadt Luxemburg strafrechtlich zu legitimieren. Statt des einfachen Bettelns will Margue nun das aggressive Betteln härter bestrafen. „Le fait de solliciter, de manière agressive, sur la voie publique,

dans des lieux et immeubles accessibles au public, ainsi qu’à l’entrée des immeubles servant à l’habitation, la remise de fonds, de valeurs ou d’un bien“ soll künftig mit einer Gefängnisstrafe von bis zu zwei Jahren und/oder einer Geldstrafe von bis zu 3 000 Euro geahndet werden. Definiert wird „aggressiv“ erst im *commentaire des articles des avant-projet de loi*. Dort heißt es, der Bettelnde sei aggressiv, wenn er einer anderen Person den Weg versperrt, ihr hinterherläuft,

sie anfasst, anschreit oder daran hindert, die Haustür zu schließen. Diese Dispositionen überschneiden sich zum Teil mit denen, die Léon Gloden mit seinem „Platzverweis renforcé“ (*d’Land*, 19.7.2024) einführen will, für den allerdings noch kein Vorentwurf vorliegt. Ausführlichere Details, als die, die vergangene Woche nach dem Regierungsrat mitgeteilt wurden, seien erst in einigen Wochen verfügbar, antwortet das Justizministerium diese Woche auf Nachfrage. ●

„Keen eenzeggen Euro vum Staat“

III Luc Laboulle

Nachdem sie um 61 Millionen Euro betrogen wurde, ist die Zukunft der Caritas ungewiss. Auf die Hilfe der Regierung kann sie sich nicht mehr verlassen

Die Caritas sei „en Déngschleeschtungsservice fir de Staat“, sagte CSV-Premierminister Luc Frieden am Mittwoch nach der Sitzung des Familienausschusses, bei dem es um die Zukunft der 500 Beschäftigten der Hilfsorganisation ging. Im Auftrag des Staates kümmere sie sich um Flüchtlinge und Obdachlose; die 61 Millionen Euro, die in den vergangenen Monaten veruntreut wurden, gehörten nicht dem Staat. Der Staat überweise der NGO lediglich in regelmäßigen Abständen Beträge, die im Rahmen von Konventionen an bestimmte Aufgaben gebunden seien, unterstrich Frieden. Laut Regierung sind das jährlich 45 Millionen Euro, in diesem Jahr sei bislang die Hälfte davon geflossen, wovon ein Teil nun gestohlen wurde. Diesen Teil werde der Staat selbstverständlich von der Caritas zurückfordern und sich dafür jegliche rechtliche Schritte vorbehalten, unterstrich Frieden. Es handle sich schließlich um eine „extrem grave Infraktion“. Der CSV-Premierminister zeigte sich erbarmungslos gegenüber dem katholischen Hilfswerk, das von einer schweren Betrugsaffäre erschüttert wurde.

„La casse du siècle pose question“ titelte der *Quotidien* am Montag, nachdem *Radio 100,7* schon am Freitag gemeldet hatte, dass eine hohe Mitarbeiterin der Caritas die Organisation um 61 Millionen Euro geprellt hat. Zwischen Februar und Juli hatte sie Hunderte Überweisungen im Gesamtwert von 28 Millionen Euro auf ein spanisches Konto genehmigt, von wo aus das Geld offenbar auf ein anderes Konto weitergeleitet wurde. Während Caritas-Generaldirektor Marc Crochet von Ende Mai bis Anfang Juli nach Santiago de Compostela pilgerte, nahm die CFO bei der Spuerkeess und der BGL zusätzlich Kreditlinien in Höhe von insgesamt 33 Millionen Euro auf, die ebenfalls verschwunden sind. Gegenüber dem Verwaltungsrat und dem Generaldirektor rechtfertigte sie die Kredite damit, dass der Staat wegen des Regierungswechsels und des provisorischen Haushalts mit den Subventionen in Verzug geraten sei. Was am Ende mit den 61 Millionen Euro passierte, ist noch unklar, zurzeit deutet aber nichts darauf hin, dass die Caritas noch Zugriff darauf hat.

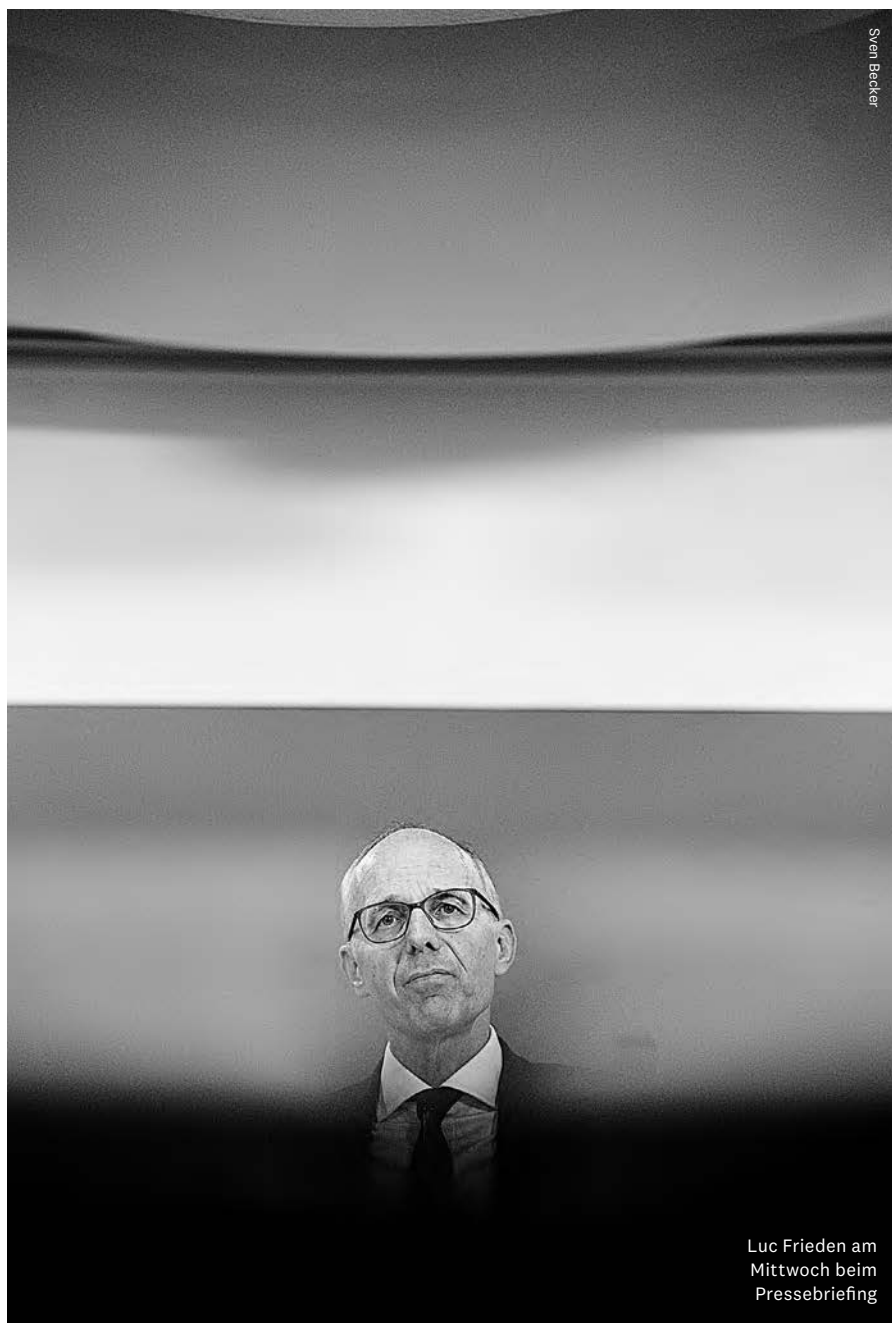
Die verdächtige Person, die vergangene Woche in Frankreich im Urlaub weilte, hat sich am Montag, nachdem der Betrug aufgefliegen war, der Polizei gestellt und wurde verhaftet. Am Montagmorgen hatte Marc Crochet dem *100,7* und *RTL* schon Details zum Tathergang geschildert. Nachdem er aus Spanien zurückgekommen sei, habe er Kontobewegungen festgestellt, für die es keine Erklärungen gegeben habe. Die Verdächtige habe vorgetäuscht, ihm bei der Spurensuche zu helfen. Am 16. Juli habe er sich intensiver damit auseinandergesetzt und sei innerhalb von 15 Minuten fündig geworden.

Die Affäre wirft jede Menge Fragen auf. Zum Beispiel hinsichtlich der Compliance, sowohl bei der Caritas als auch bei den Banken, bei denen die Überweisungen getätigt wurden und die die Kreditlinien gewährt haben. Die Aufträge wurden *Land*-Informationen zufolge gegengezeichnet, weshalb der Betrug trotzdem niemandem auffiel, muss die Staatsanwaltschaft nun klären. Dem *100,7* sagte Marc Crochet am Montag, er habe in einem Telefonat vom Jakobsweg aus grünes Licht für die Aufnahme der Kreditlinie gegeben: Er sei zwar besorgt gewesen, weil noch kein Geld von der Regierung angekommen sei, Verdacht auf Betrug habe er jedoch nicht geschöpft. Während seiner Abwesenheit vertrat ihn sein Chief Operating Officer, ein ausgebildeter Psychologe, der kaum Erfahrung in Unternehmensmanagement hat.

100,7-Chefredakteur Jean-Claude Franck mutmaßte am Dienstag in einer Analyse, es könne sich um einen Fall von Social Engineering oder Präsidentenbetrug handeln; eine Masche, bei der Betrüger sich Zugang zu einer Firma verschaffen, um an Insiderwissen zu gelangen, das sie anschließend dazu benutzen, um sich als Verwaltungsrat oder Geschäftsführer auszugeben und Befehle an Mitarbeiter/innen zu erteilen. Mithilfe von künstlicher Intelligenz können inzwischen E-Mails, Telefonanrufe und sogar Videocalls mit Deepfakes täuschend echt nachgestellt werden. Wahrscheinlich ist, dass die Aktion von langer Hand geplant war. Ob die verdäch-

tige Person eingeweiht war und einen Komplizen innerhalb der Caritas hatte, ist bislang noch unklar.

Mehrere Angestellte der Hilfsorganisation berichten, dass andere Mitarbeiter/innen der Finanzabteilung, die kritische Fragen gestellt hätten, in den vergangenen Monaten versetzt oder entlassen worden seien. Der Verwaltungsrat und die Direktion waren sich möglicherweise bewusst, dass ihr internes Compliance- und Sicherheitssystem Lücken aufwies: Ende 2023 ließen sie die Finanzabteilung von einer Auditfirma prüfen, um „Dinge zu verbessern“, wie Crochet am Montag im Radio darlegte. Vor drei Monaten stellte die Caritas-Stiftung einen leitenden Managementberater ein, der Anfang Juli eine Stellenanzeige zur Rekrutierung eines Spezialisten in Informationstechnologie schaltete. Letzterer sollte sich um die Funktionsfähigkeit der internen IT-Infrastruktur, die Netzarchitektur und die Datensicherheit kümmern.



Sowohl der Verwaltungsrat der Caritas-Stiftung als auch die Direktion scheinen nicht erst seit dieser Woche mit der Situation überfordert. Crochet verriet im Radio Details, die eigentlich unter das Untersuchungsgeheimnis fallen, gestand „naiv“ gewesen zu sein und warf der mutmaßlichen Täterin Vertrauensbruch vor. Caritas-Präsidentin Marie-Josée Jacobs sagte im *RTL-Télé*: „Dat ass mat dat schlemmst, wat mir bis elo am Liewe geschitt ass.“ Nachdem der Betrug entdeckt worden war, bat Caritas die Beraterfirma PWC, ihr bei der Erneuerung ihres Systems und der Prozeduren zu helfen, um das Vertrauen der Öffentlichkeit in die auf Spenden angewiesene Organisation wiederherzustellen.

Die Affäre sorgte aber vor allem bei der 500-köpfigen Belegschaft für große Verunsicherung. Am Montag riefen Marie-Josée Jacobs und Marc Crochet eine Personalversammlung ein, auf der sie vor rund 200 Beschäftigten erklärten, die Jobs bei der

Caritas seien gesichert. Auch dem OGBL, der die absolute Mehrheit in der Personaldelegation hält, versicherte Crochet, die Arbeitsplätze und Löhne der Beschäftigten seien vorerst nicht in Gefahr. *Land*-Informationen zufolge verfügt die Caritas derzeit noch über Reserven in Höhe von 8 Millionen Euro, die dafür reichen, die laufenden Geschäfte zwei Monate weiterzuführen (2023 beliefen die Personalausgaben der Stiftung sich laut Finanzbericht auf rund 22 Millionen Euro).

Wie es danach weitergeht, ist unklar. Am Montag zeigte Crochet sich noch zuversichtlich, dass die Regierung die Organisation weiter finanziell unterstützen werde. Am Mittwoch widersprach ihm der Premierminister resolut: „Mir hunn och decidéiert, datt d'Caritas am Moment keen eenzeggen Euro vum Staat iwwerwise kritt.“ In die aktuelle Struktur habe die Regierung kein Vertrauen, ihre Aufgabe sei es, „d'Steiersuen ze schützen“, sagte Frieden. Deshalb verlangte er, dass ein externer Ansprechpartner – beispielsweise ein *administrateur provisoire* – eingesetzt werde, mit dem die Regierung sich über „praktische Aspekte“ austauschen könne. Aufgabe der Regierung sei es nicht, sicherzustellen, dass die Caritas weiterbesteht, sondern, dass Flüchtlingen, Obdachlosen und anderen Bedürftigen geholfen wird. Es ist nicht unwahrscheinlich, dass die Croix-Rouge und andere Hilfsorganisationen die „Dienstleistungen“ der Caritas in Luxemburg bis auf Weiteres übernehmen werden.

Ob die 1928 gegründete luxemburgische Caritas auch nach dem Besuch von Papst Franziskus am 26. September noch weiterbestehen kann, wird nun in einer ersten Phase davon abhängen, ob Spuerkeess und BGL mehr Verständnis zeigen als die Regierung, und der Caritas Aufschub bei der Rückzahlung der Kreditlinien gewähren. Doch mittel- bis langfristig kann der katholische Wohlfahrtsverband nur mit der finanziellen Unterstützung der Regierung überleben. Die Frage ist, ob die Regierung daran überhaupt Interesse hat. Seit mehr als hundert Jahren bildeten katholische Kongregationen und Wohlfahrtsverbände den sozialen Unterbau des auf dem Subsidiaritätsprinzip beruhenden Luxemburger Staats, der bis heute einen Großteil seiner sozialen Aufgaben an wohltätige Organisationen auslagert. Die Barmherzigkeit und die zum Teil noch feudalen Strukturen der Caritas passen aber nicht mehr in den Zeitgeist und machen sie augenscheinlich anfällig für Betrug. Der Verwaltungsrat der Caritas-Stiftung wird laut Statuten nach wie vor vom Erzbischof ernannt (nach dem Weggang von Erny Gillen hatte der damalige Erzbischof Jean-Claude Hollerich Ende 2012 den Vorsitz für ein Jahr selbst übernommen), ihr Einsatz orientiert sich „am christlichen Menschenbild, den Werten des Evangeliums und der Gesellschaftslehre der katholischen Kirche“. Ihr wohl größter „Konkurrent“ im Sektor der sozialarbeitlichen „Dienstleistungen“, die Croix-Rouge, ist neutraler, offener und liberaler aufgestellt. Als Präsident der Handelskammer saß Frieden neben der Präsidentin der Salarialskammer in der von der Ehefrau des Großherzogs präsidierten Vollversammlung des Roten Kreuzes, dessen Verwaltungsrat vom früheren UEL- und Handelskammerpräsidenten Michel Wurth geleitet wird.

Während das Rote Kreuz und andere Organisationen die staatlich konventionierten Wohlfahrtstätigkeiten und auch das Personal der Caritas in Luxemburg übernehmen könnten, dürfte es schwieriger werden, die benötigten Mittel zu finden, um die hauptsächlich von der EU geförderten internationalen Kooperationsprojekte im Mittleren und Nahen Osten, in Afrika und der Ukraine weiterzuführen. Für die Menschen in diesen Krisenregionen könnte die fehlende Hilfe lebensbedrohlich werden. In Luxemburg müsste die Caritas wohl zuerst beim Verwaltungspersonal sparen, sollten die staatlichen Zuschüsse nach den Sommerferien weiter ausbleiben. Auf die Solidarität aus den eigenen Reihen kann sie sich wohl kaum verlassen: Der Versuch, das Erzbistum, die Caritas sowie die vor allem an Immobilien und Bauland reichen Kongregationen in einer gemeinsamen Verwaltungsstruktur zusammenzuführen, war schon 1995 gescheitert. ●

Shitshow

IIII Bernard Thomas

Les Pirates mettent la transparence et la déontologie dans la vitrine. L'arrière-cuisine se révèle peu ragoûtante

En octobre 2018, les mandataires et militants de l'ADR étaient réunis dans les salons feutrés du Sofitel-Kirchberg pour suivre la soirée électorale. Ils étaient arrivés avec grandes espérances. Ils étaient repartis dépités. Venu de nulle part, le Parti pirate leur avait raflé la mise, captant le vote des jeunes désaffectés. Au Luxembourg, le populisme pirate a freiné la poussée européenne de l'extrême-droite. Mais alors que les sondages avaient totalement sous-estimé le score pirate en 2018, ils l'ont artificiellement gonflé en 2023. La déception électorale fut d'autant plus cruelle chez Clement & Cie, et attisa les tensions. Fin février, Marc Goergen osa une première pique contre son rival : « La campagne des communales, c'était moi ; la campagne des législatives, c'était Sven Clement. » Celui-ci aurait mieux fait de mener une campagne plus « populiste », estima le député de Pétange dans la *Land*.

Au lendemain des législatives, le problème des Pirates semblait encore surtout politique. Coincé entre une majorité de droite et une opposition de gauche, le parti est devenu inaudible. Lors des deux votes-clefs du printemps, à savoir sur la reconnaissance de la Palestine et sur l'unanimité en matière fiscale, les trois députés pirates ont préféré se réfugier dans l'abstention. Pour la campagne des européennes, le parti fit le strict minimum. En septembre 2023, Gast Gibéryien avait pronostiqué aux Pirates des dissensions similaires à celles que l'ADR n'a eu de cesse de traverser,

disant à *Reporter* que « le jour de la vérité viendra ». Il est arrivé. Mais le positionnement idéologique s'avère être le cadet des soucis.

Le parti a implosé en deux semaines chrono. Comme une *télénovela* politique, captivante au début, dégoûtante par la suite, lassante à la longue. Le troisième député, Ben Polidori, a été le premier à prendre le large, évoquant « un environnement de travail instable et conflictuel » et ne cachant pas sa déception face à son ancienne idole, Sven Clement. Dans la foulée, Tommy Klein, transfuge d'Irles, a également rendu sa carte. (Il est encore salarié de la sensibilité politique et continuerait à travailler sous Goergen, dit celui-ci.) Dernière escalade en date : Marc Goergen a écrit ce lundi au procureur pour lui faire part de ses soupçons quant à une « fabrication de faux documents par le député Sven Clement » dans le cadre de l'affaire Malt. Le « Mobile assisted language tool », cette application de traduction développée en 2016-2017 par le Parti pirate pour l'Office national de l'accueil (Ona), ne finit pas de faire parler. La dénonciation de Goergen se rapporte à une facture de 4 000 euros qui portait son nom comme destinataire, ainsi que la mention « bezahlt am 9.06.2019 ». Seulement voilà : Aucun justificatif, avis de débit ou extrait bancaire n'a pu être retrouvé pour ce paiement. Quant à Marc Goergen, il dit ne jamais avoir touché l'argent. Il ne comprendrait d'ailleurs pas pourquoi il aurait dû recevoir ces 4 000 euros, alors qu'il n'aurait jamais

Comme une
télénovela politique,
captivante au début,
dégoûtante par
la suite, lassante
à la longue

travaillé sur l'application Malt (même s'il était alors salarié de Clement & Weyer Consulting). Sven Clement évoque, lui, une pièce qui serait « kriddeleg » et pourrait éventuellement constituer un faux, assurant ne pas savoir qui a pu la fabriquer. Le Parquet informe avoir ouvert un dossier, mais ne se prononce pas sur les suites potentielles ; il devrait d'abord étudier le contenu de la dénonciation.

La facture fictive n'est qu'un exemple parmi les très nombreux manquements soulevés par KPMG dans un audit sur Malt, que lui a commandité l'Inspection générale des finances. Les auditeurs constatent une documentation lacunaire (tant du

côté Ona que du côté pirate) et contestent une floppée de frais, comme l'achat de 110 clés USB, d'un iMac ou d'un iPhone 7, dont ils disent ne pas comprendre « le lien avec la réalisation du projet ». Sven Clement a trébuché sur un dossier qui renvoie à l'ère pre-Goergen, lorsque le parti concentrait surtout des *techies* solutionnistes. Mais l'affaire Malt dévoile la confusion constante et systématique entre travail politique et intérêts privés. L'éventualité de suites judiciaires reste suspendue comme une épée de Damoclès au-dessus de Clement. Qu'un parti politique se mette à développer des *apps* pour l'État, c'est déjà en soi plutôt curieux (et entretemps interdit). Qu'il le fasse en sous-traitant le travail à des boîtes appartenant à ses membres (en commençant par Clement *himself*), voilà ce qui est carrément malhabile. Sven Clement présente aujourd'hui ses excuses, plaidant sa « naïveté » passée. Il aurait mieux fait de stopper le projet, au plus tard lorsqu'il était devenu apparent qu'aucun prestataire indépendant n'était intéressé à développer l'application. Il assure ne pas avoir dégagé de marge sur ce projet, ou tout au plus une marge « marginale ». Il ne s'opposerait pas à rembourser « une partie » de l'argent qui pourrait éventuellement être prélevé sur les jetons qu'il reverse au parti. Mais il ne faudrait surtout pas « virun de Won sprangen », et d'abord déterminer les montants exacts. (L'Ona demande 92 300 euros aux Pirates, tandis que KPMG avance le montant de 79 900 euros.)

Sven Clement, le prince de la transparence et de la déontologie, se retrouve nu. Profitant de la vulnérabilité de son ennemi interne, Marc Goergen a lancé une offensive pour s'approprier la franchise pirate, dévalorisant celle-ci dans le processus. Le *Stéppler* se présente désormais en « Opklärer an Opraumer ». Il aurait choisi l'ouverture, dit-il, attaquant son camarade de parti sur tous les canaux, critiquant « wie er seine Firmen einbringt, wie er mit Parteigeldern umgeht » (*Wort*). En parallèle, Sven Clement a commencé à compiler un dossier à charge sur son collègue. Il a téléchargé l'intégralité des extraits bancaires du parti et de la sensibilité politique, avertissant Goergen que si celui-ci continuait ses accusations et insinuations, il allait passer à la contre-offensive. La stratégie de dissuasion n'a pas eu d'effet. Invité vendredi matin sur *RTL-Radio*, Goergen a progressé dans l'escalade : Il aurait été traité « comme un petit garçon » par Clement, qui aurait d'ailleurs rendu malade une collaboratrice.

Acculé, Sven Clement devait donc balancer son *kompromat*. Peu après l'interview de Goergen, il a invité la presse dans un « meeting room » loué en son nom personnel dans un « shared space » boulevard Royal. Il aurait perdu quatre kilos depuis le début de la polémique, « un régime miracle » qu'il ne recommanderait à personne, dit-il en introduction. « I said my piece », a-t-il conclu. Entre les deux : une heure de réquisitoire violent contre Marc Goergen, qualifié de « Täter a Bénéficiaire ». Le député sudiste ne ferait qu'inverser les responsabilités : « Hien huet eng Persoun no der anerer rausgemobbt a kalgestallt », dit-il. Il y a effectivement une longue liste d'ex-candidats pirates qui disent être partis à cause de l'autoritarisme de Goergen : Jeff Cigrand, Andy Maar, Sandra Adler, Laurent Kneip, Claude Feltgen...

À chaque fois, Clement avait pris la défense de Goergen, le défendant devant la presse. Ce vendredi, il a donc passé beaucoup de temps à s'excuser : « Jo, ech hunn et geschéie looss ; a jo, ech fille mech schëlleg ». Mais il aurait eu « la tête dans le guidon », répétera Clement à une demi-douzaine de reprises lors de la conférence de presse. (Si on adoptait une lecture plus cynique, on serait tenté de dire que pour faire avancer sa carrière, Clement avait plus besoin de Goergen que des candidats sacrifiés.) Mais ces derniers mois, c'est le cercle intime de Sven Clement, qui a été poussé à la sortie par Goergen : De son associé d'affaires, Jerry Weyer, jusqu'à son propre père, Pascal Clement. (On l'aura remarqué : Le milieu pirate est très largement masculin.)

Élu « coordinateur » du parti en 2019, Goergen récuse les reproches, mais concède « être un peu plus sec ». Il se réfugie derrière le relativisme culturel : « Ech hunn de Süd-Slang, méi vun der



Le député
Marc Goergen
à la Chambre

Long op d’Zong ». Il n’aurait pas fait de mobbing, « du moins pas consciemment », même s’il aurait peut-être « marché sur les pieds » de quelques-uns. Il aurait ainsi dû réprimander des membres, parce qu’ils fumaient aux stands ou parce qu’ils ne collaient pas leurs affiches : « Natierlech ass een dann de Béisen ». Clement a livré un psychogramme assassin de son rival : « J’ai rarement vu quelqu’un avec un aussi grand ego et une aussi petite estime de soi ». Ingrat de surcroît. « No senger Faillite hunn ech dofir gesuergt, datt hien een Akommes hätt », s’est vanté Clement de sa propre générosité patronale, rappelant qu’il avait embauché, en mai 2016, Goergen dans sa boîte privée. (Celui-ci y restera dix mois.)

Dans le « meeting room » sur le boulevard Royal, l’ancien apôtre du « Datenschutz » et de la « Privatsphär » (et même du secret bancaire que le Parti pirate voulait « renforcer » en 2018 encore) a servi des données à volonté : des messages Whatsapp, des extraits Visa, des virements de membres. Un exercice partiel et partial en *forensic accounting* (que le *Land* n’a pu vérifier indépendamment) qui devrait répondre à la question « Wien huet wat kritt aus der Partei ». Selon Clement, le vrai profiteur aurait été Goergen qui aurait « een Netto-Montant erausgezunn ». Depuis janvier 2023, Goergen aurait en plus accumulé 29 997 euros de dépenses pouvant « être classées comme privées » sur la carte Visa de la fraction. Soit 88 passages au restaurant, 28 visites chez McDo, trois révisions au garage, et onze rendez-vous chez le coiffeur, le tout payé avec l’argent public. « Ech wollt proposéieren, eng Tondeuse am Fressnapf ze kafen. Dat wär méi bëlleg ginn », ironisait Clement. (Sa Visa parlementaire à lui atteindrait 3 436 euros en frais personnels.)

« Si je n’étais pas au Parlement, je n’irais pas aussi souvent chez le coiffeur », se défend Goergen. Mais « a posteriori », il aurait compris « datt dat falsch ass ». Il serait prêt à rembourser les frais, soit 45,50 euros la coupe chez Ferber Bascharage. Quant aux factures cumulées dans les pizzerias, restos sushis, brasseries et fast-foods, elles seraient liées à des rencontres avec des collaborateurs et des candidats, tout comme avec des « informants » qui l’auraient aidé à préparer des questions parlementaires.

Clement a également pris Polidori dans le viseur. Celui-ci aurait réservé un aller-retour (en « business class ») pour New York, où se tenait une conférence sur le désarmement nucléaire. Empêché de participer au voyage, Polidori a fini par échanger son billet pour partir en vacances avec sa famille pendant Pâques. (Polidori a confirmé ces allégations face au *Wort*, et promis de rembourser le montant de 3 900 euros.)

Que la sensibilité politique des Pirates dispose de trois cartes Visa est déjà en soi une anomalie. Contactées par le *Land*, les autres fractions et sensibilités de la Chambre assurent unanimement ne détenir qu’une seule carte Visa, généralement utilisée par le secrétaire général pour acheter des logiciels et du matériel de bureau. Le président du Parlement, Claude Wiseler (CSV), s’est rapidement saisi de l’affaire. Ce mardi, le Bureau de la Chambre a demandé aux Pirates de fournir « une copie de l’ensemble des documents financiers permettant de retracer les dépenses de la sensibilité politique, depuis le début de la législature 2018-2023 jusqu’à maintenant ». La Cour des comptes devra ensuite vérifier si les dépenses correspondent au règlement de la Chambre, c’est-à-dire qu’elles « sont destinées exclusivement à couvrir les dépenses ayant trait aux activités parlementaires ». Goergen et Clement font bonne mine et disent saluer cette transparence. Mais ils se retrouveront face à une Cour des comptes qui a épinglé plus d’une fois la comptabilité créative de leur parti.

Pendant le weekend, Clement a probablement réalisé qu’il n’était pas sorti grandi de sa conférence de presse vindicative. Les médias parlaient d’un « Rosenkrieg » (*RTL-Radio*), une « hemmungslöse Schlammschlacht » (*Wort*) et d’un « Egotrip » de Clement et de Goergen (*Tageblatt*). Quelques jours plus tard, il a tenté de rectifier le tir et s’est

affiché conciliant sur *Radio 100,7* : Il faudrait être « constructif » et parler « mateneen amplatz iwwerteneen ». Porter les dissensions internes sur la place publique, cela ne correspondrait vraiment pas à son « habitus ». Il aurait d’ailleurs un « énorme respect » pour les instances du parti. Le temps serait venu de « s’asseoir autour d’une table comme des adultes » et de « régler certaines choses », peut-être via une médiation. Mais la machine à révélations s’est emballée. Elle a développé sa propre dynamique : « Soubal et ee Mol knuppt, knuppen och all déi aner Konflikter raus. Dat ass lo den Challenge, déi anzefänken », a concédé Clement.

Il l’avait déjà souligné lors de sa conférence de presse : « Quand on pointe du doigt, il y a trois doigts qui pointent vers toi-même. » En fin de compte, ses explications n’ont fait que renforcer l’impression d’un énorme imbroglio entre intérêts politiques et privés, entre parti et firmes. C’est Clement lui-même qui a déballé les chiffres : Les entreprises dans lesquelles il a des participations auraient facturé 74 000 euros en prestations au Parti pirate, alors que celles ayant appartenu à Goergen (elles ont depuis fait faillite) ont été payées 71 500 euros. (Marc Goergen ne peut « ni confirmer ni démentir » ces montants, mais précise que l’argent aurait servi à financer des affiches électorales.)

De nouveau, Clement fait son mea culpa. Cela aurait été une solution de facilité comptable, dit-il. Même si ses firmes n’auraient jamais profité de ces transactions, il ne le referait plus aujourd’hui. Un repentir tardif. Il y a cinq ans déjà, la Cour des comptes critiquait les Pirates pour avoir « recours à une entreprise interposée pour effectuer des commandes du parti », ce qui ne serait « pas acceptable, ne serait-ce que pour des raisons de transparence ». Mais la Cour des comptes a également constaté que « les montants refacturés correspondent à ceux payés par l’entreprise interposée ». Les firmes n’auraient donc pas fait de « dons cachés » au parti. Par extension, elles n’auraient pas fait de marge non plus, a remarqué Clement.

Dans sa longue lettre aux instances de son parti, Clement explique que, dépité par les intrigues internes, il se serait concentré sur les sujets « déi mir Spaass maachen », notamment les « dossiers internationaux à la Chambre ». Alors que Goergen s’occupait de la boutique, Clement s’envolait aux diverses assemblées interparlementaires, dont celles de l’espace et de l’Otan, cultivant son réseau transatlantique. Cette activité de jet-setteur parlementaire a eu un effet secondaire : Clement a pu collecter des miles à gogo. Il déclare « formellement » ne pas les avoir jusqu’ici convertis en voyages privés gratuits. Si on le lui demandait, il les transférerait, « ouni mat der Wimper ze zucken ». Les miles lui auraient par contre procuré des « avantages intangibles », admet Clement. Il dit ainsi avoir atteint le statut « Blue Gold » chez Air France et « HON Circle » (le plus avancé) chez Lufthansa.

Sur son site, Lufthansa parle de « privilèges exclusifs » de ce cercle honoraire. Le voyageur peut ainsi fréquenter les *lounges* privés et manger aux buffets gratuits. Aux aéroports de Francfort, Munich, Vienne ou Zurich, il peut se faire accueillir par une limousine sur le tarmac. Clement se fait ainsi régulièrement conduire en mini-van exclusif (notamment des Porsches Cayenne) vers le terminal de son vol de correspondance, sans avoir à attendre les navettes ni à courir les couloirs d’aéroport. Le député y voit une manière de ne pas perdre trop de temps et de nerfs durant ses déplacements : « Sinon, encore moins de personnes voudront faire de la diplomatie parlementaire ». Pour compenser son impressionnante empreinte carbone, il dit acheter des émissions négatives (dont le programme pirate chante les louanges), notamment chez Climeworks, une entreprise qui capture le CO₂ dans l’air et l’injecte dans le sol islandais.

En 2023, Clement lançait une opération transatlantique d’ingénierie électorale, pensant avoir découvert un nouveau gisement de voix parmi les néo-Luxembourgeois du Brésil et des États-Unis. Le plan fit pschitt. Pendant ce temps, Goer-

gen se concentrait, lui, sur le travail de terrain, organisant la pénible logistique des communales. Les vingt mandataires locaux issus du scrutin constituent le nouveau centre de gravité du parti. Ce vendredi, neuf conseillers sudistes ont renouvelé leur serment d’allégeance à Goergen, exprimant leur « Bäistand a Vertrauen » et louant son « courage ». Les circons Est et Nord se tiennent cois jusqu’ici, tout comme Mandy Arendt, la maire pirate de Colmar-Berg. Parmi les mandataires locaux, seule la *Stater* conseillère, Marie-Marthe Muller, a affiché son soutien à Clement. De dernier paraît donc bien isolé au sein du parti qu’il avait fondé.

Interrogé vendredi dernier par *Radio 100,7*, Marc Goergen se disait certain de sa victoire imminente sur Clement. Il ne resterait plus qu’à savoir « geet hie selwer, selwerbestëmmt, oder wäert hie gaange ginn ? » Mais quelques jours plus tard, sur la même radio, Sven Clement a rappelé que, d’un point de vue statutaire, les membres du parti élus au Parlement sont obligés de former un groupe parlementaire. Le moment de clarification n’est pas pour demain et le mariage forcé devrait se prolonger de quelques mois encore. Goergen relativise entretemps ses déclarations, qui auraient été faites « dans un accès de colère ». Il aurait effectivement songé organiser un congrès extraordinaire. Mais des membres lui auraient recommandé d’attendre l’audit de la Cour des comptes, voire l’ouverture d’une éventuelle instruction judiciaire.

Fin mars, Sven Clement occupait encore le septième rang des politiciens préférés du Politmonitor. Il aura suffi de quelques semaines pour que son image de Monsieur Propre se ternisse. Le start-uppeur a loupé le moment pour monnayer sa popularité. Fin février, Clement racontait au *Land* qu’au cours de la dernière mandature, « trois présidents de partis » lui auraient « très concrètement » proposé de les rejoindre. Nuançant aussitôt : « Mee dat wor dommt Gespräch beim Patt ». ●



Le député Sven Clement lors de sa conférence de presse, tenue « en nom personnel », ce vendredi dans un *shared space*, boulevard Royal

Hadrien Fribö

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Anderswähler

Parlamentswahlen bestimmen Abgeordnete. Der Wahlakt erscheint als Konsumakt: Parteien machen Angebote, die Kundschaft wählt aus. Gleichzeitig wird der Akt politisch sakralisiert: Er muss den Machtlosen das Gefühl geben, an der Herrschaft beteiligt zu werden. (Alle fünf Jahre 60 Sekunden.)

Bei den Europawahlen am 9. Juni waren 319 410 Wählerinnen und Wähler eingeschrieben. 56 581 nahmen nicht an den Wahlen teil. Weitere 12 287 gaben einen leeren, 11 771 einen vorschriftswidrigen Wahlzettel ab. Die Anderen ließen 47 487 Stimmen beim Panaschieren ungenutzt. Am Ende wählten 72,3 Prozent der eingeschriebenen Wählermasse Abgeordnete. Jede vierte Wahlberechtigte wählte, keine sechs Abgeordneten zu wählen. Sie waren die größte der Parteien.

Trotz Wahlpflicht bis 75 Jahre nahm ein Sechstel der Berechtigten nicht an der Wahl teil. Aus Desinteresse an den Europawahlen, an der Politik, weil sie sich überfordert fühlten, aus Kritik an sämtlichen Parteien und Kandidaten. Weil Wahlen doch nichts ändern.

Die Wahlbeteiligung war in der Hauptstadt und in Arbeiterstädten des Südens niedriger als in kleineren Landgemeinden: Auf einer Skala nach Pearson von +1,00 (völlig übereinstimmend) über null (kein Zusammenhang) bis -1,00 (völlig entgegengesetzt) betrug die Korrelation zwischen Wahlbeteiligung und Einwohnerzahl -0,42.

Die Wahlbeteiligung war höher, wo der Medianlohn höher ist (+0,27). Sie war in den Gemeinden niedriger, wo, mehr Arbeiter (-0,42), mehr RMG/Revis-Berechtigte (-0,44), mehr Arbeitslose (-0,63) wohnen. Folglich war sie niedriger in Gemeinden, wo die LSAP (-0,44), die CSV (-0,41) und die ADR (+0,30) mehr Stimmen erhielten. Die Wählerschaft dieser Parteien ist häufiger älter als 75.

Mehr als zehntausend Wahlberechtigte gaben einen Wahlzettel ab, ohne ihn ausgefüllt zu haben: Sie nahmen an den Wahlen teil, um sich zu enthalten. Weil keine Partei, keine Kandidatin ihren Vorstellungen entsprach. Weil sie ihren Zweifel bescheinigen wollten am Sinn von Europawahlen oder Wahlen im Allgemeinen. Weil sie gesetzestreu, aber ratlos waren.

Weißer Wahlzettel waren häufiger in Gemeinden, wo mehr Arbeiter wohnen (+0,60), mehr Revis-Berechtigte (+0,36), wo der Medianlohn niedriger ist (-0,63). In Gemeinden mit einem höheren Anteil an Leuten mit Grundschulabschluss wurde mehr weiß gewählt (+0,56). In Gemeinden mit mehr Einwohnern mit Hochschulabschluss wurde ebenso deutlich weniger weiß gewählt (-0,69). Folglich wurde mehr weiß gewählt, wo Sozialdemagogen wie ADR und die Piraten besser abschnitten (+0,42 bzw. +0,64). Weniger weiß wurde gewählt, wo die gutbürgerlichen DP und Grünen besser abschnitten (-0,47 bzw. -0,60).

Mehr als zehntausend Leute gaben irrtümlich oder gezielt einen vorschriftswidrigen Wahlzettel ab. Weil sie sich bei der Stimmabgabe verzählten, weil sie ihren Stimmzettel mit einer Botschaft versahen. In Gemeinden, wo mehr Rentnerinnen oder Wähler aus anderen EU-Ländern wohnen, war der Anteil ungültiger Stimmzettel nicht höher. Deutlich war der Zusammenhang zwischen ungültigen Stimmzetteln und dem Anteil der Arbeiterinnen (+0,68), der Revis-Berechtigten (+0,59), der Arbeitslosen (+0,65), der Leute mit Grundschulabschluss (+0,69) und Sekundarunterstufe (+0,56).

Die herrschenden Verhältnisse sind Bürgern, Kleinbürgerinnen, Besserverdienenden geneigter. Im Gegenzug legitimierten diese mit ihrem Wahlakt die Verhältnisse bereitwilliger. Arbeiter, Arbeitslose, Niedrigverdienerinnen, Arme entzogen sich dem Wahlakt häufiger. „L’abstentionnisme est peut-être moins un raté du système qu’une des conditions de son fonctionnement comme système censitaire méconnu, donc reconnu“ (Pierre Bourdieu, *La Distinction*, Paris 1979, S. 464). ● ROMAIN HILGERT

MONARCHIE

Guillaume, aber „zeitgemäß“

IIII Stéphanie Majerus

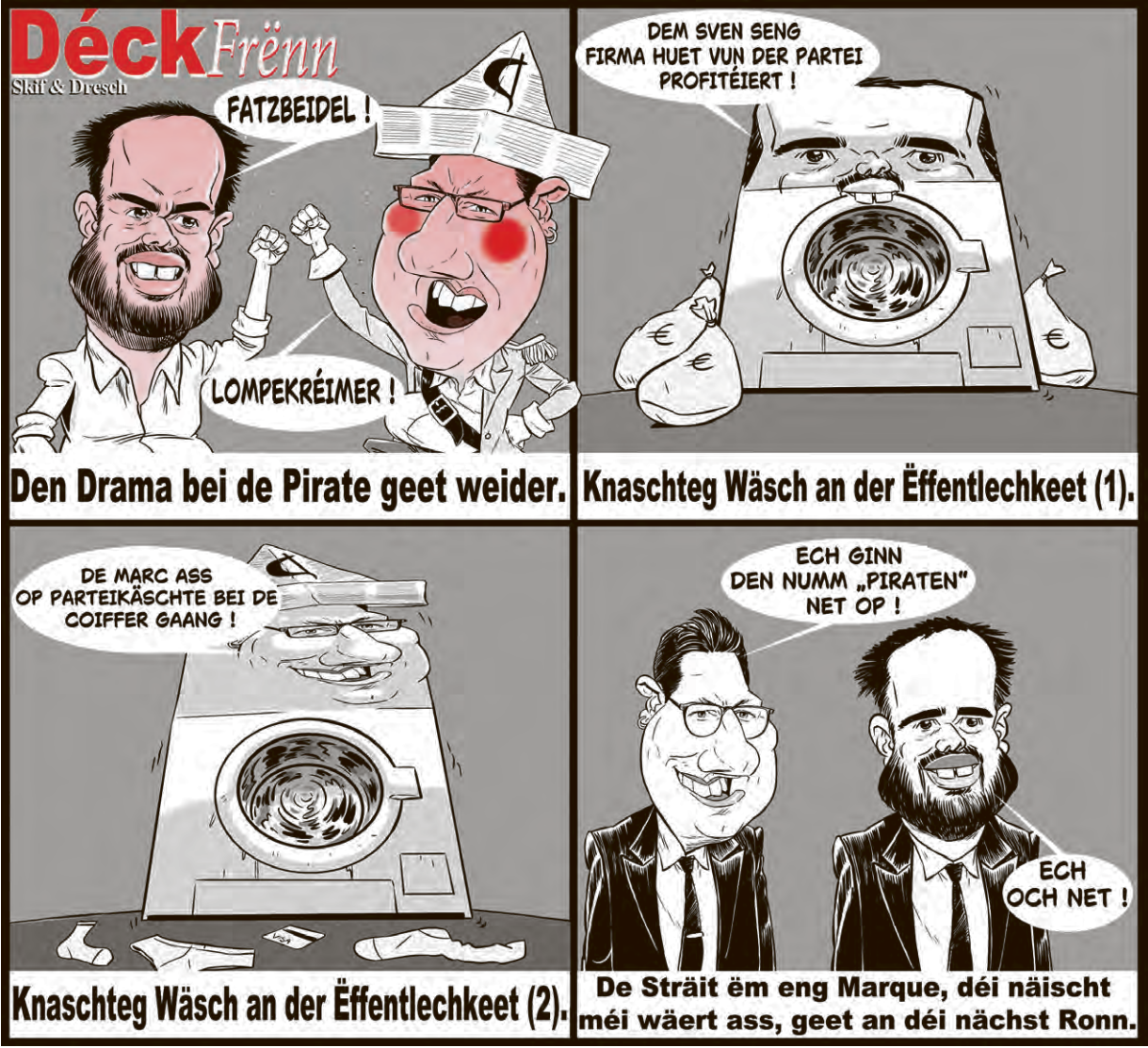
Auch erbgroßherzogliche Familien wollen „zeitgemäß“ sein – oder wollen ihre Kinder in einem „zeitgemäßen“ Umfeld aufwachsen lassen. Erbgroßherzog Guillaume und Prinzessin Stéphanie urteilten letzte Woche in einem Presseschreiben, „de Kader, an deem eis Kanner opwuessen, ass decisiv fir hir Entwécklung“. Und seine Kindheit in einem Schloss zu verbringen, scheint dem Paar nicht die beste Option. Deshalb lässt es nun auf Schloss Berg ein Mini-Schloss für ihre Familie errichten. Eine Entscheidung, die einen „zeitgemäßen und familienfreundlicheren“ Lebensstil ermögliche. Das Wohnhaus für die Familie mit zwei kleinen Söhnen werde ohne öffentliche Gelder finanziert. Außerdem ermögliche der Neubau der Familie eine Trennung von Privat- und Berufsleben. Und da nun das Schloss seine Bedeutung als Wohneinheit verliert, stellt Guillaume eine Öffnung des Schlosses für ein breiteres Publikum zu bestimmten Uhrzeiten in Aussicht.

Mandy Arendt, die Piraten-Bürgermeisterin von Colmar-Berg, erläuterte nach der Bekanntgabe im *Wort*, die großherzogliche Familie werde jetzt

die „normalen“ Prozeduren durchlaufen, die bei einem Neubau anstehen. Erste Schritte wurden im Gemeinderat bereits einstimmig beschlossen. In „etwa drei Monaten“ könnte der gesamte PAP-PAG-Papierkampf abgeschlossen sein. Das Areal, das im Besitz des Staates ist, gilt als Spezialzone–Château-Grand-Ducal. Ein Teil des Gartens dieser „Spezialzone“ wurde jetzt neu klassiert, um ein Einfamilienhaus zu bauen, dessen Schrägdach mit dunklem Schiefer bedeckt werden muss. Mandy Arendt gab gegenüber RTL-Radio zudem bekannt, bisher liege nur eine Skizze vor, aber „et wäert kee véiereckege Cube iergendwou am Gaart an den Eck stoe kommen“. Das Gebäude werde sich in das Landschaftsbild einpassen und nicht höher als zwei Stockwerke reichen. Davon, dass die erbgroßherzogliche Familie ihre Kinder „anders“ erziehen wolle, als es „für Guillaume und Stéphanie noch üblich war“, hätten die Bürger ihrer Gemeinde Wind bekommen und die Entscheidung des Paares würde „gut ankommen“.

Am 8. Oktober wird Guillaume offiziell zum Statthalter ernannt.

Sam Tanson (déi Gréng) wollte vom CSV-Staatsminister in einer parlamentarischen Anfrage wissen, welche Handlungen Guillaume im Namen des Großherzogs ausüben darf. Luc Frieden antwortete, es sei ein großherzoglicher Erlass in Vorbereitung, der ihm die gleichen Rechte einräumen wird – Großherzog und Miniherzog werden ab Herbst mit gleichen Befugnissen unterwegs sein. Auch ein neues Team stehe bald in der Maison du Grand-Duc in den Startlöchern. Wie *Radio 100,7* am Mittwoch meldete, werde das Direktionskomitee des Hauses aufgelöst und ersetzt. Das passiere auf Wunsch des Erbgroßherzogs, erläuterte Luc Frieden noch am gleichen Tag während einer Pressekonferenz: „De Guillaume kritt seng Ekip, déi hie kraussichen.“ Auf die Transparenz und die Verwaltung der Institution habe diese Entscheidung keine Auswirkung. Es zirkuliert zudem die Information, dass Guillaume möglicherweise im Oktober 2025 auf den Thron steigt. Dann kann Guillaume ganz „zeitgemäß“ das Großherzogtum repräsentieren. ●



Wachstum, Wachstum, Wachstum

IIII Claire Barthelemy, London

Nach ihrem historischen Wahlsieg will die Labour-Partei Großbritannien nun deutlich umgestalten. Doch wird Keir Starmer ehrgeiziges Regierungsprogramm reichen, um dem Königreich aus der Krise zu helfen?

Die Parlamentseröffnung in Großbritannien ist ein Ereignis, das mit strengen und teils skurrilen Traditionen gespickt ist. Auch dieses Jahr suchten zum Beispiel die königlichen Leibwächter die Keller in Westminster nach Sprengstoff ab. Dies ist eine zeremonielle Durchsuchung, die auf das Jahr 1605 zurückgeht, als britische Katholiken um Guy Fawkes planten, das Parlament und König James I. in die Luft zu sprengen. Da diesmal glücklicherweise kein Sprengstoff gefunden wurde, konnte die königliche Kutsche König Charles III. und Königin Camilla vom Buckingham Palace zum Parlament bringen. Eine Abgeordnete wurde gleichzeitig zeremoniell als Geisel im Palast festgehalten. Diese Tradition stammt aus den Bürgerkriegen des 17. Jahrhunderts, die zur Enthauptung von König Charles I. führten. Die Monarchie wollte sich zukünftig so gegen weitere Königsmorde absichern. Natürlich schlüpfte der König auch wieder in den schweren Hermelinumhang der Staatsrobe, trug die Imperial State Crown auf dem Kopf und nahm Platz auf dem prunkvollen Sovereign's Throne, eines der wichtigsten Möbelstücke in Westminster.

Doch es wehte diesmal auch frischer Wind in den alten Gemäuern des Parlaments. Die königliche Rede, die traditionsgemäß von der Regierungspartei verfasst und vom König verlesen wird, stellte ganze 40 Gesetzentwürfe vor, doppelt so

viele wie der Durchschnitt der konservativen Königsreden der letzten 14 Jahren. Marode Infrastruktur, stagnierende Wirtschaft und Wohnungsnot will die Regierung bekämpfen, auch sollen Bahnunternehmen verstaatlicht werden.

Starmer ist sich bewusst, dass der Erdrutschsieg seiner Partei ihm die Möglichkeit gibt, das Königreich bedeutungsvoll umzugestalten. Das ambitionierte Regierungsprogramm zeugt von seinem Tatendrang: Seine Maßnahmen werden „die Position Großbritanniens als führende Industrienation stärken und es dem Land ermöglichen, neue Chancen zu nutzen, die Wachstum und Wohlstandsschaffung fördern können“, las der König aus dem Programm vor.

Wachstum ist das Hauptanliegen Starmers. Ein Nationaler Vermögensfonds, ausgestattet mit 7,3 Milliarden Pfund, soll Investitionen anlocken, die dann in grüne Projekte fließen können. Auch stellte die Regierungspartei „Great British Energy“ vor, ein neues öffentliches Unternehmen, das erneuerbare Energien produzieren wird. Die Erwartungen sind groß: Zusammen sollen der Vermögensfonds und GB Energy das Königreich in eine „Supermacht der sauberen Energie“ verwandeln, Kosten senken, Arbeitsplätze schaffen und bis 2030 „Netto-Null-Emissionen erreichen“, so Labour.

Hiermit unterscheiden sich die Sozialdemokraten von der Vorgängerregierung, denn im Herbst machte Rishi Sunak eine klimapolitische Kehrtwende: Er verschob das Verkaufsverbot für Autos mit Verbrennungsmotoren von 2030 auf 2035 und das Neuinstallieren von Gasheizungen sollte ebenfalls länger erlaubt sein.

Ed Miliband, Labours Energieminister, erklärte etwas überraschend, dass seine Partei keine Frist für Gasheizungen festsetzen will. Doch dem *Daily Telegraph* sagte er, dass er statt eines Verbots „zeigen wollte, dass Wärmepumpen erschwänglich sind und für die Menschen funktionieren können“. Verbrennungsmotoren sollen jedoch wieder ab 2030 verboten werden.

Gleichzeitig wird der Bahnverkehr wieder verstaatlicht. In den kommenden fünf Jahren soll fast der komplette Zugverkehr von Great British Railways, einer neuen nationalen Ge-

sellschaft, übernommen werden. Labour verspricht Reisenden damit billigere Ticketpreise und mehr Zuverlässigkeit.

Das Arbeitsrecht wird fairer für Arbeiter werden. Null-Stunden-Verträge werden verboten, genau wie *fire and re-hire*-Praktiken, bei denen Firmen Arbeitnehmer entlassen, um ihnen neue, ungünstigere Kontrakte anzubieten. Auch haben Arbeiter nun Anspruch auf Krankengeld ab dem ersten Arbeitstag und müssen nicht mehr ein Jahr Betriebstätigkeit hinter sich haben, um Elternurlaub anfragen zu können.

Die geplante Reform des Planungsrechts ist eines der ambitioniertesten Versprechen der Regierung: 1,5 Millionen Wohnungen – manche sogar in komplett neuen Ortschaften – sollen in fünf Jahren gebaut werden. Details über die Standorte dieser neuen Wohnungen und wie diese Pläne mit den grünen Ambitionen der Regierung in Einklang gebracht werden können, bleiben noch abzuwarten. Auch fehlt es Großbritannien zum Beispiel an Fachkräften wie Maurern und Planungsspezialisten. Bevor chronische Wohnungsnot bekämpft werden kann, müssen also erstmals Arbeiter ausgebildet und eingestellt werden.

Außenpolitisch wird sich mit der neuen Regierung auch einiges ändern. Obwohl man keine Brexit-Kehrtwende erwarten kann, wird der Ton gegenüber den europäischen Nachbarn freundlicher. „Wir möchten mit Ihnen allen zusammenarbeiten, um Beziehungen neu zu gestalten, unser gemeinsames Interesse wiederzuentdecken und die Beziehung des Vertrauens und der Freundschaft zu erneuern, die das Gefüge des europäischen Lebens erhellen“, sagte Starmer letzte Woche beim Gipfeltreffen der Europäischen Politischen Gemeinschaft. Auch hat Starmer Rishi Sunaks kontroverse Asyl-Abkommen mit Ruanda gestoppt, in dem Asylbewerber unabhängig von ihrer Herkunft ins afrikanische Land abgeschoben werden sollten.

Obwohl der Ton der Königsrede traditionell neutral ist, konnte man einen klaren Seitenhieb an die Tory-Partei heraushören. Das Regierungsprogramm sieht nämlich vor, dem Amt für Haushaltsverantwortung mehr Befugnisse zu übertragen. So soll das Office for Budget Responsibility (OBR) über alle wichtigen Steuer-

oder Ausgabenankündigungen urteilen, um ein Desaster wie das „Mini Budget“ von Liz Truss zu verhindern. Denn die Tory-Regierung unter Liz Truss hatte vor zwei Jahren ganze 45 Milliarden Pfund an nicht finanzierten Steuerensenkungen angekündigt, ohne das OBR vorher zu konsultieren. Das Pfund fiel daraufhin auf historische Tiefstände und erschütterte die Finanzmärkte. „Stabilität wird der Eckpfeiler der Wirtschaftspolitik meiner Regierung sein und jede Entscheidung wird im Einklang mit ihren Haushaltsregeln stehen“, so die Sozialdemokraten.

Bereits am Dienstag zeigte Starmer, dass er es mit der Haushaltsverantwortung ernst meint, auch wenn unpopuläre Entscheidungen getroffen werden. Im Parlament stimmten die Abgeordneten nämlich über einen Antrag der Schottischen National Party ab, die eine Zwei-Kind-Grenze beim Kindergeld abschaffen will, ein Überbleibsel der strengen Sparmaßnahmen der Konservativen. Starmer hatte dies nicht im Regierungsprogramm vorgesehen, und so wurde von Labour-Abgeordneten erwartet, dass sie dagegen stimmten. Der Antrag schlug schlussendlich fehl, und sieben Labour-Abgeordnete, die für das Ende dieser Maßnahme votierten, wurden von der Partei für sechs Monate suspendiert. Eine Machtdemonstration, die vom linken Flügel der Partei stark kritisiert wird.

Die Regierung erklärte, dass man keine „unfinanzierte Versprechen“ machen könne. Doch der Druck, die Obergrenze des Kindergeldes abzuschaffen, wird wachsen, denn in Großbritannien leben immerhin mehr als vier Millionen Kinder in Armut.

In der Königsrede versprach Keir Starmer, „das Fundament der Nation zu reparieren“. Wie gewohnt, blieb der Sozialdemokrat pragmatisch – er weiß, was für eine monumentale Arbeit seiner Regierung bevorsteht. „Die Herausforderungen, vor denen wir stehen, erfordern entschlossene, geduldige Arbeit und ernsthafte Lösungen und nicht die Versuchung einer einfachen Antwort“, so Keir Starmer. Der linke Flügel der Labour-Partei hat dem Premier jedoch bereits deutlich gemacht, dass seine Reformpläne für einige Parteimitglieder und vermutlich auch für zahlreiche Wähler nicht weitreichend genug sind. ●



Keir Starmer will die Position Großbritanniens als führende Industrienation stärken

Claire Barthelemy

In der Königsrede versprach Keir Starmer, „das Fundament der Nation zu reparieren“. Wie gewohnt, blieb der Sozialdemokrat pragmatisch – er weiß, was für eine monumentale Arbeit seiner Regierung bevorsteht



4 000 chambres en ville

IIII France Clarinval

Plusieurs nouveaux hôtels ouvriront dans les mois à venir, augmentant la capacité hôtelière de la capitale de dix pour cent. Le secteur s’interroge sur la clientèle potentielle pour les remplir

Le bâtiment au numéro 16 de la Place de la Gare est l’un des plus emblématiques du quartier. Avec sa façade de style « zigg zag », typique de l’Art Déco et qui évoque les palaces parisiens, l’hôtel Alfa fait partie du patrimoine urbain de la capitale depuis presque un siècle puisqu’il a été inauguré en 1932. Fermé avec fracas en mars 2017, l’établissement fait l’objet d’une vaste rénovation et devrait rouvrir ses portes « avant la fin de l’année 2024 ». C’est ce qu’annonce le groupe d’hôtellerie internationale Marriott qui en assurera la gestion. L’heure est encore à la discrétion de la part de Rex Nijhof, le directeur général nommé au mois de mai. Le Néerlandais travaille pour le groupe Marriott depuis vingt ans. Il a accumulé des expériences aussi bien en Europe (Allemagne, Pays-Bas et Suède) que dans le reste du monde (Mumbai, Istanbul, Kigali ou Lagos). Il a répondu à nos demandes avec un message très calibré et passe-partout, à destination de ceux qui ne connaissent ni l’hôtel ni son histoire. On y apprend que le Luxembourg Marriott Hotel Alfa comptera 153 chambres et suites que la « célèbre Brasserie Alfa, avec les peintures originales de l’artiste luxembourgeois Julien Lefèvre » reprendra du service. L’hôtel sera aussi doté d’une « salle de sport entièrement équipée et de cinq salles de réunion au premier étage ».

Avec cet établissement, Marriott prend pied pour la première fois au Grand-Duché. Le Luxembourg était l’un des rares pays où la multinationale n’était pas représentée comme l’a confié Annabel van Wonderen, porte-parole de l’entreprise au Wort en 2022. Elle ajoute que cela faisait plus de dix ans que la chaîne hôtelière américaine souhaitait s’implanter ici, à la recherche du « bon projet ». Avant l’hôtel Alfa, une autre marque du groupe va faire son apparition : Le Moxy Hotel ouvrira ses portes à la fin du mois d’août au sein du Skypark au Findel. 130 chambres, la plupart avec vue sur la piste et un bar au rooftop spectaculaire sont annoncés. Décrite comme « audacieuse », la marque Moxy a été lancée par le groupe Marriott en 2014 avec l’ouverture d’un premier hôtel à Milan, puis à Londres. Sa communication est

Sur la façade de l’hôtel Alfa en travaux, une projection de la future brasserie

axée sur la jeunesse et le « fun » avec « des chambres petites mais bien agencées, des espaces communs dynamiques, animés par des équipes énergiques pour des hôtes en quête de divertissement ». On n'est pas bien sûr que la clientèle du Findel colle à cette description d'une chaîne plutôt habituée aux centres urbains et aux grosses métropoles. Mais aux dires d'un observateur avisé du secteur, « les hôtels proches des aéroports ont un business model différent. Certains calculent la durée moyenne de séjour en heures et non en nuits ».

D'ici la fin 2024, le groupe Marriott ouvrira donc 280 chambres de niveaux et de classifications différentes. Autre projet très en vue et attendu : l'Hôtel des Postes, dans le bâtiment historique de la place Hamilius. D'abord annoncé pour cette année, son ouverture est promise « fin 2025, sauf imprévu », selon Maria-Elysa Galichon, déléguée à la gestion journalière du projet. Entre 80 et 90 chambres sont prévues, ainsi qu'un spa avec piscine, un restaurant, un bar, des boutiques et des espaces de coworking. Post Luxembourg, propriétaire des murs, investit dans cette transformation et reconversion à hauteur de 51 pour cent. Le groupe français Artea, coté à Paris, associé à la Caisse des dépôts, apporte les 49 autres pour cent d'une enveloppe annoncée à 50 millions d'euros lors du lancement du projet en 2020. Artea qui combine les activités de promoteur, développeur et investisseur, exploitera l'hôtel via sa marque Storia, toujours située dans des bâtiments historiques comme le Château d'Artigny en Touraine ou le couvent Sant'Orsola à Florence.

Suivant cette approche, Maria-Elysa Galichon parle de « sublimer la valeur culturelle et architecturale de ce bâtiment classé, sans tomber dans le pastiche ». Pour retrouver l'aspect originel de l'édifice dessiné par Sosthène Weis, il a fallu supprimer les structures métalliques qui recouvraient la cour intérieure, ainsi que l'aile centrale qui la sépare. La partie « déconstruction » qui consiste à enlever les éléments récents des guichets et bureaux de la poste cède à présent la place à la création de l'hôtel. Le concept architectural avait été confié à Romain Schmitz, prématurément décédé en 2022. Le projet a été repris par S plus, son ancien bureau, assorti de Manu Schumacher et de Beng. L'architecture intérieure est réalisée par Jean-Philippe Nuel. « Ce bureau parisien spécialisé dans l'hôtellerie a par exemple rénové la Piscine Molitor devenue un hôtel, les Cures marines de

Trouville ou les bateaux de la Compagnie du Ponant », nous apprend la responsable du suivi de projet.

Malgré l'avancement des travaux, il reste des inconnues. La classification sera entre quatre et cinq étoiles, « mais nous n'en sommes pas encore à ce niveau de décision ». Rien n'a été décidé quant aux concessions pour les espaces commerciaux, de restauration et de wellness : « On rassemble les propositions tant locales qu'internationales ». Le devenir du rooftop n'est pas non plus déterminé, mais il est sûr que « ce sera ouvert au public ». Insérer l'Hôtel des Postes dans la vie de la ville, de ses habitants et de ses usagers est le leitmotiv dans les explications de Maria-Elysa Galichon. « L'hôtel a une responsabilité vis-à-vis de l'endroit où il se situe. Il ne peut pas être qu'un hôtel, mais doit assumer des fonctions à long terme pour ses clients, pour la ville, pour le quartier, pour les habitants. » Aussi, le rez-de-chaussée sera ouvert sur les trois rues voisines – rue de la Poste, place Hamilius et avenue Monterey – pour assurer une circulation « floue et fluide ». La responsable parle d'accessibilité et espère « un bel hôtel mais pas intimidant ».

Notre compte en est à 360 nouvelles chambres annoncées. On peut y additionner les 22 chambres luxueuses de la Villa Pétrusse, située à quelques mètres du Pont Adolphe dans une bâtisse construite en 1880, anciennement connue sous le nom de Villa Baldauff. Le projet architectural, dans le respect de l'existant au style néo-baroque, est confié au bureau Jim Clemes Associates et prévoit en plus des chambres, un restaurant gastronomique, un fitness et l'aménagement des jardins. Repoussée plusieurs fois à cause de complications sur le chantier (notamment la découverte de mэрule, un champignon dévastateur), l'ouverture devrait se situer au premier trimestre 2025. Jusqu'en 2017, la villa appartenait à la banque privée Edmond de Rothschild. À cette date, elle été classée Monument national et a été achetée par la Compagnie financière La Luxembourgeoise, qui gère déjà l'hôtel Le Place d'Armes. Aujourd'hui La Lux, s'est associée au fonds d'investissement hôtelier Aina Hospitality. Fondé par l'Andorran Jaume Tapiès, anciennement président des Relais et Châteaux, le fonds compte le Groupe Edmond de Rothschild comme associé fondateur. Un rapprochement qui semble donc couler de source et qui donne à l'assureur les moyens de pousser plus loin la gestion de ses hôtels, ce qui n'était pas son cœur de métier.

« L'Hôtel des Postes ne peut pas être qu'un hôtel. Il doit assumer des fonctions pour ses clients, pour la ville, pour le quartier, pour les habitants. »

Maria-Elysa Galichon, responsable du suivi de projet

Voilà plus de 380 chambres clairement identifiées. On peut y ajouter un important projet qui n'est cependant pas situé dans la capitale, le Gridx de Giorgetti. En bordure d'autoroute, à Wincrange, l'imposant bâtiment de 42 000 m² sera en grande partie dévolu à l'automobile (concessions, musée), mais annonce aussi un hôtel de 133 chambres, une salle événementielle, un centre commercial, des restaurants et des bureaux. L'ouverture est prévue en juillet 2025. Plus loin de nous et encore peu précis quant aux dates d'ouverture, on parle d'un hôtel trois étoiles de 150 chambres à la Cloche d'Or, exploité par B&B Hotels, dont ce sera la première implantation au Luxembourg. Sur l'avenue de la Liberté, les travaux de l'ancien hôtel Molitor se poursuivent. Entré dans le giron de famille Weidert, connue notamment comme fondatrice et propriétaire du golf Domaine Belenhaff à Junglinster, le bâtiment historique a été entièrement désossé et devrait accueillir une cinquantaine de chambres. Enfin, Codic nous a confirmé qu'un « programme mixte combinant bureaux, hôtellerie et commerces est toujours à l'ordre du jour sur l'ancien site du Comptoir des fers et métaux à la Cloche d'or. »

[...]

Vue sur l'Alfa en 1958
par Théo Mey



Photothèque de la Ville de Luxembourg

[Suite de la page 13]

Actuellement, le territoire de la capitale compte 63 établissements hôteliers. Un chiffre assez stable : de 66 hôtels en 2012, on est descendu à soixante en 2018 pour remonter depuis. Le nombre de chambres a bien plus augmenté, passant de 3 471 en 2012 à 3 690 en 2023. Avec les nouvelles ouvertures, on arrivera donc à plus de 4 000 chambres dans les 18 prochains mois. « C’est beaucoup alors la demande est encore assez fluctuante », estime un observateur. Il s’inquiète en particulier pour les week-ends et les périodes creuses que sont les mois d’hiver.

« Les taux d’occupations sont revenus au niveau de 2019. C’est satisfaisant et comparable avec d’autres villes européennes. C’est sans doute la raison pour laquelle certains fonds préfèrent investir dans ce secteur plutôt que dans les bureaux », note Marie-Laure Goeres. Elle reprend les rênes de son père à la tête du groupe familial qui compte cinq hôtels dans la capitale. Dans le même élan, chez Luxembourg for Tourism, on se veut rassurant. « Sur l’année 2023 entière, le taux d’occupation était de 71,4 pour cent, mais avec des variations mensuelles importantes. Certains mois avoisinent voire dépassent les 80 pour cent en raison d’effets cumulés de demande loisirs et affaires sur ces périodes. Il y a donc la place pour de nouveaux établissements », estime son CEO, Sebastian Reddeker. Les professionnels du tourisme estiment que les niveaux d’avant Covid peuvent être dépassés. « Nos enquêtes montrent un grand potentiel de croissance du tourisme de loisir avec de nombreuses personnes dans les pays voisins qui manifestent un intérêt pour le Luxembourg », poursuit le CEO. Il entend orienter la communication autour des basses saisons en focalisant les messages sur l’offre culturelle et événementielle de la capitale. « Le tourisme urbain, et les *city trips* sont un segment en pleine croissance ». Il observe aussi la croissance des locations à court terme du type AirBnB qui, avec plus de mille propositions dans le pays, a gagné deux cents établissements ou chambres en

« En 2023, le taux d’occupation était de 71,4 pour cent en moyenne, avec d’importantes variations mensuelles. Certains mois dépassent les 80 pour cent. »

Sebastian Reddeker, Luxembourg for Tourism

trois ans. « Cela confirme un besoin de chambres supplémentaires et donc aussi des projets hôteliers. »

De son côté, le ministère de l’Économie veut croire au retour du tourisme d’affaires et de congrès. « Luxembourg a des atouts indéniables par son côté compact où hôtels, centres de conférences, halls de foire et espaces de loisir sont très proches et bien connectés », détaille Rachel Negri, en charge du tourisme d’affaires, des événements et salons nationaux au ministère. Elle estime que l’offre « *bleasure* » (contraction entre *business* et *leasure*) connaît de plus en plus de succès, la proximité de la nature, l’offre gastronomique ou la gratuité des transports étant les meilleurs atouts pour attirer team building, conférences ciblées, événements incentives et autres réunion internationales.

Alain Rix, le président de l’Horesca calcule que beaucoup de ces projets ont été lancés avant le Covid et avec des

estimations de rentabilité et de potentiel qui ne sont pas forcément encore d’actualité. « L’ouverture de nouveaux établissements est une bonne chose qui montre le dynamisme du Luxembourg. Mais pour les vendre, il va falloir que le secteur MICE (*meeting, incentive, conference, event*, ndlr) se développe et attire des séjours plus long et des groupes plus importants. » Cela dit, un hôtelier prévient : « des grands groupes qui négocient les tarifs risquent de remplir les hôtels et de prendre la place de clients qui payent plein tarif ». Tous deux sont aussi préoccupés par le recrutement de la main d’œuvre. « Le secteur cherche 600 personnes... Je ne sais pas où on va les trouver, même si dans l’hôtellerie, les perspectives d’évolution de carrière sont intéressantes », martèle Rix.

Tous nos interlocuteurs soulignent que la grande force des nouveaux arrivants sera la diversité. « Les enseignes internationales comme Marriott vont drainer une clientèle qui leur est propre et qui les suit », suppose Sebastian Reddeker. « Les nouveaux projets en ville ne visent pas la même clientèle que dans les Business Center, ni la même que les boutique hôtels de famille », constate Marie-Laure Goeres. Elle vient d’ouvrir The Rose dans une maison centenaire de Belair et séduit une clientèle nouvelle qui cherche « une ambiance luxembourgeoise ». Dans le même ordre d’idée, le traiteur Kaempff-Kohler projette un boutique hôtel de douze chambres au dessus de son magasin à la rue du Curé. « Il y a toujours une clientèle pour des beaux hôtels dans des bons emplacements », estime Guill Kaempff. Les travaux commenceront en septembre et il espère une ouverture fin 2025.

C’est pour les hôtels existants que la concurrence nouvelle sera plus dure à encaisser. « Il va falloir investir, tenir le niveau, communiquer, monter en gamme pour certains », termine Alain Rix tout en sachant que les établissements familiaux ont du mal à trouver les financements pour progresser ou maintenir le cap face aux groupes mondiaux. ●

La Villa Pétrusse, datant de 1880 accueillera 22 chambres de luxe



Sven Becker

À l’intérieur de l’Hôtel des Postes, la cour reprend son ancienne forme



Christian Aeschman / Post

Nichts ernst nehmen und doch ernst sein

IIII Sarah Pepin

Seit knapp einem Jahrzehnt gehört die Kunstfigur Jonn Happi zum Luxemburger Humor-Inventar. Porträt von Marc Strasser

Auf dem Camping Fuussekaul herrscht reges Treiben. Zahlreiche Holländer reisen an, um den Sommer im für sie außerordentlich hügeligen Norden Luxemburgs zu verbringen. Ein Waggon fährt mit lauter Musik durch die Anlage, Kinder und ihre Familien steigen ein. Kein Sommerurlaub ohne Kinderbespaßung. Auf der anderen Seite des Campings hat Marc Strasser, besser bekannt als Jonn Happi, sein großes blaues Zelt, den Jonn Happi Zirkus, aufgebaut. „Mein Tempel“ entgegnet der grau-gelockte Mann bei der Ankunft. Welchem Gott wird hier gehuldigt? Dem des Fehlers und der Gleichgültigkeit, antwortet Marc Strasser. Im Hintergrund läuft luftiger Pop, auf einem schwarzen Trapez hängt ein etwa siebenjähriger Junge und streckt die Arme durch, daneben schaukelt ein Mädchen auf einem seidenen roten Tuch herum. Marc Strasser erklärt ihr, wie sie am besten ihre Beine anwinkelt, um in die Pose zu kommen. Weitere Kinder probieren sich auf Fässern, mit Dynamos und Jongliertüchern aus, in der Ecke stehen zwei sogenannte Slacklines, Balancier-Seile, dem Seiltanz ähnlich. Marc Strasser arbeitet seit mehr als zwei Jahrzehnten im Bereich des Zirkus, jeden Sommer bietet er mit seiner Maach keen Zirkus asbl. Ateliers für Kinder und Jugendliche an, um ihnen diese Kunst näher zu bringen. Die Nachfrage ist groß.

2015 erfand Marc Strasser Jonn Happi, aus einem Bestreben, eine nachhaltige Kunstfigur zum Leben zu erwecken. Die Haare lose, ein Stirnband um den Kopf, ein Sacko oder eine Toga, die Brille auf der Nase, so sieht Jonn aus. Mittlerweile hat Marc Strasser zwischen 700 und 800 Interventionen und Spektakel als Jonn Happi hinter sich, die er alle selber produziert. „Am Anfang wusste ich gar nicht richtig, worum es mir eigentlich dabei geht. 50-60 Mal bin ich aufgetreten, nur, um zu begreifen, wer die Figur wirklich ist.“ Er bedauert, dass Theaterstücke in Luxemburg oft nur wenige Male aufgeführt werden – bevor sie richtig aufleben können. Wie definiert er seine Figur? Jonn Happi will perfekt sein, ein Ding der Unmöglichkeit, doch eins, das einem die Gesellschaft als erstrebenswert vorgaukelt, sagt er. Fehler sollen möglichst vertuscht werden. Jonn Happi stehe für viele, die auch einfach mal hinfallen wollen. „Ich scheitere gerne und mache weiter.“ Dieses Zitat erinnert nicht nur an Samuel Becketts Kredo, man solle weiter und besser scheitern, die Lebenseinstellung ist auch ein Hauptmerkmal von einem Clown. Dieses Label zieht sich Marc Strasser jedoch ungern an.

Wenn Jonn Happi auftritt, spielt er nicht ausschließlich für Kinder – auch Erwachsene amüsieren sich. Denn er bedient auf geschickte Art zwei Ebenen. Wenn ein Kind auf die

[...]



Jonn Happi



Oliver Holmes

Jonn Happi macht's
vor: Kopfüber am
Zirkustuch

[Fortsetzung von Seite 15]

Bühne gebeten wird, um ihm zu assistieren, etwa beim Konfetti-Schmeißen, und den Anweisungen nicht zufriedenstellend nachkommt, verdreht Jonn Happi die Augen. Mehrmals funktioniert irgendetwas in der Show nicht, das Seilspringen oder der Zauber-Act. Das Publikum reagiert unweigerlich mit Lachen. Nicht immer ist klar, ob etwas improvisiert oder geplant ist. Inspiriert hat ihn etwa das spanische Theater und Pantomime-Trio Tricycle. Aber auch Helge Schneider, der „nichts ernst nimmt und doch ernst ist“. Diese Definition passt sowohl auf Marc Strasser als auf Jonn Happi. Ihre Stimme ist stets ruhig, ein gewisses Understatement wohnt ihnen inne – emotionaler Überschwang scheint fremd. Dennoch bleibt Raum für Gefühle. Wie definiert er lustig? Auf einer Kleinigkeit hängenbleiben und sie vergrößern, das sei witzig. Das, was Kinder ihm mitgeben, baut er aus; außerdem brauche man einen Koffer voller Techniken.

Wissenschaftliche Klarheit, weshalb Menschen lachen, gibt es bisher nicht. Dass sie es gern tun, beweisen der Erfolg von Komödien, Zirkuskunst und Lach-Yoga. Aus evolutionsbiologischer Sicht erfüllt das Lachen die Rolle von sozialem Klebstoff und stellt eine Form der Kommunikation dar. Auch andere Primaten lachen, was darauf schließen lässt, dass diese Fähigkeit uns, lange bevor wir Sprache und andere kognitive Fähigkeiten entwickelten, inne war. Einen Witz als solchen zu erkennen und zu lachen, zeugt von sozialer Kompetenz, fördert das Gruppengefühl und das Wohlbefinden und somit die Kohäsion zwischen Menschen – und entschärft auch potenzielle Gefahr. War ein Gag nicht lustig, wird er es umso weniger, je mehr man ihn erklärt. Doch die Psychologie versucht trotzdem, das Phänomen Humor zu erörtern. Sigmund Freud beschrieb Humor als reifen Abwehrmechanismus; durch Gelächter könnten aufgestauter Stress und „nervöse Energie“ freigelassen werden. Der kanadische Professor Rod A. Martin entwickelte eine vierdimensionale Theorie des Humors: Der kognitive Aspekt, der sich als Präsenz einer Unange-

messenheit oder einer Inkompatibilität in einer Aussage äußert. Dieser Aspekt löst die emotionale Komponente des Humors aus, die Heiterkeit – die sich übrigens auch in Gehirntomografien nachweisen lässt. Drittens ist die soziale Komponente für Martin ausschlaggebend, denn Menschen lachen vielmehr, wenn sie zusammen sind als alleine. Das Lachen kommt als vierter, non-verbaler Ausdruck von Heiterkeit hinzu.

Studien zeigen, dass Zirkuskunst sich positiv auf die Kindesentwicklung auswirkt. Wichtig ist dabei, etwas ausprobieren zu können, ohne den mit der Schule assoziierten Leistungsdruck. Mit etwas Unterstützung das zu finden, was einem liegt, sei es Trapez oder Jonglieren. Marc Strasser hat den Eindruck, dass eine Reihe Kinder heute bereits mehr mitbringen als noch vor einem Jahrzehnt, dass sie psychomotorisch äußerst fit seien. In Jonn Happis Zirkuszelt sind mittlerweile die Eltern eingetroffen, die stolz ihre Smartphones zücken. „Alle ins Büro bitte“, ruft Marc Strasser den Kindern zu. Jeder holt sich Jongliertücher. Es gilt, die Tücher in die Luft zu werfen und sich auf die Brust zu klopfen, sich an die Nase und das Ohr zu greifen, bevor das Tuch wieder auf dem Boden landet. Allgemeines Chaos und Gelächter, Foto knipsen, nach Hause gehen. Marc Strasser schlägt den benachbarten Imbiss zum Mittagessen vor.

Der 48-Jährige ist in Bartringen in einer Arbeiterfamilie aufgewachsen, in der niemand etwas mit Kunst oder Theater am Hut hatte. Als Kind und Jugendlicher spielte er leidenschaftlich Basketball; die Disziplin, diesen Sport professionell weiter zu entwickeln, hatte er jedoch nicht, erzählt er. Stattdessen wandte er sich dem Skateboarden zu. Ihn hätten immer schon Randgruppen der Gesellschaft interessiert, er sei oppositionell gewesen. Mit 16 Jahren schmiss er die Schule, um eine Ausbildung in einer Druckerei zu machen und sich vom ersten Gehalt eine Gitarre und einen Verstärker zu kaufen. Allerdings war auch dieser Lebensabschnitt von eher kurzer Dauer, denn es habe ihm nicht gefallen, Angestellter zu sein. Gleichzeitig

Marc Strasser wohnt ein gewisses Understatement inne – emotionaler Überschwang scheint ihm fremd

ereilte ihn die Erkenntnis, er sei „nicht sonderlich talentiert“, was Musik angeht. Die nächste Station war die Erzieher-schule in Fentingen, wo er vor 25 Jahren zum ersten Mal mit Zirkus in Kontakt kam. „Das hat eine regelrechte Euphorie in mir ausgelöst – vor allem, das Gelernte mit anderen teilen zu können.“ Die Suche nach der Berufswahl hatte ein Ende, er ging nach Brüssel in die Zirkusschule um die dazugehörige Pädagogik zu lernen, nach Ibiza in die Clownschule des Holländers Eric de Bont. In Luxemburg kam er dann in der Zirkusgruppe Zaltimbanq unter und begann, sich mit anderen Artisten zu vernetzen. Unter anderem baute er 15 Jahre lang mit Gleichgesinnten die Zirkussektion im Lycée Ermesinde auf.

„In meinem Leben sehe ich vier Säulen: Angst, Sicherheit, Gesundheit und Spaß.“ Das gesicherte Einkommen tat zwar gut, doch die Gesundheit und der Spaß fingen an, zu kurz zu kommen, und Sicherheit gebe es eh nicht. Der Schritt, sich selbstständig zu machen, dauerte. Im kleinen Luxemburg, wo tradierte Wege vielen in die Wiege gelegt werden, fällt schnell auf, wer aus der Reihe tanzt. Was gibt er seinen drei Kindern im Teenageralter mit auf den Weg? „Ich bin genauso ein Spießer wie alle anderen. Den Kindern sage ich, sie sollen ihre Schule sauber abschließen.“ Einen gewissen Ekel in die Gesellschaft sei nötig, um das eigene Potenzial zu entdecken.

Stephan Kinsch hat die Zirkusschule Zaltimbanq mit aufgebaut (und ist Geschäftsführer des *Letzebuurger Land*). Er erzählt, bei einem gemeinsamen Sketch sei es Marc Strassers Aufgabe gewesen, streng zu sein – doch er konnte nicht. Später erklärte Strasser seinem Artistenpartner, sein kleiner Sohn habe im Publikum gesessen, und der möge das nicht, wenn sein Vater so streng auf der Bühne herumtöne. Mit seiner Familie bewohnt er heute ein Haus in Heiderscheid. So habe es in den 80-er- Jahren auch in in Bartringen ausgesehen, sagt er, und ein solches Aufwachsen habe er sich für seine Kinder gewünscht. Anderthalb Hektar Land gehören dazu, darauf hält seine Frau ein Dutzend Ardenner Fuchskopf-Schafe und ein paar Hühner. Auch dort spielen Kinder eine Rolle, sie werden in saisonalen Workshops spielerisch an die Natur und die Tiere herangeführt.

Vor einem Auftritt versucht Marc Strasser sich zu erden, macht autogenes Training und versucht das Vorher und Nachher auszublenden. Die Show sei dann stabiler. Aber auch Soundchecks oder Pannen können mal ungeplant mit in das Spektakel einfließen. Jonn Happi mag das Spiel mit den Erwartungen. Aber vor allem mag er die Gegenwart. „Wenn du im Moment überlegst, ist der Moment tot.“ Auf seiner Homepage findet sich ein Link für eine zweiminütige Übung im Nichtstun. Er benutzt Worte wie Meditation und Achtsamkeit zwar nicht im Gespräch, doch sie liegen der Praxis zugrunde. Seit vier Jahren nimmt er außerdem sehr kalte Bäder nach der Methode des Holländers Wim Hof – lediglich im Winter. Anhänger der Praxis schwören auf ein gestärktes Immunsystem und erhöhte Konzentrationsfähigkeit. In einer SWR-Reportage erklärte Marc Strasser vor zwei Jahren, die Figur des Jonn Happi sei auch ein Ventil „damit einem der Kopf nicht platzt“. Darauf angesprochen sagt er: „Die Gesellschaft ist derzeit gaga – das kann ich auf der Bühne ansprechen.“ In seine Shows fügt er Beobachtungen ein, Überlegungen zu Erziehung und zum Miteinander. Auch das Privileg, den gegenwärtigen Moment trotz allem zu genießen, will er dem Publikum vermitteln. Marc Strasser muss zurück in sein Zelt, die nächste Kindergruppe trifft bald ein. Ein Holländer, der im Bungalow nebenan seinen Urlaub verbringt, ruft ihm zu, dass er abends noch zum Hula-Hoopen vorbei kommt. ●

Pas de médaille pour ArcelorMittal

IIII Pascal Husting

L'acier et le sport ont marqué ma vie d'enfant. Ayant grandi à Esch-sur-Alzette, la dizaine de hauts fourneaux de Terres Rouges, Belval et Schifflange paraissaient comme un horizon indépassable. Les trois-huit que mon père faisait, comme son père avant lui, au laminoir de Belval rythmaient notre vie familiale. Et comme tous les enfants de la cité, je savais qu'il ne fallait pas traîner quand un bruit assourdissant annonçait le nuage de poussière jaunâtre qui allait recouvrir le quartier. Quand les convertisseurs de Schifflange étaient remplis, il fallait vite rentrer le linge. Échappant l'exiguïté de notre logement social, nous passions la plus grande partie de la journée dehors. Souvent, au lieu de jouer au foot, nous nous lancions dans des défis d'endurance. Car notre voisin de palier était Charel Sowa, l'athlète olympique, dont les exploits aux Jeux de Mexico et de Munich nous inspiraient à imiter le déhanchement typique. Mon enfance était imprégnée par un sentiment de fierté, la fierté des travailleurs de l'acier, et la fierté qu'un des nôtres avait foulé les plus grands stades du monde.

C'est donc en régional de l'étape qu'un demi-siècle plus tard, je me suis retrouvé impliqué dans le tout premier effort mondial de défenseurs des droits humains et environnementaux visant un acteur primordial du secteur sidérurgique : ArcelorMittal. En s'exposant à travers son *sponsorship* des Jeux Olympiques de Paris, la multinationale luxembourgeoise a offert une tribune à une campagne d'activisme et de plaidoirie sous le slogan « Shiny Claims, Dirty Flames ». Fustigeant les insuffisances, les inadéquations, voire la supercherie des politiques et des pratiques du géant de l'acier, cette campagne a été conçue comme une mise en jambe pour la Fair Steel Coalition. Il s'agit d'un mouvement global d'acteurs de la société civile déterminés à agir pour des changements profonds et rapides de l'industrie sidérurgique. Des changements à même d'inspirer une fierté renouvelée à tous ceux qui travaillent autour de l'acier, cette fois-ci basée sur le sentiment de contribuer à rendre cette industrie plus durable et plus respectueuse des êtres humains et de la planète. Avec la cérémonie d'ouverture des Jeux de Paris, et la mise au musée prochaine de la torche olympique « low carbon », Shiny Claims, Dirty Flames est arrivée à l'heure du bilan. Comment ArcelorMittal a réagi au défi ? Comment se porte-elle ?

Force est de constater qu'ArcelorMittal ne s'est pas montrée au mieux de sa forme durant la saison préolympique. Alors qu'elle pavanait ses torches *low carbon* à travers la France, les mauvaises décisions, les revers et les déconvenues se sont accumulés. Cela commença dès son assemblée générale d'avril, lorsque la poursuite de la politique de rachat d'actions fut actée. Alors que c'est précisément cette politique de maximisation à court terme de la *shareholder value* qui empêche l'entreprise de se lancer dans la décarbonation de ses opérations.

Ensuite, il y eut la révélation par le Center for Investigative Reporting de multiples violations par ArcelorMittal du permis environnemental couvrant ses opérations à Zenica (Bosnie-Herzégovine), et le non-respect par l'entreprise des obligations contractées en 2004 lorsqu'elle avait acheté l'aciérie pour un dollar. Si ArcelorMittal conteste ces faits, il n'en reste pas moins que Zenica est classée depuis des décennies parmi les villes les plus polluées au monde. Puis ce fut au tour de la joint-venture ArcelorMittal-Nip-

Alors qu'ArcelorMittal pavanait ses torches « low carbon » à travers la France, les mauvaises décisions et les déconvenues se sont accumulées

pon Steel India, détenue majoritairement par ArcelorMittal, d'être épinglée pour ses importations de charbon russe en 2023. À se demander ce que vaut dans les faits l'engagement solennel du groupe de suspendre ses relations contractuelles avec la Russie impérialiste de Poutine. Dans les Pouilles, où ArcelorMittal détenait jusqu'en février 2024 une participation majoritaire dans la plus grande aciérie de l'Europe située à Tarente, ce sont les procureurs italiens qui ont annoncé des enquêtes et procédé à des perquisitions, notamment pour suspicion de fraude au système d'échange de quotas d'émission de l'UE.

En ce qui concerne les objectifs climatiques, le premier semestre 2024 a été celui du *backtracking* systématique. Alors que des investisseurs inquiets lui demandaient de s'engager sur l'objectif de 1,5 °C, ArcelorMittal déclara qu'« en l'absence d'une politique mondiale appropriée, nous ne sommes pas en mesure de fixer de manière crédible un objectif de groupe basé sur la science à l'heure actuelle. » Dans une réponse écrite au rapport « ArcelorMittal Corporate Climate Assessment 2024 » de l'ONG SteelWatch, l'entreprise a laissé entendre qu'elle n'utiliserait pas d'hydrogène vert avant 2030 en Europe, car elle considère que

« rien n'indique que [l'hydrogène vert] sera disponible au prix ou aux quantités dont nous avons besoin pour fournir un acier compétitif à faibles émissions de carbone d'ici 2030 ». Malgré l'annonce de projets de production de fer à faibles émissions en Europe occidentale et au Canada, y compris une pompeuse « première usine sidérurgique mondiale à émissions de carbone nulles » censée être opérationnelle en 2025, ArcelorMittal n'a, à ce jour, toujours pas pris de décision finale d'investissement sur aucun de ces projets.

Pire encore, au lieu d'obtenir et de mettre en œuvre des décisions d'investissement, les PDG d'ArcelorMittal au niveau national ou régional étaient surtout occupés à faire la tournée des médias pour exiger des baisses du prix de l'électricité aux gouvernements. Serait-ce une façon cachée de signaler que l'entreprise n'entend investir que dans les pays qui se révèlent les plus réceptifs au chantage à l'emploi ?

ArcelorMittal est mal lancé dans la course à l'acier propre. Cela devient d'autant plus apparent quand on observe comment ses concurrents directs s'y préparent actuellement. Ainsi, les sidérurgistes européens Thyssenkrupp et SSAB ont obtenu en juin la validation scientifique de la conformité de leurs objectifs climatiques avec la limite des 1,5 °C. Des décisions stratégiques et concrètes sont prises par ailleurs. L'usine à réduction directe que Thyssenkrupp est en train de construire à Duisbourg devrait fonctionner entièrement à l'hydrogène vert à partir de 2029, tandis que H2Green Steel et Salzgitter investissent directement dans des électrolyseurs pour produire de l'hydrogène vert. À Boden, en Suède, H2Green Steel envisage de produire du fer et de l'acier verts dès 2026. S'il ne s'agit pas ici de porter aux nues les concurrents d'ArcelorMittal ; ils ont chacun leurs propres faiblesses à combler. Mais ces quelques exemples montrent que la partie est lancée, et qu'il y a fort à parier qu'à force de retarder son entrée en jeu, ArcelorMittal sera le grand perdant de l'industrie sidérurgique des décennies à venir.

Or, et sont là probablement les seules notes positives de cette saison préolympique, lors d'échanges récents entre ArcelorMittal et la Fair Steel Coalition, Aditya Mittal a confirmé que climat et droits humains sont « d'une grande importance pour moi en tant que PDG d'ArcelorMittal », alors qu'un cadre supérieur a affirmé que « nous acceptons certainement qu'en tant qu'entreprise mondiale, nous avons notre part de responsabilité ».

Seraient-ce là des premiers signaux annonçant une rupture à venir ? L'entreprise s'efforce en effet d'intégrer sa nouvelle politique en matière de droits humains dans son tissu organisationnel et prépare son troisième rapport d'action climatique qu'elle entend publier « en temps voulu ». Il convient de la féliciter de l'accent mis sur les droits humains. Le leadership semble avoir pris conscience de l'écart entre les belles paroles et la réalité du terrain. C'est de bon augure. ArcelorMittal doit maintenant combler ce fossé. Elle doit ainsi mettre en place, immédiatement et à l'échelle mondiale, une politique de tolérance zéro à l'égard de toute forme d'agression et d'intimidation dirigée contre les riverains qui dénoncent les effets négatifs de ses usines et mines.

Sur la question climatique, cela reste plus compliqué. L'entreprise a du mal à reconnaître qu'en tant que deuxième sidérurgiste mondial, elle est un *market maker*, et non pas un *market taker*. Elle avance des arguments peu crédibles pour retarder la transition en Europe, tout en développant massivement ses opérations à base de charbon dans les pays du Sud. Le constat est le même en matière de normes anti-pollution : la politique des deux poids, deux mesures continue à prévaloir. Bref, si la production de l'acier était une discipline olympique, il n'y aurait pas photo : ArcelorMittal ne mériterait pas de médaille. ●

Pascal Husting est porte-parole de la campagne « Shiny Claims, Dirty Flames »

Projections sur le futur siège d'ArcelorMittal au Kirchberg, ce lundi par le collectif Shiny Claims, Dirty Flames



Der Katastrophenfilm und seine Ideologie im US-amerikanischen Kino

IIII Marc Trappendreher



The end of the world is coming: Naturkatastrophen und seine menschlichen Opfer im Auge des Gefechts

Der Katastrophenfilm hat im US-amerikanischen Kino eine lange Tradition. Mit *Twisters* ist zurzeit ein neuer Film um todbringende Tornados, die sowohl Objekt der Faszination und des Grauens sind, angelaufen. So actionbetont und spektakulär diese Filme sich geben, sie sind immer schon ein Vehikel einer amerikanischen Ideologie gewesen, die sich gerade in diesem Genre vielleicht noch deutlicher manifestiert als in anderen.

Der Katastrophenfilm war besonders in den Fünfzigerjahren erfolgreich, abgenommen hat sein Erscheinen aber nie. *Twisters* nun ist eine unentschiedene Mischung aus unbekümmert-actionbetonter Komödie und ernsthaftem Naturkatastrophen-Drama, der die aktuellen Debatten um die Klimaproblematik ganz bewusst auspart. Ganz in der Tradition des Katastrophenfilms präsentiert sich da zunächst seine Figurenkonstellation aus engagierten Naturwissenschaftlern, die den Tornado als Naturphänomen untersuchen, und somit Unheil verhindern wollen, und den leichtsinnig-verspielten Adrenalinjunkies, die Wirbelstürme verfolgen, um damit Erfolge in den Sozialen Medien zu erzielen. Damit ist im Genre des Katastrophenfilms sein zunächst grundlegendstes Moment angesprochen: Es geht um die reinste soziale Interaktion, Katastrophenfilme bekunden ein auffälliges soziologisches Interesse an menschlichen Gruppendynamiken, denn es geht immer um die Begegnung mit der Extremsituation, die das rohe und unverstellte Wesen des Menschen offenlegt: Es gibt etwa den Feigling, der im Angesicht der Gefahr feige bleibt und die Flucht ergreift, es gibt den Egoisten, der in brenzlischen Situationen nur an sich selbst denkt, das Leben anderer dabei oftmals unbedacht riskiert. Und es gibt den altruistischen Helden, dem das Gemeinwohl wichtiger ist, als das eigene Leben, der sich deshalb als der geeignete und besonnene Gruppenanführer erweist. In abgewandelten Formen findet sich dieses Repertoire in *Twisters* wieder, ganz deutlich überredet dieser neue Film von unter der Regie von Lee Isaac Chung zur gemeinschaftlichen Tat. Nicht in der gegenseitigen kompetitiven Ausschaltung liegt die Lösung, sondern in der Zusammenarbeit, die auch das romantische Begehren der beiden Hauptfiguren erfüllt.

Aber nicht nur die Naturkatastrophe ist Quell des Desasters: In Steven Soderberghs *Contagion* (2011) – in gewissem Sinne die vortrefflichste Antizipation der Covid19-Pandemie – ist es ein gesundheitsbedrohendes Phänomen, das die Welt an den Rand des zivilisatorischen Abgrunds bringt. Als ein nicht bekanntes Virus, eine Sequenzmischung aus Schweine- und Fledermaus-Viren,

ausbricht, entwickelt sich auf der ganzen Welt eine Pandemie noch nie bekannten Ausmaßes: Masken, social distancing und regelmäßiges Händewaschen gelten da als Schutzmaßnahmen. Die Katastrophe wird uns aus mehreren Blickwinkeln erzählt: Da gibt es die Wissenschaftler der World Health Organisation, die nach Lösungen bemüht sind, das Virus einzudämmen. Sie sind die tragischen Helden dieses Films, die einen unsichtbaren Feind zu bekämpfen haben, aber dabei immer mehr den menschlichen Werteverfall mitansehen müssen. Geschäfte und Häuser werden überfallen und geplündert, Impftermine werden per Tombola verlost. Das größte Identifikationspotenzial bietet aber die Perspektive des guten Familienvaters. Er und seine Tochter müssen miterleben, wie seine Frau an den Folgen der Infektion stirbt. Gerade hier nun lässt dieser Film, in traditioneller amerikanischer Mainstream-Manier tief in die amerikanische Seele blicken: In *Contagion* ist bereits zu Anfang das große amerikanische Allheilmittel bedroht, das für den Mittelstand gleichsam gegen die Schrecken der Welt steht: die Familie. Die Frau hat nämlich ein heimliches, außereheliches Verhältnis mit ihrem einstigen Ehemann in Chicago. Insofern sind die Erkrankung durch das Virus und die anschließenden Symptome nur die äußerlichen Folgen des moralischen Fehltritts. Der innere Dämon nimmt äußere Gestalt an. Sein angedeutetes Happy End überlagert *Contagion* dann auch kaum verwunderlich mit einer verunsichernden Rückblende zu der Infektion, mit der alles angefangen hat: dem Seitensprung. Es ist Beth, die das Virus in einem Restaurant beim ehebrecherischen, romantischen Rendez-Vous einfängt und in die USA bringt.

Damit ist ein wesentliches Element des Katastrophenfilms getroffen: Die drohende Auflösung der amerikanischen Kernfamilie, darin liegt die wahre Apokalypse, die es gilt aufzuhalten. Davon erzählt eine Vielzahl der Katastrophenfilm in seinem Kern immer wieder. Dysfunktionale Familienbeziehungen ziehen die Katastrophen förmlich an. Die tatsächliche Bedeutung einer zerbrechenden Familie lässt sich im US-Mainstream-Blockbuster nicht darstellen, da nämlich sind die Grenzen des Zeigbaren erreicht – zuvor muss schon die Welt untergehen, bevor sich die Familie auflöst. Es ist das unterschwellige diskursive Ziel, dem sich all diese Filme verpflichtet sehen. Nicht umsonst ist Steven Spielberg zu dem populärsten Blockbuster-Autor Hollywoods avanciert. Seine Verklärung der Suburbia ist dabei freilich nur ein Teilaspekt, seine kommerziell erfolgreichsten Filme bedienen ebendiese Muster des Katastrophenfilms sehr genau: Sein Dino-Spektakel *Jurassic Park* (1993)

Damit ist ein wesentliches Element des Katastrophenfilms getroffen: Die drohende Auflösung der amerikanischen Kernfamilie, darin liegt die wahre Apokalypse, die es gilt aufzuhalten

oder sein Post 9/11-Film *War of the Worlds* (2005) erzählen ganz nebenbei von zerrütteten Familien, von Scheidungskindern und von der resoluten Annahme oder der Wiederfindung der Vaterrolle – es ist dies die höchste aller amerikanischen Heldentaten, so diese Filme. Gerade aber jüngere Filmbeispiele des Katastrophenfilms belegen, wie reißbrettartig sie entworfen sind und wie virtuos im Umkehrschluss die Erzählkunst eines Steven Spielberg doch ist: Die Ursache der Katastrophe ist zum einen die unberechenbare Natur, so in *The Day After Tomorrow* (2005) oder *2012* (2009) von Roland Emmerich, wo einmal eine verheerende Eiszeit bevorsteht und einmal die ganze Welt aufgrund der Erderwärmung zunichte zu gehen droht und immer wieder ein Vater wieder Vater werden und die Familie zusammenhalten muss. Ferner noch in Juan Antonio Bayonas *The Impossible* (2012), wo ein Tsunami das Familienglück auseinanderreißt, oder noch in *Green Land* (2023), wo ein Meteoreinschlag unmittelbar bevorsteht und der Schwiegervater zum Helden dann verbittert raunend die Ursache der Katastrophe auf den Punkt bringt: „Every marriage goes through shit at times but that doesn't mean you should jump into another woman's bed.“ So entwickeln diese Katastrophenszenarien neben ihrem spektakulären und actionreichen Gehalt im Zeitalter der digitalen Abbildungen ebenso tröstend dramatische Liebesgeschichten, die ver- und absichernd wirken. Die reinste Katharsis und die Zementierung einer amerikanischen Ideologie. ●



Les lauréats

III Marianne Brausch

19 artistes résument la saison 2024 à la galerie Reuter Bausch

On pourrait faire comme la galerie sur son carton d’invitation et décrire le travail des artistes par ordre alphabétique. Comme une liste de prix à la fin de l’année scolaire. On ne le fera pas, car avec trente œuvres, l’accrochage induit un fil rouge. Il confirme la cohérence des choix de la galeriste Julie Reuter, malgré les différences entre les sujets, les objets ou les thèmes ; le style réaliste, abstrait, ou figuratif et les techniques mises en œuvre.

Les arts visuels étant matière à une transposition fictionnelle propre à chaque artiste, *Un été coloré* affirme des choix particuliers, l’enthousiasme et la passion du travail de la galerie. Julie Reuter va en effet visiter les ateliers des uns et des autres, entretient un réseau d’amitiés « expertes » avec d’anciens condisciples du temps de ses études. Puis, elle expose rue Notre-Dame des artistes souvent jeunes qu’elle défend avec détermination. Ainsi Julien Hübsch, dont les pièces en polystyrène, clous, papier peint et polyuréthane, *pink 7*, *pink 9* et *pink 13*, (2022/23) créent la tension juste où ces pièces de récupération hétéroclites sont accrochées, aux angles droits de poteaux porteurs. Avec Pit Riever, ils ont été les lauréats cette année des prix décernés au CAL, le prix Grand-Duc Adolphe et le prix Révélation.

D’Álvaro Marzán, on retient deux œuvres en techniques mixtes sur papier et une huile sur toile, dont les titres disent bien ce que l’on voit : *Visage*, *Femme à tête de poisson* et *Lapin à deux têtes*, (2023). L’expression de Marzán, d’origine espagnole, qui réside depuis 2007 au Luxembourg et que la galerie Reuter Bausch est la première à représenter, dénote une main habille, des sujets entre réalisme et abstraction. La chromie où domine le jaune, le violine et le vert, est soulignée par des touches de gouache en relief, ici une bouche, là des « signes » hors la figuration du tableau.

Il y a chez la *Femme à la tête de poisson* et le *Lapin à deux têtes* posées sur le dos d’un sanglier, quelque chose de surréaliste qui les oppose radicalement à l’ennoblissement du chaton dans le blason emblématique et provocateur de Catherine Lorent et la mélancolie nocturne ou la révélation d’*À la recherche d’une vie perdue 4* (2023) de Chantal Maquet. Une huile aux rose et bleu puissants où l’apparition en jaune du bouquetin, éclairé par la lune, rejaillit sur les traits du visage d’un personnage en robe de chambre au bord du tableau. Sans doute sorti du lit pour observer cette scène rare.

On classera également dans le thème « nature », l’acrylique et fusain *Melting II* (2024) de Lina

Hédo, un travail sur carton, abstrait, qui évoque le tronc d’un corps féminin. Il faudra suivre l’évolution de la jeune luxembourgeoise, née en 1999 et diplômée des Beaux-Arts de Paris, car on n’a pas été convaincue par son *Ode to Joan Mitchell*, une acrylique et fusain sur toile, représentant un couple enlacé. S’il y a du Greco dans cette expression émaciée, on préfère de beaucoup la puissance brute des traits, têtes humaines et animales de Jim Peiffer.

Il voisine avec le *Meteoroid* (2024) de Pit Riewer. Plans de couleurs qui se succèdent et mouvements... Voit-on les zones d’une carte météorologique ou une silhouette d’humanoïde ? Sujet très différent, esprit de graffiti et écriture un peu naïve, on retrouve aussi le thème festif de Ugo Li avec une toile acrylique et stick d’huile sur papier. La transition est facile, mais qui dit fête dit fleurs. Le grand bouquet *Nature morte* (2024) aux roses et tulipes luxuriantes de Pascal Vilcollet, artiste français qui ne va pas sans évoquer Cy Twombly. On l’a découvert en 2022 à la galerie. Sa grande dimension contraste avec les formats miniature de João Freitas.

Avec *Untitled* (Montpellier) de 2022, il semble revenir à une expression colorée et poétique de ses débuts, en 2017. Les couvertures de livrets à fleurs sont recouverts de papier adhésif. Comme si on les apercevait à travers un brouillard. Freitas rejoint là la catégorie de travail que l’on a vu récemment de Clément Davout. On retrouve ici *La tête toute jaune du soleil* (2024), travail en ombres chinoises d’une plante d’intérieur « rétro-éclairée » par l’astre solaire, où le vert des feuilles se confond avec le vert du fond. La représentation sous la forme d’un rectangle du sujet dans le rectangle uniforme du tableau de cette huile sur toile invite à la méditation.

On conclura cette promenade dans *Un été coloré* par le dessin minutieux et raffiné des chemins qui serpentent dans le paysage de la pinède de la calanque de Sormiou près de Marseille. Roche, aiguilles de pin sont rehaussées à l’or, comme pour mieux souligner la fragilité de l’écosystème par Sacha Cambier de Montravel. Son contraire exact, c’est le dépouillement et le cadrage des photos de mobilier urbain prises en France par Christian Aschman en 2023 (impression jet d’encre) et des accessoires de fête quand elle est finie, photographiés la même année en Italie. C’est net, ça dit une réalité nue. Mais pas muette pour autant. ●

Un été coloré est à voir jusqu’au 10 août prochain à la galerie Reuter Bausch

T
A
B
L
O

EXPOSITION



Les voyages,

s’ils sont censés former la jeunesse (y aurait-il une limite d’âge ?), l’histoire de l’art nous rappelle qu’ils inspirent souvent avantageusement les artistes. En témoigne l’exposition de Sandra Lieners à la galerie Indépendance, confrontant, opposant à son retour d’une résidence australienne, *Blue Mountains/ Red Rocks* (Photo : Guy Wolf). Laissons le côté anecdotique, au visiteur s’il en a envie, de démêler ce qui appartient aux deux côtés, de repérer ce qui en ajoute à la couleur locale. C’est la manière, le style peut-être où l’on s’arrêtera, et là où les emprunts à la nature, à l’architecture, à l’art, ne peuvent passer inaperçus, ils révèlent toutefois autre chose de plus important : Sandra Lieners s’avère décolagiste du réel, lui arrachant (et à ses propres toiles) tels morceaux pour les faire se heurter (et harmoniser) dans l’ensemble. Voilà un attrait de cette exposition. Il en est un autre : dans bon nombre d’œuvres, moins éclatées, son emploi de la technique du cyanotype, procédé photographique monochrome négatif qui donne des tirages bleu de Prusse. Ici sur du coton, et cela aboutit à un résultat plein de poésie dans le triptyque *Plein Air/ Nighttime/ Daytime Rapeseed*, du colza donc transmué, des bandes de tissu apparentées à des vitraux. LK

FESTIVAL

Musik mit Siebdruck

An diesem Freitag startet das Festival Congés Annulés in den Afterwork-Sommer. Bis zum 28. August findet jeden Tag ein Konzert statt – in oder vor den Rotunden werden unter anderem Format, Mutiny on the Bounty, O., Butch Cassidy und Bill Ryder Jones für Gitarrenriffe und Beats sorgen. Darüber hinaus wird der Radio 100,7-Musikzar Mike Tock am 2. August auflegen. Andere DJs, die die Stimmung anheizen sollen sind Kübe+Ralitt, Filip Markiewicz aka Raftside, E-lodie und Fomumuckl. Die Eintrittspreise liegen bei etwa 15 Euro. Am 31. Juli wird Julien Hübsch zudem ein Siebdruckplakat während eines Konzertes der amerikanischen Band A Place To Bury Strangers gestalten. Die Illustration – mit einer

Druckauflage von 30 Stück – kann man im Anschluss für 40 Euro kaufen. SM

CINÉMA

Trois volets, trois festivals

Le documentaire *Youth* (*Homecoming*) du réalisateur chinois Wang Bing, coproduit par Les Films Fauves (Gilles Chanial), a été retenu dans la sélection officielle en compétition au prochain Festival international du film de Venise, qui se tiendra du 28 août au 7 septembre. Le Film Fund qualifie cette sélection d’« historique » parce que c’est la première fois qu’une trilogie est sélectionnée en compétition dans trois festivals prestigieux. En effet, le premier volet, intitulé *Youth* (*Spring*), avait eu les honneurs du Festival de Cannes en 2023. Le deuxième volet, *Youth* (*Hard Times*), a déjà été annoncé en compétition au Festival de Locarno à partir du 7 août. Cette troisième sélection à la Mostra marque un point culminant pour le projet, confirmant « l’importance et l’impact de cette œuvre ». Le documentaire de Wang Bing se décline en trois volets, chacun explorant en profondeur la vie des jeunes ouvriers chinois : leurs rêves et espoirs (*Spring*), les sacrifices personnels face aux défis rencontrés (*Hard Times*) et les conséquences à long terme de ce mode de vie sur leur santé physique et mentale (*Homecoming*). FC



PUBLICATION

Best of

Eric Schumacher publie *What condition our condition is in*, une monographie que retrace son parcours depuis une quinzaine d’années (Distanz Verlag). Difficile de situer sa pratique dans un champ artistique spécifique ; il passe du collage au modelage, de l’assemblage à l’installation. C’est ce que montre la première partie de l’ouvrage, à travers quarante photos de ses œuvres prises dans ses ateliers d’Édimbourg, de Berlin et du Luxembourg et dans des expositions. Ces clichés documentent la dé-construction et re-construction perpétuelle de pièces qui ont été montées, puis détruites, puis en partie réincarnées dans d’autres. « Cela reflète un désir de continuer à faire et à évoluer tout en travaillant principalement avec les matériaux disponibles », décrit l’artiste. Un texte de Rodney LaTourelle, artiste, architecte et critique, constitue la deuxième partie du livre et éclaire la pratique d’Eric Schmacher. L’artiste avait été un des premiers à exposer à la Kunschthal, avant même son ouverture (*Schaufenster 2* au printemps 2021). Aujourd’hui, il y dévoile un nouveau projet conçu comme un espace libre d’accueil, de lecture, de participation et de discussion. FC

FESTIVAL D'ART LYRIQUE D'AIX-EN-PROVENCE

Un grand cru aux airs d'actualité

IIII Paul Rauchs

La tignasse rouge d'Emmanuelle Haim s'agite comme une bannière de liberté quand elle dirige son Concert d'Astrée pour les deux *Iphigénie* de Gluck, données en une seule soirée qui est autant une gageure qu'une illustration de l'actualité. Le metteur en scène Dmitri Tcherniakov, le Russe, le pacifiste, nous montre la famille des Atrides dans leur maison stylisée, réduite à des lignes qui signent les murs, les fenêtres et les portes qui se font, tour à tour, barreaux de prison, miroir de l'âme et trou de serrure par lequel le spectateur épie l'intimité de cette lignée maudite.

Dans *Iphigénie en Aulide*, le peuple grec se déchaine pour que Agamemnon, son roi, obéisse aux dieux et leur sacrifie sa fille Iphigénie afin d'obtenir les bons vents pour le pousser vers Troie, autant dire à la guerre et au carnage. Mais cela, il s'acharne à ne pas le savoir. Comment ne pas voir dans les Achéens le mob d'aujourd'hui qui demande le sacrifice, pardon le dégagement de l'élite, de la femme, de l'autre. Et dans Agamemnon qui hésite, qui triche, qui tergiverse l'encore président Macron, face à un Calchas-Cioti qui pousse au sacrifice, à l'alliance non pas avec la déesse Artémis, mais avec le diable du RN. Si on s'ennuie un petit peu dans ce premier opéra, vaudeville petit-bourgeois et politicien, ce n'est que pour mieux jouir du second, *Iphigénie en Tauride*. Cinq ans séparent la composition des deux partitions, autant dire une époque. Celle qui sépare l'opéra baroque (auquel appartient encore la première) de l'opéra classique, car la seconde ouvre bien la voie à Mozart, à ses successeurs et ses épigones. Dans l'intrigue, les deux épisodes sont situés à vingt ans de distance : la guerre de Troie et ses milliers de morts, d'estropiés et de déplacées sont passés par là. Le metteur en scène raconte cette mise en pièces, le Russe y donne des gages à son pacifisme. Et le spectacle finit par nous désennuyer, le rythme devient

haletant, les airs et les tubes s'enchaînent, servis par une extraordinaire distribution, à commencer par la soprano américaine Corinne Winters qui, exploite en soi, enchaîne les deux Iphigénie, changeant pratiquement, sans chanter gare, de tessiture entre les deux opéras. L'heureuse et consentante victime est entretemps devenue bourreau malheureux et hésitant. « La » Winters fait merveille dans les aigus et dans les graves, sa voix est chaude et tendre, mais aussi froide et déterminée. Le baryton Florian Sempey en Oreste et le ténor Stanislas de Barbeyrac chantent leur amitié (leur amour ?) avec fougue et violence. Ils s'embrassent l'un contre l'autre, se méfient de la tendresse et campent une relation... torride en Tauride. Tourmenté jusqu'à la comitalité par le souvenir de son matricide, Oreste est bien poursuivi par les Érinyes, comme dans *Les mouches* de Sartre. Alexandre Duhamel est un Thoas dont la violence un brin gouailleuse annonce Monostatos et Osmin, alors que Véronique Gens, mais oui, en fée verte, interprète une Clytemnestre noble et altière, plus mère explorée que vengeresse cruelle. Nous l'avons dit d'entrée, Emmanuelle Haim mène son Concert d'Astrée à la baguette quasiment magique, avec des musiciens aussi jouissifs dans les scènes de tonnerre qu'émouvants dans les mouvements lyriques.

« Le roi est nu et fou, vive le roi ! » Et vive surtout Johannes Martin Kränzle, le formidable baryton allemand qui dans les *Eight Songs for a mad King* de Peter Maxwell Davies donne sa voix et son corps, pour ne pas dire ses tripes à George III, le roi fou resté dans l'histoire pour avoir perdu à la fois sa raison et les colonies américaines. Seul en scène, juste vêtu d'un slip, il embrasse les arbres, parle aux animaux et apprend à chanter aux oiseaux. Messiaen, bien sûr, Stravinski, Händel, Boulez, le jazz et bien d'autres musiques et bruitages sont célébrés par un Ensemble Contemporain

Corinne Winters enchaîne les deux Iphigénie, changeant de tessiture entre les deux opéras

en pleine forme pour rendre hommage à la cacophonie mentale de celui qui régnait un bon demi-siècle sur l'Angleterre et chez lequel des historiens, plus royalistes que le roi, veulent diagnostiquer aujourd'hui une porphyrie plutôt qu'une folie. Cette folle soirée se poursuit avec les *Kafka-Fragmente* de György Kurtag. Les cordes vocales de la soprano Anna Prohaska s'accordent parfaitement avec les cordes du violon de Patricia Kopantchinskaja. L'une chante, danse, boude, rit et pleure quand l'autre fait grincer et fredonner son instrument. Habillées et coiffées en sosies, les deux complices rivalisent de fraîcheur et d'espièglerie qui rendent parfaitement justice à l'auteur du *Procès*, mort il y a cent ans. Kafka, on l'oublie trop souvent, adorait le cinéma, et son œuvre, pour noire et prémonitoire qu'elle soit, convoque plus d'une fois le slapstick d'un Charlot ou d'un Buster Keaton. La mise en scène sobre et joyeuse à la fois de l'Australien Barry Kosky rend avec jouissance et gourmandise le comique de Kafka aussi bien que le

Iphigénie en Tauride
de Gluck dans
une mise en scène
de Tcherniakov



Monika Rittershaus



The great Yes, the great No
de William Kentridge

tragique de George III, avec, comme seul décor, la lumière utilisée avec un brio fou.

L'actualité nous rattrape avec le *Samson* de Rameau et de Voltaire, retrouvé et reconstitué par Raphaël Pichon et son ensemble Pygmalion, des habitués de la ville d'Aix. Le *Livre des Juges* raconte l'histoire de Samson, un juge juif dont la longue chevelure est la source d'une force quasi surnaturelle, force qu'il met au service de son peuple, captive dans le désert des Philistins. Revers de la médaille : le héros est pris régulièrement d'accès de rage qui lui font massacrer ses ennemis bien au-delà de la fameuse proportionnalité, ruinant ainsi tout espoir de paix et de rédemption. Toute ressemblance avec la situation actuelle à Gaza semble clairement voulue et pointée par le metteur en scène Claus Guth. Samson aime d'abord Timna (solide Lea Desandre), avant de tomber sous les charmes de la Philistine Dalila (ravissante Jacquelyn Stucier), mandatée par son peuple pour « hacker » l'ennemi et de lui soustraire son mot de passe, en d'autres mots le secret de sa force. Tombée, bien sûr, amoureuse de lui, elle n'en finira pas moins de le tondre, le précipitant avec son propre peuple dans une terrible apocalypse. N'ayons pas peur d'affirmer que le décor est la véritable vedette de cette soirée : un ancien palais en ruine, digne des toiles apocalyptiques de Monsù Desiderio, traversé là encore par un fantastique jeu de lumières, fournit le cadre à des scènes de foule d'une époustouflante beauté. Un écran on ne peut plus baroque, pour un spectacle qui ne l'est pas moins. Le baryton américain Jarrett Ott campe un Samson plus fort en gueule que subtil, face à un orchestre et surtout un chœur Pygmalion en grande forme.

Avec Puccini et le vérisme, nous délaissions la grande scène de l'histoire tragique pour les petites scènes des histoires quotidiennes, fussent-elles celles de la rencontre entre le cynique monde colonialiste et l'univers traditionnel sinon colonisé, du moins exploité. Avant de parier sur la Chine avec *Turandot*, le maestro de Torre del Lago s'est inspiré pour *Madame Butterfly* du Japon, de l'Empire du Levant avant celui du Milieu. On connaît l'histoire : l'Américain Pinkerton épouse, sans y croire, la geisha Cio-Cio-San qui y croit. Il la met enceinte, repart chez lui pour épouser une yankee légitime et revient, trois ans après, reprendre son enfant. La pauvre geisha, accusée d'avoir rompu avec les siens et leurs traditions ancestrales, n'a plus qu'à se faire hara-kiri avec l'épée que lui a léguée son père... qui s'en est servi aux mêmes fins, pour la même triste fin. Mais com-

ment ne pas voir, avec nos yeux d'aujourd'hui, dans le malheur de Cio-Cio-San le sort misérable des mères porteuses, obligées de vendre leur ventre aux riches Occidentaux, de porter leur progéniture et de devoir s'en séparer, souvent à leur corps défendant et au prix de maintes déchirures ? La metteuse en scène allemande Andrea Breth nous a épargné cette actualisation de l'opéra, elle dont nous avons si peu goûté il y a deux ans la kitschissime mise en scène de *Salomé* de Richard Strauss. Rien de tel cette année, où nous avons assisté une lecture des plus classiques, comme on n'ose plus en faire aujourd'hui. Des lignes et des barres (encore) pour styliser un intérieur japonais, pour ne pas dire japonisant, des personnages portant des oiseaux emblématiques, des costumes traditionnels, des japon-niaeries aussi, bref une mise en scène un peu morne qui ne se pousse pas du kimono, au seul service de Puccini, de sa musique et de son livret. La musique de Puccini est un maelstrom qui prend l'auditeur aux tripes en épousant le rythme de sa respiration, voire des battements de son cœur. On l'a comparée un peu dédaigneusement à de la musique de cinéma, mais elle tient bien plus de Wagner, l'enchanteur de Bayreuth dont l'œuvre nous ensorcele comme la flûte du joueur de Hamelin, et comme la musique de Puccini, justement. Le Chœur et Orchestre de l'Opéra de Lyon, sous la direction de Danieli Rustioni, confirme parfaitement l'essence de cette musique et soutient avec complicité le plateau des chanteurs. Adam Smith, le ténor britannique, en Pinkerton, est admirable d'assurance et de cynisme, le baryton belge Lionel Lhote livre un Sharpless plutôt humain et Mihoko Fujimura, la mezzo japonaise, chante une Suzuki plus assurée et forte en voix que soumise. Mais que dire de l'Albanaise Ermola Jaho, sûrement déjà l'une des grandes Cio-Cio-San de l'histoire, ne craignons pas de l'écrire ? La beauté de son visage sculpte un écran à une voix non moins éblouissante, au timbre à la fois assurée et fragile, émouvante dans les graves et virtuose dans les aigues, rayonnante de noblesse, mais aussi de majesté et de soumission. Le public ne s'y trompe pas en lui faisant des standing ovations à faire pâlir les divas de la pop.

Depuis quelques saisons, le festival a tendance à s'exiler hors de ses lieux emblématiques. Cette année, il a demandé à William Kentridge d'écrire une œuvre à mi-chemin entre opéra, cinéma d'animation, comédie musicale, récitals de blues, de gospel et de jazz. Il en est sorti un spectacle d'une fraîcheur juvénile, un brin consensuel, qui raconte l'histoire d'un cargo qui, de Marseille aux Antilles, trans-

Kentridge chante un hymne à la négritude, à la joie de vivre, mais n'oublie pas les crimes du colonialisme et de l'apartheid

porte sa cargaison d'exilés célèbres qui fuient le régime nazi. Nous rencontrons de vieilles connaissances comme André Breton et Joséphine Baker, Staline et Trotski, Senghor et Césaire, les sœurs Nardal et le peintre Lam, j'en passe et des plus farfelus. Ces personnages chantent et virevoltent, parlent et déclament au rythme tanguant du navire qui vogue et des vagues qui dansent. Kentridge ne serait pas Kentridge s'il ne nous gratifiait de ses dessins plus ou moins animés et de ses masques surréalistes qui détournent la banalité du quotidien. Le Sud-Africain, bien connu au Luxembourg, qui coproduit d'ailleurs le spectacle, chante un hymne à la négritude, à la joie de vivre, mais n'oublie pas les crimes du colonialisme et de l'apartheid. Il fait ainsi défiler le psychiatre Frantz Fanon pour qui la maladie mentale était (aussi) une réponse à la violence coloniale. Un auteur, mort trop jeune, chantre de la décolonisation, dont le chef-d'œuvre révolutionnaire *Les damnés de la terre* a été préfacé par Jean-Paul Sartre himself. *The great Yes, the great No*, vous l'avez compris, est un antidote au ni-ni ambiant, à la neutralité des apolitiques, un hymne à la vie porté par une troupe de chanteurs et de cantatrices nègres, comme on disait en ces jours-là, des actrices et comédiens extraordinaires qui chantent le blues et le gospel, mais aussi des bribes classiques plus ou moins parodiques comme on ne les a plus chantés depuis le fameux *Showboat* de Kern et Hammerstein.

Sans crier gare, sans taper sur la grosse caisse, la programmation de cette édition du festival d'Aix-en-Provence était bien en phase avec les inquiétants événements politiques de ce mois de juillet 2024. ●



Maud Galet Lalande et Lou Dussaut: mère et fille en écriture

C'est le récit d'un duo mère-fille dans un quotidien qui évolue sur une vingtaine d'années. C'est la banalité de l'ordinaire ponctué de micro-événements, c'est assez doux-amer

si Kouyaté, directeur des Francophonies consistait en une commande passée à dix autrices de dix territoires différents. « Il s'agissait de répondre à la question du désir de création au féminin à travers un texte d'une dizaine de minutes. Le spectacle qui en ressort est une sorte de manifeste en dix prises de paroles portées par quatre comédiennes », résume Maud Galet Lalande. Son texte la ramène à l'époque où elle habitait à Terville, dans la Vallée de la Fensch, à la frontière luxembourgeoise. « Je vivais là, seule avec ma mère, dans une zone pavillonnaire qui longeait l'autoroute. C'est à cette époque que mon imaginaire esthétique et d'écriture s'est développé. La seule figure héroïque de mon quotidien était ma mère, cela a été inspirant », rembobine-t-elle. À l'issue de la première de *Terre-Ville* au Théâtre de l'Union, beaucoup de spectatrices et spectateurs ont été touchés par ce texte qui parlait d'une mère célibataire, sujet rarement représenté au théâtre. Cela a suscité de nombreuses discussions et lui a donné envie de développer.

Le texte se nourrit de plusieurs résidences. La première étape s'est faite en avril à la Passerelle à Rixheim, centre culturel et social avec lequel Maud Galet Lalande travaille. Pendant une semaine, elle y a rencontré des mères isolées, de tous milieux. Elle les a interviewées en écho avec sa propre expérience de mère célibataire et de fille élevée par une mère seule : « Ces rencontres ont nourri ma réflexion. » Puis en mai-juin, une autre résidence a suivi à La Chartreuse à Villeneuve-lez-Avignon, où elle a travaillé avec le dramaturge Christian Gariat. Un extrait a été lu au Souffle d'Avignon avec Laure Roldàn dans le rôle de la mère, Lou Dussaut, sa fille, dans celui de l'enfant et Maud elle-même dans celui de la récitante. « Les échos ont été excellents. Aujourd'hui, on entre dans une deuxième résidence d'écriture, avec Lou qui écrit avec moi et qui jouera dans le spectacle. C'est important que Lou participe à l'écriture car il y a une part portée par le personnage de l'enfant que l'on entend à l'adolescence. Je voudrais qu'elle m'apporte cette parole-là, elle a 21 ans, elle en est plus proche que moi. »

Lou Dussaut en est donc à sa première résidence d'écriture. « J'en suis très contente mais il faut que je prenne confiance. Tout à l'heure, nous avons lu des morceaux de texte écrits chacune de notre côté pour les entendre dans la voix de l'autre, j'étais très stressée et intimidée alors qu'on se connaît très bien, c'était absurde. » Étudiante à l'ESACT à Liège pour devenir actrice, elle s'intéresse au travail de dramaturgie, mais vibre principalement lorsqu'elle est au plateau. Elle a d'ailleurs commencé à jouer au théâtre, pour la télé et le cinéma dès ses onze ans. « C'est la première fois qu'elle est impliquée dans l'une de mes productions. Ce texte est très inspiré de notre vie sans que cela soit clairement énoncé. Nous voulons ouvrir des fenêtres à travers une parole de théâtre-récit sur un duo mère-fille dans un quotidien qui évolue sur une vingtaine d'années. C'est la banalité de l'ordinaire ponctué de micro-événements, c'est assez doux-amer », ajoute Maud Galet Lalande.

Après d'autres résidences, la poursuite de l'écriture, puis, dans un an, les répétitions, la pièce, produite par la compagnie de Maud, Les Heures Paniques, sera créée début 2026 à l'Espace Koltès à Metz. « On espère un passage au Luxembourg car *Terre-Ville* est très ancrée dans la Grande Région, il y a ces voitures qui filent vers la frontière, pour la mère, c'est déjà une libération. » ●

EN RÉSIDENCE (1)

Un temps pour soi, un lieu pour soi

IIII Karine Sitarz

Les résidences artistiques ont le vent en poupe. Elles fleurissent dans tous les domaines, sont de durées variables, se déroulent aux quatre coins du pays dans des lieux connus ou insolites, émanant de telle maison ou tel collectif. À l'heure des quartiers d'été, nous avons envie de rencontrer autrices, plasticiens, comédiennes ou metteurs en scène pour recueillir leurs impressions... en résidence.

Première halte, le 17 juillet, à la Kulturfabrik, pour échanger avec l'autrice, comédienne et metteuse en scène issue de la Grande Région, Maud Galet Lalande. Avec Lou Dussaut, sa fille, elle y travaille jusqu'au 27 juillet en résidence d'écriture. Ce vendredi à 17h, elles y proposeront des extraits de *Terre-Ville*, leur texte qui parle de mères célibataires et de filles uniques.

Cofondatrice du collectif transfrontalier d'auteurs et d'autrices, Le Gueuloir, Maud Galet Lalande a notamment participé à *Textes sans frontières* au Théâtre du Centaure en 2015. Jeune comédienne, elle a aussi travaillé au Luxembourg sur des films et pour des publicités. La résidence de deux semaines à la Kulturfabrik s'inscrit dans le cadre du projet MAAD (Maison des auteurs et autrices dramatiques), une émanation du Gueuloir qui en est à sa première année d'existence. Cette année, les invités sont notamment Métié Navajo, Emmelyne Oc-

tavie ou Pierre Soletti. En tant que partenaire, la Kulturfabrik met à disposition les murs, travaille à l'organisation et participe financièrement. La MAAD est amenée à se développer, elle vient de signer un partenariat avec ETC Caraïbe, Écritures théâtrales contemporaines en Caraïbe – qui réunit des auteurs et autrices dramatiques de Gadeloupe, Guyane, Martinique et Haïti.

Pour Maud Galet Lalande, « la résidence d'écriture est un temps déconnecté du quotidien où on n'est pas happé par les obligations ». Elle apprécie d'avoir l'esprit suffisamment libre pour se fixer sur le travail d'écriture qui demande énormément de concentration. Elle salue aussi l'encadrement : « À la Kulturfabrik, je suis vraiment accompagnée, l'équipe est à l'écoute ». Pour l'autrice, l'objectif d'une présentation au public en sortie de résidence est une contrainte qui l'inspire et l'encourage tout comme le fait de changer de décor et d'univers. « La résidence, c'est être avec soi, avoir du temps pour soi et un lieu pour soi. Un peu comme la chambre à soi dont parlait Virginia Woolf ».

Le projet *Terre-Ville*, sur lequel elle planche en résidence, est né en 2022 à la suite d'une commande d'un texte pour « Les Francophonies - Des écritures à la scène ». Ce projet, initié par Aurélie Van Den Daele, directrice du Théâtre de l'Union, CDN du Limousin, et Hassane Kas-

„Unterschätze nie einen Filmfreund“

IIII Jeff Schinker

Roy Fuller und sein Gefährte Roy Spiegel sollen einen Kunstsammler aus dem Verkehr ziehen. Abwesende Auftraggeber, ein machiavellistischer Taxidermist, ein Paar Meerschweine, eine mafïöse Bande in der Pariser Banlieue, literweise Gin, Ex-Flammen und alte Freundschaften, verschwommene Erinnerungen und ebenso diffuse Zukunftspläne erschweren es den beiden Auftragsmördern jedoch, einen kühlen Kopf zu bewahren und ihre Mission so geradlinig auszuführen, wie es ihnen zwar lieb wäre, es jedoch kein Geschichtenerzähler, der etwas auf sich hält, erlauben würde.

Fjorde war der Lyrikband aus der vermeintlichen nordischen Heimat, mit dem weitaus erzählerischer gestaltetem und auf die Luxemburger Kulturszene bezogenen *Die Tanzenden* begann das Rätselraten, wer sich hinter Tomas Bjørnstad verstecken würde. Das opulent angelegte *Von der schönen Erde* war gleichzeitig frühes Opus Magnus, postmodernes Vexierspiel, Hommage an die verspielte Avantgarde eines Julio Cortázar und dichter Metatext, der nicht nur den Menschen hinter Bjørnstad aus dem Schatten der Pseudonymie treten ließ und das Prinzip der Heteronymie als Werkpoetik theorisierte, sondern auch das restliche Programm des Gesamtwerks aufschlüsselte.

Das vor zwei Wochen erschienene *Die Verlorenen* ist nicht nur die vierte Veröffentlichung von Tomas Bjørnstads dreizehn Bände umfassendem Gesamtwerk, sondern vor allem die erste, bei der die Hypothesen um die Identität hinter Bjørnstad dem veröffentlichten Werk nicht mehr die Schau stehlen.

Rein werkimmanent kann der Leser die Geschichte um die beiden Profikiller dennoch nicht rezipieren – denn *Die Verlorenen* ist nicht nur ein Roadmovie durch die Pariser Banlieue, sondern auch und vor allem, wie es der Name der beiden Hauptfiguren bereits andeutet, eine Reise durch die Filmgeschichte, gespickt mit Referenzen, die aufzulisten den Rahmen dieses Artikels sprengen würde.¹

Denn ein bisschen wirkt es, als hätte Tomas Bjørnstad quasi bulimisch von *Pulp Fiction* über *Fargo* bis hin zu *In Bruges* alle Filme in seinem Buch verdichtet, in denen zwei zwielichtige Buddies in ein mehr oder weniger undurchsichtiges Netz an Intrigen hineingeraten. Von John Travolta und Samuel L. Jackson übernehmen Roy mal zwei die ausschweifenden, herrlich schwachsinnigen Dialoge, die sich mal metaphysisch-paranoiden Gemeinplätzen hingeben („Nicht mal dem Sonnenaufgang ist zu trauen!“), mal in einer Pervertierung von Jean Baudrillards Überzeugung, ganz US-Amerika wäre ein einziges Disneyland, einen urkomischen Mi-



In *Die Verlorenen* verschwinden nach und nach Buchstaben

cky-Maus-Fetisch herbeidichten. Von *Fargo* entleihen sich die beiden nicht nur die Provinz-Tristesse, sondern auch den absurden Disclaimer („Diese Geschichte beruht auf wahren Begebenheiten“), von Martin McDonagh die fast schon Beckettsche Weltmüdigkeit und die Anspielung auf die Angst, während einer Mission ein Kind zu töten – und von David Lynch die abgetrennten Körperteile.

Roy hoch zwei sind weniger ernstzunehmende fiktionale Gestalten als aus Fetzen anderer Filme und Fiktionen zusammengenähte Marionetten, aus denen Bauchredner Bjørnstad die Filmgeschichte sprechen lässt. Was genau den beiden langjährigen Partnern als nächstes widerfährt, entscheiden aber nicht nur diverse Filmanleihen, sondern auch die vorerst unsichtbare Matrix, die die Wortwahl der beiden Figuren bestimmt: *Die Verlorenen* bleibt bei aller Filmiebe durch und durch ein literarisches Werk, und die größte Hommage wird hier Georges Perec, dem Meister der *littérature à contrainte* schlechthin, erteilt.

So ist bereits der Titel eine durch den Sprachenwechsel leicht verzerrte Anspielung an dessen *La disparition*. Wo bei Perec aber ab dem fünften Kapitel der Buchstabe e entfällt, ist es hier das gesamte Alphabet, das abwechselnd verschluckt wird. Und wo bei Perec meist die Biografie, beziehungsweise die tragische Familiengeschichte des Autors bemüht wird, um dem abwesenden Buchstaben eine semantische Legitimierung zu geben, gibt es bei Bjørnstad einen textimmanenten Grund, wieso der Sprachschatz der Figuren nicht mehr

abrufbar ist: Nach der Smartcity in *Von der schönen Erde* steht hier ein gegen den Willen der Patienten während einer OP eingepflanzter Chip im Zentrum, der es erlaubt, seine Opfer nach und nach von einer KI zu steuern. Die Auswechslung eines oder mehrerer Menschen, bei Helmingers rezentem *Kappgras* noch psychologisch-intim, zeichnet hier eine trostlose Welt des Post-Anthropozäns, für die sich der Mensch selbst verantwortlich zeichnet.

Die *contrainte oulipienne*, der *Die Verlorenen* zugrunde liegt, fordert einige formale wie semantische Opfer. Ganz bewusst wird das Buch nicht etwa als Drehbuch, sondern eben als Film, als Director’s Cut sogar, bezeichnet. Untertitel: Bande non dessinée – so als wäre *Die Verlorenen* eine fiktionale Verfilmung einer niemals gezeichneten Graphic Novel.

Eigentlich aber ist *Die Verlorenen* einer dieser nicht identifizierbaren Hybridtexte, wie sie Nico Helminger in den letzten Jahren perfektioniert hat. Ganz gleich, ob es sich um Fragmente und Skizzen (*Von der schönen Erde*), ein Erzählwerk (*Kappgras*), Menn Malkowitschs Chronik oder nunmehr den Director’s Cut handelt – bei Helminger sind die Genredefinitionen auf dem Buchdeckel immer gleichermaßen Indizien, die den Interpretationsprozess ankurbeln wie Finnen, die in hermeneutischen Sackgassen enden.

Mit dem Drehbuchformat bricht Bjørnstad auf diversen Ebenen: Sehr oft weiß man überhaupt nicht, welcher Roy gerade redet, was zur Konsequenz hat, dass man Roy und Roy manchmal gar nicht unterscheiden kann und man sehr

behutsam die (eigentlich auch schon fast unwichtigen) Eigenarten der beiden aus dem Text destillieren muss (der eine ist Dichter, der andere Boxer, der eine scheint ein wenig aggressiver, dennoch ist es der andere, der liebend gerne Ärzte verprügelt).

Wo im Drehbuch die Polysemie des literarischen Texts einer maximalen Klarheit, bedingt durch die Notwendigkeit transparenter Regieanweisungen, weichen muss, sind Bjørnstads *Verlorenen* auch manchmal die orientierungslosen Leser, die im Dunkeln dieser verregneten Non-Graphic Novel tappen, sodass der vierte Band der Bjørnstad-Reihe durch den amüsierenden je-mèn-foutisme seiner Didaskalien immer wieder an die beiden tragischen Gleichgültigen der Theatergeschichte, Becketts Vladimir und Estragon, erinnern.

Denn letztlich ist Bjørnstad ein wenig wie der fiese Erzähler Bla, der in einer im Originalfilm herausgeschnittenen, für diesen Director’s Cut jedoch zentralen Text-im-Text-Episode ein Königreich verzaubert: Seine Willkür entscheidet, was den beiden Roys widerfährt, was der Leser zusammenpuzzeln kann – und was nicht. „Und wenn er nicht gestorben ist, erzählt er noch heute.“ ●

¹ Ein Dankeschreiben am Ende des Buchs gibt Aufschluss über die zitierten Regisseure.

² Was wiederum erklärt, wieso man öfters an Robert Rodriguez’ *Sin City* denkt. Tomas Bjørnstad, *Die Verlorenen*, éditions Guy Binsfeld, 192 S, 24 euro

Von *Fargo* entleihen sich die beiden Protagonisten die Provinz-Tristesse, von Martin McDonagh die fast schon Beckettsche Weltmüdigkeit



Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays. Sur papier et en digital. Gratuitement pendant un mois.

Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 . 1





Une des œuvres d'Agnieszka Kurant, réalisée avec des produits chimiques



D'une densité rare

IIII Karolina Markiewicz

L'exposition *Risk Landscape* de l'artiste polonaise, Agnieszka Kurant, sous le commissariat de Sarah Beaumont, témoigne d'une consistance peu commune, aussi bien au niveau des formes esthétiques que des propos

Les œuvres disposées et présentées sur des socles, aux murs et au sol relatent la complexité du monde, happée et transformée par l'artiste, née en 1978 à Łódź en Pologne. Agnieszka Kurant énonce avec à l'aide d'expérimentations technologico-géologico-biologiques ce dont quoi notre monde est fait. Elle ajoute le point de vue historique humain, le sien, ceux de scientifiques associés. Elle donne à voir les processus ou les fonctionnements des vivants, mais aussi ceux des non-vivants. Toutes les strates du travail minutieux de Kurant ne sont pas aisément accessibles, elles demandent une réflexion profonde ou une explication détaillée. Chacune des œuvres – une quinzaine au total – présentées au Henry J. and Erna D. Leir Pavilion du Mudam, impressionne et interpelle, soit par son caractère complexe soit par sa technique, sa forme.

Le visiteur se trouve face à un laboratoire contemporain, il circule autour des œuvres, contemple leur aspect, les couleurs ou les mouvements furtifs d'un liquide noir par exemple. Celui-ci s'avère

Kurant nous montre les strates de notre histoire commune qui s'écrit en accéléré, à l'insu de notre compréhension et de notre pensée

être un assemblage numérique-biologique-géologique composé d'une substance inventée par la NASA en 1963 : le ferrofluide. Cette dernière est inorganique et contient des nanoparticules qui réagissent au champ magnétique. On se trouve face à *Alien Internet* (2023). Impressionnant, mais sans lecture, sans explication on ne sait pas, on ne voit pas tout. Ce n'est pas grave de ne pas savoir ou de ne pas briser tous les codes de tous les travaux de l'artiste. On peut tout aussi bien évoluer au milieu de cette proposition plutôt poétique singulière et s'interroger. Cela peut suffire, si cela ne suscite pas une curiosité vivace, au mieux ou une frustration, au pire. Cela dit, la frustration et la non-accessibilité sont souvent reprochées dans le cadre de l'art contemporain.

En effet, l'artiste a un discours fort, valant la peine d'être su. Elle interroge de nombreux aspects du vivant, son comportement, les nôtres et leurs effets. Agnieszka Kurant est une artiste qui approche de près par exemple ce qu'Internet, les réseaux sociaux ou les algorithmes créent et trans-

forment en nous, en termes de cognition, c'est-à-dire en résultat de la prédictibilité à laquelle nous sommes tous désormais soumis, en ayant nos profils digitaux. Nous ne pouvons plus envisager un avenir, il nous est prédit, en termes économiques et sociaux. Cependant en termes philosophiques, il ne nous est toujours pas prédit grand-chose, il n'y a que très peu de visions accessibles, comme ça, pour ce qui concerne notre avenir planétaire en commun. Là, il faut notre imagination mais surtout notre compréhension des savoirs, des fonctionnements, des systèmes dans lesquels nous nous inscrivons, aujourd'hui celui des mondes digitaux, des codes, mais aussi des images et de leurs manipulations. Comme l'explique Shoshana Zuboff, universitaire, professeure émérite à la Harvard Business School, sociologue et femme de lettres américaine dans son *The Age of Surveillance Capitalism. The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, paru en 2019. Fait est que nous vivons désormais dans une société de surveillance et de prédictibilité et nous travaillons tous de manière involontaire en livrant toutes nos données aux plateformes pour qu'elles nous prédisent nos comportements réduits à la consommation de produits, mais aussi celle d'idées, notamment politiques. C'est dans ce sens-là, avec tous les « trucs » possibles, un qualificatif absolument non péjoratif ici, que Kurant nous montre les strates de notre histoire commune qui s'écrit en accéléré voire en précipitation, un peu quand même à l'insu de notre compréhension et de notre pensée. L'éducation ou l'explication nécessaire, la réflexion surtout n'étant pas réellement à la hauteur ou bien tout simplement mal axées.

Je ne peux pas décrire ou expliquer toutes les pièces présentées. J'en ai sélectionné une qui m'a

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Ikonen

IIII Michèle Thoma

Kamala Harris Kamala Harris Kamala Harris pfeift es uns um die Ohren zischt es uns um die Ohren und schon kommt sie angestürmt, im Sauseschritt. Während Old Man Joe aus dem Bild trippelt. Während Old Man Joe ins Off trippelt.

In einer Notrufaktion aus dem Schlummer geholt in den sie Jahre lang versenkt war, versunken war, wer erinnerte sich noch an die anfängliche Hoffnungsträgerin der anfänglichen Biden-Ära? Geriet sie mal ins Bild, erschien uns eine eher unmotiviert, gar misshandelt wirkende Person, ihre Ausstrahlung lag unter Null, kaum ein Bericht über sie, der nicht ihre Unbeliebtheit erwähnte. Aber jetzt! Charme und Charisma sprühen wie bei einer Weihnachtsbaumwunderkerze, und dieses Tempo, dieses Temperament! Ganz zu schweigen von dem Lachen, das jetzt in die Deutungsfänge der verfeindeten Lager gerät, das Lachen der Kamala Harris wird zur Deutungsbeute. Von den einen plump fantasiefern als irre abgetan, sehen die andern seinen Ursprung direkt im Herzen, im Bauch gar, ein Lachen aus dem Bauch, wie die Lach-Analysiker/innen deuten, das Lachen heißt plötzlich Kamala-Lachen und alle stürzen sich so hungrig darauf. Die Welt, so scheint es plötzlich, hat nach diesem Lachen gelechzt! So mit- und hinreißend, heißt es, reißt es in eine neue Zeit mit und hin. Eine Zeit jenseits verblasener Männer aus Trump-Towern und Rostigem Gürtel, die nicht einmal herzlich lachen können. Höchstens so unterirdisch grinsen wie Trump.

Und von der Tiktok-Generation wird sie gar zur Göre gekürt, wie die etwas ärmliche Übersetzung des Ehrentitels „brat“ lautet. Klickklicklikelike, jede Menge Kokosnüsse und Palmen-Emojis! Und dann

Jetzt ziehen auch die Demokrat/innen mit einer offiziellen Ikone ins Feld

ist sie auch noch Staatsanwältin! Der Vorwurf der Härte armen straffällig gewordenen Afro-Amerikaner/innen gegenüber, von denen am Anfang ihrer Amtszeit noch die Rede war, taucht nicht mehr auf, und wenn dann trollt bestimmt ein Russe.

Yes we Cam! Die Power-Frau par excellence, wie das früher hieß, ausgestattet mit den aktuell gerade richtigen Zutaten auch noch. Dem richtigen Geschlecht, der richtigen Hautfarbe, weil mehr davon. Aber bloß nicht zu viel, bitte, die gerade zuträglich zumutbare Dosierung eben! (Wobei Unterzeichnete nie kapieren wird warum Menschen mit einem Häuchlein von Pigmentierung obstinat als schwarz bezeichnet werden. Dieses banale Schwarz-Weiß-Denken.)

Es gibt jetzt nicht nur die Taylor Swift-Ikone, jetzt ziehen auch die Demokrat/innen mit einer offiziellen Ikone ins Feld. Sie

wird versuchen, es mit dem Helden- und Heiligenbild aus dem Gegenlager aufzunehmen, wobei, wie kann man gegen einen Heiligen kämpfen? Oh Haupt voll Blut und Wunden! Das blutüberströmte Antlitz, die gereckte Faust, das Opfer, der Kämpfer, der Sieger. Der Märtyrer. Der Geläuterte. Der Stammesälteste mit dem milden, gütig-weisen Blick. Der Großvater. Der Abgeklärte. Der Heiler. Der Heiler Amerikas. Das angeschossene Ohr sein Stigma, sein Abzeichen, sein Zeichen. Gerade hat er den rappenden Republikaner/innen die Heiligenlegende erzählt, mit dieser weichen, betörend flötenden Stimme des gottbegnadeten Auserwählten. Und dann haben alle gebetet. Sogar Joe Biden hat für ihn gebetet.

Aber kein Gottesdienst dauert ewig, nicht einmal der Trump-Gottesdienst, schon, Gottseidank, ist er wieder der Alte. Der alte, weiße Mann, der zuverlässig liefert, was auf der Marke draufsteht. Gutes altes *Haten*, mit guten alten Feindbildern, sie sind immer noch die besten, der Diversitätszirkus zu Beginn des Republikanischen Parteitags war nur eine lustige Show-Einlage.

Kann sie Amerika retten? fragt *Die Zeit*, darunter macht man es nicht mehr. Und die Welt gleich mit? Uns? Papa Joe, der letzte Atlantiker, ist von der Bühne getrippelt und Atlantis ist dem Untergang geweiht, in der Adria schwimmt komisches Zeug, obschon Ferien sind ist Krieg und an jedem Tag werden die höchsten Temperaturen seit Temperaturmessung gemessen. Und weit und breit keine einzige Ikone. Macron, der einzige Ikonen-Anwärter, hat sich disqualifiziert. Olaf Scholz ist auch nicht überzeugend. Wir sind mutterseelenallein. ●

particulièrement interpellée et touchée. Elle est intitulée *A.A.I. (System's Negative)*, ce sont deux sculptures réalisées en 2016 en moulage de zinc, disposées au rez-de-chaussée du pavillon, sur des socles blancs. Elles représentent l'intérieur de termitières abandonnées dans la savane namibienne. Chacune de ces termitières est un habitat qui résulte de l'intelligence collective et forte d'un groupe de termites. Ces sculptures, ainsi que leur titre, tirent un parallèle direct avec la structure de travail de micro-tâches effectuées en ligne, mis en place par Amazon. Jeff Bezos, l'emblématique et problématique fondateur d'Amazon (se substituant aux représentants de pouvoirs politiques, mais cela devra faire l'objet d'un autre article sur ce que la politologue française Asma Mhalla nomme la « *technopolitique* ») parle de « artificial intelligence » qui permet un travail perpétuel et en tous lieux, simulant ainsi collectivement la performance d'un algorithme qu'aucun ordinateur ne pouvait encore réaliser au moment de la citation bien orgueilleuse de Bezos, qui négligeant sans doutes les conditions de ce travail-fantôme (mais là aussi, il s'agit d'une autre histoire).

Risk Landscape est une exposition qui donne des clés du monde des « futurités » dont parle Kurant, des clés qui sont fondamentales à celles et ceux qui souhaitent faire l'effort de les envisager, à savoir les comprendre et les emporter avec elles et eux. ●

Risk Landscape d'Agnieszka Kurant est organisée avec le soutien de Kunstverein Hannover et de l'Institut Polonais Bruxelles et reste visible jusqu'au 5 janvier au Mudam Luxembourg

D'GEDICHT VUN DER WOCH

Domm gaangen

IIII Jacques Drescher



D’Pirate sinn zerstridde
Wéinst engem Dissident.
Si schloen sech op d’Schnësser,
An dat ganz transparent.

Si klaue gär Programmer
An dréien sech nom Wand.
Pirate sinn natierlech
Eng gelleg Raiberband.

Deen een, deem huet eng Firma,
Deen an’ren hat der zwou;
Dann hunn se och nach d’Chamber –
Dat ass hir Mëllechkou.

Lo freet de Chamber-Büro:
Wat ass bei deene lass?
Am Fong hunn sech d’Pirate
Just selwer ugeschass.



Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 06.09.2024 10.00 heures
Lieu : SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg
Intitulé : Lot menuiserie intérieure, réf. KE2-16.
Description : – L'exécution des travaux de menuiserie intérieure de 3 immeubles résidentiels à Olm.
Conditions d'obtention du dossier : Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le portail des marchés publics.
Réception des plis : Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures
N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2401653



Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 30.08.2024 10.00 heures
Lieu : SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg
Intitulé : Lot menuiserie intérieure, réf. CO1-8.
Description : – L'exécution des travaux de menuiserie intérieure de 2 immeubles résidentiels à Contern.
Conditions d'obtention du dossier : Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le portail des marchés publics.
Réception des plis : Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures
N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2401678

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Fournitures

Date limite de remise des plis : 23.08.2024 10.00 heures

Intitulé : Fourniture d'énergie électrique pour les années 2025 à 2027 dans l'intérêt de divers bâtiments - « ÉTAT ».

Description : – Fourniture d'environ 190 GWh d'énergie électrique MT et BT répartis sur 3 ans.
La durée des fournitures est de 3 ans, à débiter le 1^{er} janvier 2025.
Les fournitures sont adjudgées à prix global non révisable.

Conditions d'obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2401648



Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Services

Date limite de remise des plis : 20.09.2024 10.00 heures

Intitulé : Soumission relative aux services de nettoyage dans l'intérêt de l'exploitation du Bâtiment administratif à Esch-Belval.

Description : – Services de nettoyage.

Critères de sélection : Les conditions de participation sont précisées dans les documents de soumission.

Conditions d'obtention du dossier : Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2401636

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Fournitures
Date limite de remise des plis :

23.08.2024 10.00 heures

Intitulé : Fourniture d'énergie électrique pour les années 2025 à 2027 dans l'intérêt de divers bâtiments - MENEJ.

Description : – Fourniture d'environ 93 GWh d'énergie électrique MT et BT répartis sur 3 ans.
La durée des fournitures est de 3 ans, à débiter le 1^{er} janvier 2025.
Les fournitures sont adjudgées à prix global non révisable.

Critères de sélection : Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Conditions d'obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2401637



Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux résiduaires du Nord (SIDEN)

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 13.09.2024 11.00 heures

Lieu : L'ouverture de la soumission aura lieu dans la salle des soumissions affichée à la réception du bâtiment administratif du SIDEN, à Bleesbruck, L-9359 Bettendorf.

Intitulé : Assainissement de la commune de Bettendorf.

Description : – U5106-23 - Assainissement du collecteur principal Bettendorf-Bleesbruck.

Critères de sélection : Les conditions minima sont énumérées dans le cahier des charges.

Modalités visite des lieux/réunion d'information : La visite des lieux est laissée à l'appréciation du soumissionnaire.

Conditions d'obtention du dossier : Sous peine de nullité, les documents de soumission sont

à télécharger sur le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : Les offres sont à remettre à l'adresse et dans la salle prévue pour l'ouverture de la soumission ou à déposer sur le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*) conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture.
Les offres sous forme papier doivent porter l'inscription « Soumission pour... ».

Autres informations : Le début des travaux est prévu pour décembre 2024 et le délai d'exécution est de 150 jours ouvrables.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2401693

Le bureau du SIDEN:
Fernand Mergen, Président,
Romain Schroeder,
1^{er} Vice-Président,
Georges Majerus,
2^d Vice-Président,
Marc Keilen, Membre,
Annie Nickels-Theis, Membre

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Fournitures

Date limite de remise des plis : 29.08.2024 10.00 heures

Intitulé : Fourniture de gaz naturel pour les années 2025 à 2027.

Description : – Fourniture d'environ 240 GWh de gaz naturel répartis sur 3 ans.
La durée des fournitures est de 3ans, à débiter le 1^{er} janvier 2025.
Les fournitures sont adjudgées à prix global non révisable.

Conditions d'obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2401662

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Fournitures

Date limite de remise des plis : 30.08.2024 10.00 heures

Intitulé : Fourniture de fioul de chauffage pour les années 2025 à 2027.

Description : – Fourniture d'environ 8,8 Mio litres de fioul de chauffage répartis sur 3 ans.
La durée des fournitures est de 3 ans, à débiter le 1^{er} janvier 2025.
Les fournitures sont adjudgées à prix global non révisable.

Conditions d'obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2401657

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Fournitures

Date limite de remise des plis : 23.08.2024 10.00 heures

Intitulé : Fourniture d'énergie électrique pour les années 2025 à 2027 dans l'intérêt de divers bâtiments - « ABP ».

Description : – Fourniture d'environ 62 GWh d'énergie électrique MT et BT répartis sur 3 ans.
La durée des fournitures est de 3 ans, à débiter le 1^{er} janvier 2025.
Les fournitures sont adjudgés à prix global non révisable.

Conditions d'obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2401647

d'LetzebuengerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (485757-1; land@land.lu). **Rédacteur en chef** Peter Feist (485757-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (485757-26; fclarinval@land.lu), **Luc Laboulle** (485757-28; llaboulle@land.lu), **Stéphanie Majerus** (48575735; smajerus@land.lu), **Sarah Pepin** (48575736; spepin@land.lu), **Pierre Sorlut** (485757-20; psorlut@land.lu), **Bernard Thomas** (485757-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (485757-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (485757-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (485757-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 485757-1 **Fax** 496309 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Letzebuenger Land **Instagram** letzebuenger_land **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,00 € **Abonnement annuel** 200,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

RENCONTRES PHOTOGRAPHIQUES D'ARLES

Politique et confidentialité

III Sébastien Cuvelier



Les Fictions
nécessaires de
Debi Cornwall



La famille Damm,
suivie par Ellen Mark

Crissy a six ans, son frère Jesse a deux ans de moins. Avec leur maman Linda et leur beau-père Dean, ils vivent dans leur voiture, quelque part en Californie. Nous sommes en 1987 quand Mary Ellen Mark est missionnée par *Life Magazine* pour photographier une famille sans-abri. Elle passa une dizaine de jours avec la famille Damm, capturant chaque instant de leur vie de famille, en tira un reportage poignant et l'une de ses photos emblématiques.

Les Rencontres d'Arles proposent cette année une rétrospective du travail de la portraitiste et conteuse américaine, qui a consacré une partie de sa carrière à photographier les personnes en marge de la société, avec une sensibilité permettant de magnifier ce sentiment d'empathie. L'exposition offre notamment une place importante au projet le plus long de Mary Ellen Mark, qu'elle a mené de 1983 jusqu'à sa mort en 2015, où elle suit une adolescente de treize ans, fugueuse, du nom de Tiny, rencontrée dans le centre de Seattle, là où des enfants font la manche et vendent leur corps pour de l'argent et de la drogue. En écho à cette exposition, nous avons choisi un prisme socio-politique pour raconter ces Rencontres.

Si Mary Ellen Mark nous offre la vision d'une Amérique mutilée, passée mais toujours d'actualité, sa compatriote Debi Cornwall explore une autre facette du pays de l'Oncle Sam : la violence inhérente à une culture militarisée, exposée à travers ses mises en scène. Depuis une dizaine d'années, elle explore les fictions qui façonnent la manière dont l'Amérique se regarde. À travers des photographies construites dans un style documentaire, elle invite à examiner de plus près la normalisation du pouvoir de l'État. Le titre de l'exposition, *Fictions nécessaires*, vend néanmoins la mèche. Les femmes voilées, les hommes arborant le keffieh sont des acteurs costumés, civils, afghans ou irakiens, ayant fui la guerre et participant désormais à des simulations grandeur nature au service de l'armée américaine, permettant à de véritables soldats de participer à un jeu de guerre immersif et pratiquer leurs futures postures de combattants ou de victimes. À travers ces décors plus vrais que nature, Debi Cornwall confronte la violence de son pays, à la fois normalisée, dissimulée et justifiée. Elle épingle notamment les musées d'histoire où les Américains sont invariable-

ment mis en scène et présentés comme des vainqueurs héroïques ou d'innocentes victimes, au sein d'installations réalistes visant à encourager une certaine forme de patriotisme, creusant ainsi un peu plus la perte de sens de la notion même de vérité.

Mais le clou de cette exposition est sans conteste *Pineland/Hollywood*, une vidéo bluffante rappelant *La Classe américaine* de Michel Hazanavicius et Dominique Mézerette. *Pineland/Hollywood* utilise 500 extraits de 200 films hollywoodiens pour raconter une seule histoire à partir de deux points de vue, l'un oral, l'autre visuel, incitant les spectateurs à réévaluer la manière dont ils consomment les histoires fictives d'une violence étatique bien réelle. Par ce montage puissant, immédiat, Debi Cornwall s'approprie et détourne la culture populaire américaine au service de la critique du système.

Pendant ce temps, tout le long des centaines de kilomètres de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, des fonctionnaires en uniforme traquent et appréhendent des civils considérés comme des illégaux. Dans son exposition *Voyage au centre*, inspirée de l'atmosphère et de la structure du livre *Voyage au centre de la Terre* de Jules Verne, Cristina De Middel présente la traversée migratoire du Mexique comme une expédition héroïque et courageuse, plutôt que comme une fuite. Dans ce récit documentaire aux notes subjectives, la photographe espagnole met le doigt sur une certaine forme de déception dystopique, illustrée par la destination finale en forme d'attraction touristique, Felicity, une petite ville de Californie officiellement « centre du monde ».

Avec poésie, Cristina De Middel déconstruit le phénomène complexe de la migration et s'arrête sur ses zones d'ombres. Le rôle des « coyotes », ces passeurs qui emmènent femmes et hommes pleins d'espoir du Honduras ou du Guatemala vers la terre promise, est mis en lumière via la participation immersive de la photographe, qui a rejoint en 2021 un groupe d'une trentaine de migrants qui s'apprêtaient à traverser le désert de Sonora. Les points de passage de la frontière sont contrôlés par les cartels, qui voient dans la traite d'êtres humains un business lucratif qu'ils peuvent combiner avec le trafic de drogue. Les migrants, que les

coyotes appellent « pollos » (poulets), se voient offrir une réduction sur le prix du voyage s'ils acceptent de passer la frontière avec un petit paquet de poudre.

Cristina De Middel met un accent encore plus sinistre sur ces milliers d'anonymes morts brutalement dans ce même désert, *no man's land* tampon insidieusement utilisé comme arme de protection des frontières. Les variations extrêmes de température provoquent des déshydratations en journée et exposent au risque d'hypothermie à la tombée de la nuit. Cristina De Middel relate notamment l'histoire de Scott Warren, membre de l'organisation humanitaire *No More Deaths*, traduit en justice pour avoir fourni de l'eau, de la nourriture et un abri à deux migrants dans le désert de l'Arizona. Très médiatisé, son procès a donné lieu à des débats sur la criminalisation de l'aide humanitaire et le traitement réservé aux migrants le long de la frontière séparant les deux pays.

Un festival comme les Rencontres d'Arles se doit de sentir le pouls du monde, de refléter le *Zeitgeist* actuel. Nous avons pris le parti de mettre en avant la dimension socio-politique de la programmation. Il serait tout aussi opportun de s'arrêter sur l'absence criante d'une quelconque référence dans la programmation du festival (41 expositions, 196 artistes, 4 200 œuvres exposées) au drame qui se joue actuellement à Gaza, et à l'escalade de violence des colons israéliens en Cisjordanie. Ce ne sont pourtant pas les projets éditoriaux qui manquent sur ce sujet. Dans *Om/Mother* (The Eriskay Connection, 2023), Barbara Debeuckelaere a collaboré avec des mères palestiniennes à Hébron, qui ont documenté leur réalité journalière. Dans *Anchor in the Landscape* (Mack, 2024), Adam Broomberg et Rafael Gonzalez se focalisent sur les oliviers, symboles de l'enracinement du peuple palestinien. Dans *Born of Sand and Sun* (Dewi Lewis, 2023), Petra Bašnáková pointe son regard sur les bédouins perpétuellement impactés par la politique expansionniste israélienne.

Dans ce désert arlésien, il y a heureusement quelques irréductibles : un collectif d'artistes (Ahmad Alaqra, Maen Hammad, Dina Salem, Sari Tarazi) qui, dans une petite maison proche des arènes, a produit avec le support de l'espace

critique Double Dummy Studio une exposition, en off, titrée *Against Abstraction*, s'articulant autour de messages partagés sur la plateforme Telegram. Ces images, textes et vidéos ont été sélectionnés via un exercice de codage, appuyé par de l'intelligence artificielle, afin de constituer une liste des termes les plus utilisés par les habitants de Gaza eux-mêmes. Le résultat montre comment le peuple palestinien a réagi en direct au plus grand infanticide de notre génération, à cette tragédie sans nom diffusée en direct sur nos téléphones. Une catastrophe humanitaire que le plus prestigieux festival de photographie en Europe devrait adresser, explorer, amplifier, condamner et non étouffer. ●

IIIIIIIIII AVIS IIIIIIIIIII

SNHBM

Société Nationale des
Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
30.08.2024 10.00 heures
Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg
Intitulé :
Lot abris de jardin, réf. KE2-17.
Description :
_ L'exécution des travaux d'abris
de jardin de 23 maisons
unifamiliales en bois à Olm.
Conditions d'obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est
téléchargeable sur le portail des
marchés publics.
Réception des plis :
Le jour de l'ouverture avant
10.00 heures
N°. avis complet sur pmp.lu :
2401710

À la table de l’art

IIII France Clarinval

Les restaurants installés dans les lieux culturels représentent des défis tant pour l’exploitant côté bouche que pour l’institution. Les échecs économiques sont légion et les déconvenues gastronomiques également. L’arrivée du chef Charles Coulombeau dans les cuisines du Centre Pompidou de Metz pourrait bien contredire ce désolant constat. Ouverts à la date prévue du 5 juin, la brasserie Umé et le gastronomique Yozora bénéficient de l’expérience et de la recherche permanente de l’excellence du chef qui fêtera ses 32 ans le mois prochain. Il retrace son parcours et détaille ses ambitions pour ces nouvelles tables.

Si Charles Coulombeau est chef, c’est en partie grâce à un accident de basket. Plâtré et dans l’incapacité d’écrire pendant plusieurs mois, il se voit largué à l’école. Contraint de se réorienter, il rejoint un ami au lycée hôtelier de Biarritz, « plus par curiosité que par passion ». Il se souvient cependant que, du côté paternel, la cuisine était bien ancrée : « Mon père était un gourmand qui aimait recevoir et faire plaisir. Il notait tous ses menus dans des cahiers. » Il revendique aussi un « bon sens paysan » légué par les grands-parents normands chez qui traite des vaches, confection des confitures et cuisine avec les légumes du potager sont la norme.



Charles Coulombeau aiguisé son couteau japonais

land

26.07.2024

Dès son premier stage, au Relais de la Poste de Magescq (déjà deux étoiles Michelin à l’époque), le jeune Charles sait qu’il est dans le bon. « Je retrouvais en cuisine les valeurs et notions qui m’avaient portées dans le sport : le travail d’équipe, la rigueur, le dépassement de soi. On peut comparer l’entraînement à la mise en place et le match au service. » Il enchaîne les expériences au sein de brigades prestigieuses, chez les Frères Ibarboure à Bidart (où il rencontre sa compagne, Roxane) et surtout aux Prés d’Eugénie chez Michel Guérard, le chantre d’une gastronomie diététique et raisonnée. Il y travaille sous les ordres d’Olivier Brulard, qui devient son mentor. « Il m’a appris d’aller au-delà de la technicité culinaire, de penser à ceux qui nous entourent dans le travail et ceux qui vont manger ce que l’on a préparé. » D’un trois étoiles à un autre, Charles Coulombeau poursuit sa jeune carrière comme saucier à la Maison Lameloise en Bourgogne.

En 2016, il a envie de changer d’air et part en Grande-Bretagne avec Roxane, dans un Relais et Château du West Sussex. Pour la première fois, il est alors chef de brigade d’un étoilé. Il n’a que 27 ans. Il passe aussi plusieurs mois au Japon, également dans un Relais & Château. En 2020, le Covid pousse Charles à retrouver son pays natal et à affirmer ses velléités d’indépendance. La Maison dans le Parc à Nancy est à vendre, ce sera sa destination. En huit mois, il retrouve, avec sa brigade, l’étoile que les anciens propriétaires avaient perdue. Mieux encore, le guide rouge 2022 salue le travail de Roxane et de la salle par le Prix de l’accueil et du service. Pour couronner le tout, le guide Gault&Millau voit en lui un « Grand de demain ».

À l’été 2023, alors qu’il peaufine un business plan pour ouvrir un restaurant au Japon, il est approché par la direction du Centre Pompidou Metz. L’ancien restaurant La Voile Blanche n’a pas survécu à la pandémie et il faut une personnalité forte pour reprendre l’endroit. Il voit d’un bon œil une certaine filiation avec le pays du soleil levant : « J’ai d’abord été séduit par l’architecture de Shigeru Ban. La possibilité de créer deux restaurants avec deux concepts dans deux espaces a fini de me convaincre. » En effet, à l’étage du musée, on trouve Umé, une brasserie franco-nippone ouverte au déjeuner, ainsi que Yozora, un restaurant gastronomique, où une vingtaine de convives peuvent dîner dans une sorte de bulle en verre.

Charles Coulombeau a développé ses concepts et ses recettes en concertation avec la direction du musée auprès de qui il a signé un contrat d’exploitation de six ans. Le point commun entre les deux restaurants est l’influence japonaise : « J’aime la façon de travailler des japonais dans leur approche et leur respect du produit. Ils mettent en œuvre une grande rigueur que je veux également suivre. » Côté Umé – qui veut dire prune ou mirabelle, le clin d’œil lorrain est clair – la grande salle peut accueillir centaine de couverts. Les classiques de la brasserie sont revus par un prisme asiatique : les œufs mimosas sont marinés dans la betterave et garnis d’une mousse au miso et anchois ; la rémoulade n’est pas de céleri mais de daikon. À l’inverse, la crêpe japonaise okonomiyaki est garnie de fureau lorrain et le flan chawanmushi de truite des Vosges.

Le nom Yozora signifie « le ciel nocturne ». « Ici, c’est l’omakase, qui veut dire littéralement Je m’en remets à vous. Une multitude de petits services, parfois en une seule bouchée. » Le vocabulaire est japonais, mais les produits sont très locaux. Charles Coulombeau ne cache pas son ambition : « Je veux laisser un souvenir, une trace. Ce restaurant sera j’espère un incubateur pour ouvrir quelque chose en Asie. » ●

UNTERHALTUNG



Etgen-Afterwork

Es bedurfte nur 0,05 Sekunden bis DP-Politiker Fernand Etgen letzte Woche, die ihm zugeschriebene Clown-Rolle im RTL-Afterwork annahm. „Ech

kann haut nach ëmmer kee richtege Knuet maachen“, wählte er als Einstieg – sprich: Er könne keine Krawatten binden. Dann ging es gleich über zu seinem offenen Erfolgsgeheimnis, als Mitglied des Fußballvereins war er zuständig für das Braten von Würsten, „deshalb konnte ich das Gespräch mit den Anwesenden suchen“. So wurde er 1979 bei Komplementarwahlen in den Gemeinderat gewählt. „Politik ass eppes, wat een an der Panz muss hunn.“ Seine Mutter half ihm später, vor DP-Wahlversammlungen Bekannte zu identifizieren,

damit er diese persönlich begrüßen konnte – denn um in der Politik voranzukommen, bedarf es nicht nur Listenstimmen, sondern vor allem persönlicher Stimmen. Vokabeln pauken und Schulstoff büffeln lag ihm weniger, er war auch kein Bücherliebhaber – als eine Tante ihm ein Buch schenken wollte, sagte er: „Es tut mir leid, aber so was habe ich schon.“ Der Weg ins Parlament war jedoch nicht geplant: Zunächst besuchte er die Landbauschule, um Tier-Besamer oder in der Milchkontrolle tätig zu

werden. In seiner Schulzeit fiel ihm auch der Spitzname „Tiger“ zu: Ein Lehrer wollte ihm damals ein Vergehen andichten, das er nicht begangen habe. Der Lehrer wollte ihn treten, doch dann habe Etgen den Lehrer am Fuß gepackt und dabei gerufen: „Reiz keinen Tiger!“ Später sei er als Bürgermeister von den Kindern im Schulhof mit „der Tiger ist hier“ begrüßt worden. Zu jener Zeit spielte er auch im Dorftheater mit: „Op der Bün war ech den Topert vum Déngscht; d’Leit hunn sech vreckt gelaacht.“ Während dem Afterwork-Gespräch rief

ihm ein RTL-Moderator seine Einleitung beim Besuch der maltesischen EU-Parlamentspräsidentin Roberta Metsola in Erinnerung. Damals führte sie Etgen in seiner Funktion als Kammervorsitzender mit den Worten „J’ai l’horreur“ statt „l’honneur“ ein. Etgen antwortete, er nehme den Versprecher „ganz cool“. Als Kammervorsitzender sei es „ein gutes Gefühl“ gewesen, von oben herab auf die Parlamentarier zu schauen. Aber eigentlich passe das Herabschauen nicht zu seinem Naturell, meinte Etgen – „ech muss dat nit

hunn“. Darüber hinaus erzählte Etgen, er stoße als Facebook-User auf Personen, „die Tag für Tag meinen, sie seien die Besten“, aber ausgerechnet handele es sich dabei um jene, „auf die man nie zählen kann“. Als Kind wollte er die Tour de France gewinnen. Das hat offensichtlich nicht geklappt. Dafür aber ging es häufig mit der politischen Karriere bergauf – an dessen Ende er jetzt angekommen ist. Das weiß Etgen, deshalb hat er erst jetzt die Einladung in das Sendungsformat angenommen. (Foto: Sven Becker). SM